INSTITUT DE L'ÉLEVAGE idele

TENDANCES LAIT VIANDE

LES MARCHÉS DES PRODUITS DE L'ÉLEVAGE DE RUMINANTS | N° 373 - JUIN 2025

Retrouvez "Tendances lait viandes", ses vidéos, ses documents, ses liens, ses rendez-vous sur mobile et PC : www.tendances-lait-viande.fr

Sommaire du numéro 373

Viandes bovines
- Gros bovins
  - France
    - Abattages de gros bovins en recul, prix en hausse
- Jeunes bovins
  - Europe
    - Les prix continuent de croître en Europe
- Femelles
  - France
    - Érosion de la consommation de viande bovine
  - Europe
    - Manque criant de vaches de réforme sur le marché européen
- Maigre
  - La demande à l'export tire les prix à la hausse
- Veaux de boucherie
  - Effondrement de la production néerlandaise
- Veaux laitiers
  - Prix record pour les veaux laitiers

Lait de vache
- Collecte laitière
  - Production laitière : entre reprise timide et incertitudes
- Consommation
  - Une consommation de produits laitiers dynamique, des signaux encourageants en bio ?
- Marché des produits laitiers
  - Après la baisse des prix du beurre étasunien, quelles perspectives ?

Viande ovine
- France
  - La demande en agneaux de l'Aïd a baissé cette année
- UE et monde
  - La cotation de l'agneau britannique repart à la hausse

Lait de chèvre et viande
- Lait de chèvre
  - Frémissement de la collecte
- Viande caprine
  - Léger recul du nombre de chevreaux abattus au printemps

Marchés mondiaux de la viande bovine et des produits laitiers

Le manque de bovins tire les prix

Dernière révision le 23 juin 2025

Viandes bovines » Gros bovins » France »

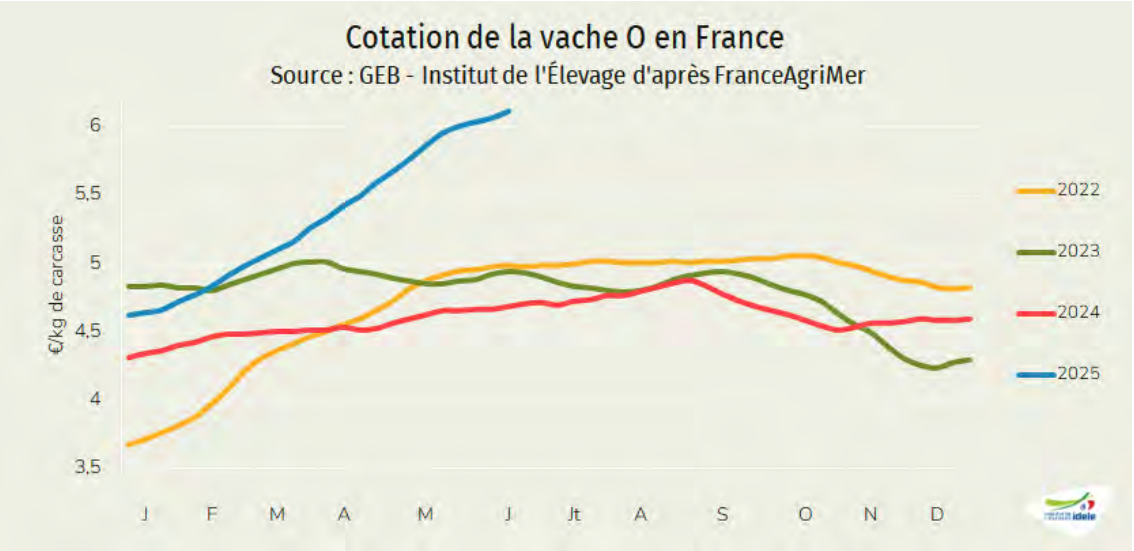
Abattages de gros bovins en recul, prix en hausse

Dernière révision le 23 juin 2025

Côté prix, les cours de tous les gros bovins finis progressent, portés par le recul de l'offre, dans un contexte sanitaire inquiétant en ferme. Côté coûts, l'IPAMPA recule modérément.

Le cours de la vache O progresse toujours

Les cours des vaches laitières poursuivent leur hausse, cependant à un rythme légèrement moins soutenu qu'il y a un mois (+16 centimes en quatre semaines pour la vache O, contre 33 centimes quatre semaines plus tôt). Les prix des réformes laitières augmentent toujours car elles sont peu nombreuses en France et Europe, avec la baisse des cheptels et un marché du lait porteur. En France, les bonnes conditions de pâturage et de fourrage et un prix du lait en hausse de 33 € /1000 L en avril sur un an, incitent les éleveurs laitiers à conserver leurs femelles.

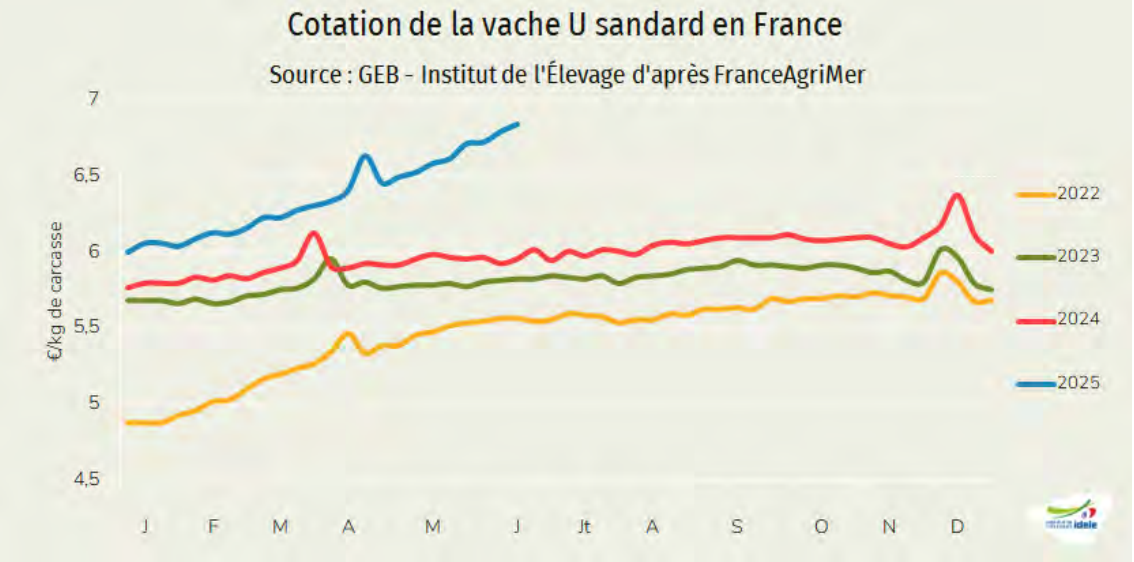


La cotation française de la vache O atteignait donc 6,12 €/kg carcasse en semaine 24 (+30% /2024) et celle de la **vache P flirtait avec les 6 €,** du jamais vu, à 5,95 €/kg carcasse (+35% /2024).

Malgré cette hausse spectaculaire, les cotations françaises restent inférieures à leurs voisines européennes (voir notre article sur vaches en Europe).

Le prix de la vache U en France : toujours plus haut

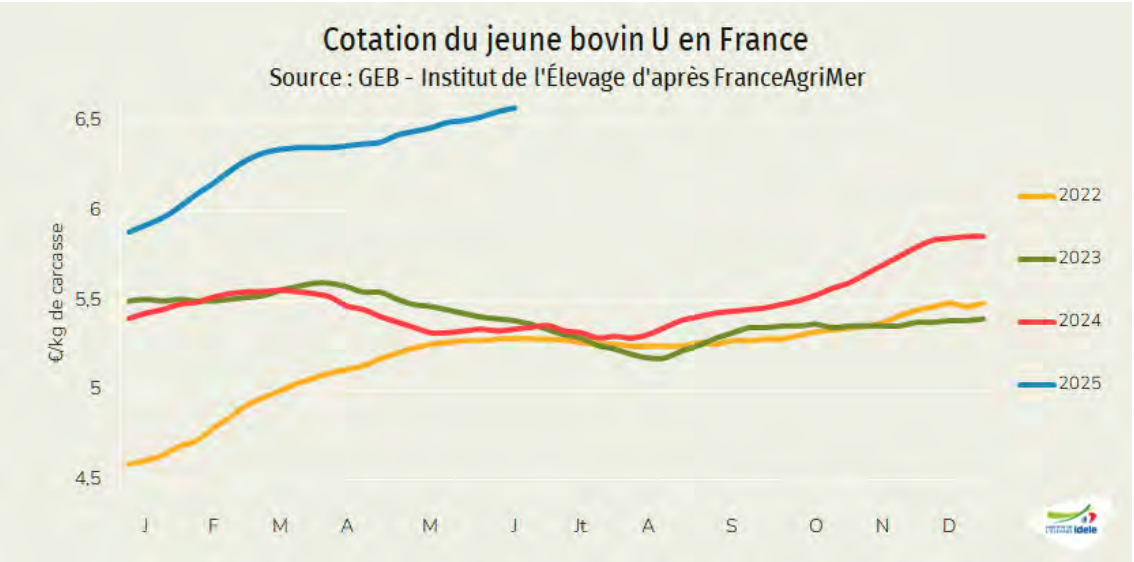
Après avoir un peu fléchi suite au pic de prix de Pâques, les cours des meilleures vaches de race à viande sont repartis à la hausse, l'offre étant toujours limitée par le recul du cheptel allaitant. Par ailleurs, la raréfaction des réformes laitières et la hausse de leur prix pousse les abatteurs à augmenter les tarifs d'achat de tous les types de vaches. **La cotation des vaches standard U** atteignait donc 6,85 €/kg de carcasse en semaine 24 (+ 23 centimes en quatre semaines, +15% /2024).



La cotation de la vache R suivait la même tendance sur quatre semaines : +16 centimes, à 6,42 €/kg de carcasse en semaine 24 (+19% /2024).

Les prix des JB à contre-pied de la baisse saisonnière habituelle

Après un plateau en mars, les cotations des jeunes bovins français sont reparties à la hausse en avril et continuent de gagner quelques centimes chaque semaine. En effet, sur le marché européen, la production de jeunes bovins est en baisse, face à une demande ferme en UE, sur le pourtour méditerranéen et dans les Balkans.



La cotation française du jeune bovin U a donc gagné 8 centimes sur les quatre dernières semaines pour atteindre 6,57 €/kg de carcasse en semaine 24 (+23 % /2024). La hausse a été tout à fait similaire **pour le jeune bovin R, à 6,41 €/kg** en semaine 20 (+23% /2024). **La cotation du jeune bovin O** a progressé un peu plus vite, de 14 centimes dans le sillage des vaches laitières, à 6,04 €/kg (+27% /2024).

Dans les autres États membres, les cours augmentent plus fortement, sauf en Espagne où le JB R subit un léger revers depuis deux semaines après avoir dépassé le cours de tous les JB européens fin novembre (voir notre article dédié aux jeunes bovins en Europe).

Les abattages reculent

Après une baisse de 3% en tonnage sur les quatre premiers mois de l'année, les abattages poursuivent leur recul d'après les données hebdomadaires de Normabev.

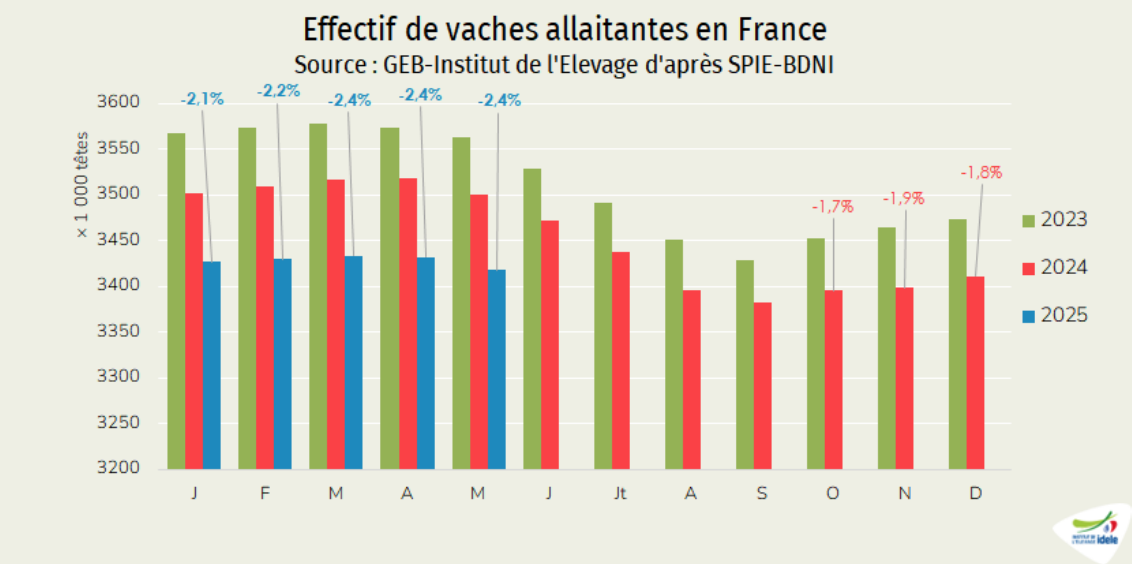
Sur les semaines 21 à 24, le nombre de gros bovins abattus affiche un recul de 2% /2024. Certaines catégories sont en fort recul :

- **-9% en têtes pour les vaches laitières**, avec un poids carcasse moyen nettement plus élevé que l'an passé : +3 kg,
- **-3%** /2024 ou – 1 500 têtes **pour les jeunes bovins de type viande,** avec un poids moyen carcasse équivalent à l'an passé,
- -3% également pour les jeunes bovins de type lait.

Au contraire, les abattages de vaches de type viande ont progressé un peu (+2% /2024) le poids carcasse progressant nettement, comme en vache laitière, de 3kg en un an, pour un âge à l'abattage inchangé. **De même, les génisses de type viande ont davantage été conduites à l'abattoir** (+1%) pour un âge à l'abattage en hausse d'environ un mois depuis le début de l'année, et un poids carcasse équivalent ces quatre dernières semaines, comparé à l'an passé.

La baisse de cheptel de reproductrices se poursuit

Au 1er mai 2025, la France comptait 3,417 millions de vaches allaitantes, soit -2,4% /2024 ou -83 000 têtes. Les génisses de type viande âgées de plus de 18 mois étaient en revanche plus nombreuses qu'il y a un an : +2,1% ou +33 000 têtes /2024, sans que l'on sache si elles sont destinées au renouvellement du cheptel ou à l'abattage. Une partie d'entre elles sont sans doute des génisses de reproduction ayant eu des problèmes de fertilité liés aux épizooties présentes depuis l'automne 2024.

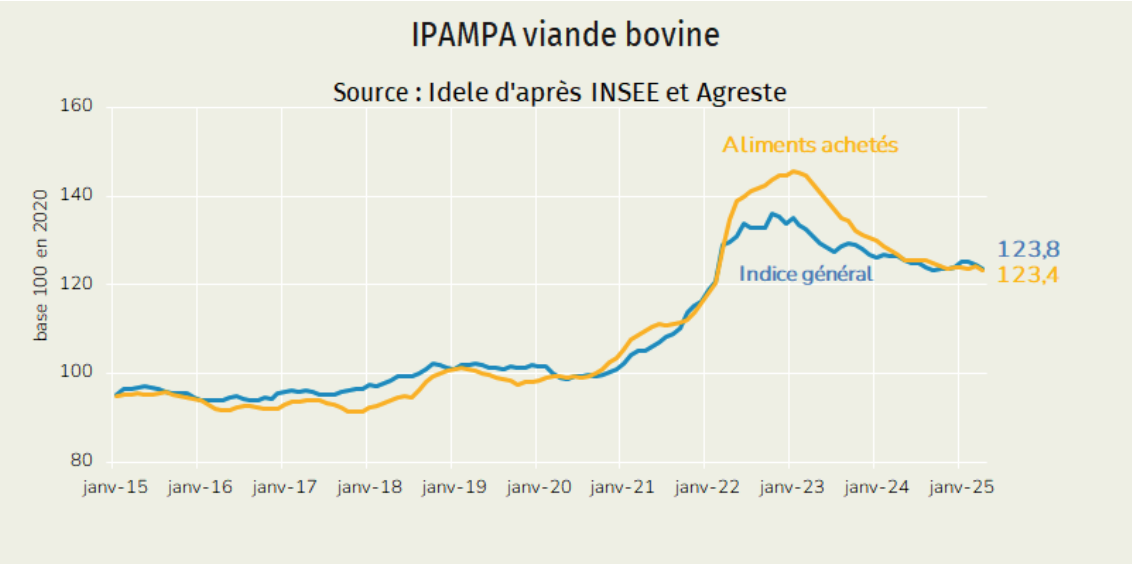


Le nombre de vaches laitières était lui aussi en baisse au 1er mai, de 2,3% à 3,241 millions de têtes, soit -75 000 têtes /2024. Les génisses laitières de plus de 18 mois étaient aussi en recul (-2,5% ou -28 000 têtes /2024).

Le contexte sanitaire (MHE, FCO) impacte les élevages. De nombreuses naissances manquent (lien vers notre article broutards) et la mortalité est plus élevée en vaches comme en veaux et dans les deux cheptels (allaitant et laitier).

L'IPAMPA en légère baisse

L'IPAMPA viande bovine (indice des prix d'achat des moyens de production agricoles) varie peu actuellement. **En avril, il a légèrement diminué grâce au repli du prix de l'énergie,** à 123,8 (-0,6% / mars 2025 et -2,1% /avril 2024). L'IPAMPA énergie et lubrifiants a reculé de 19% en un an, l'IPAMPA aliments achetés de -2,7% /2024, mais les engrais progressent (+4,9% /2024) ainsi que l'entretien et réparations du matériel et des bâtiments (respectivement +3,3% et +1,7%).



À noter, l'IPAMPA ne couvre pas l'ensemble des charges des exploitations. D'autres charges comme les coûts salariaux ou les coûts des travaux par tiers, qui ne sont pas prises en compte dans l'IPAMPA, restent en hausse par rapport à 2024.

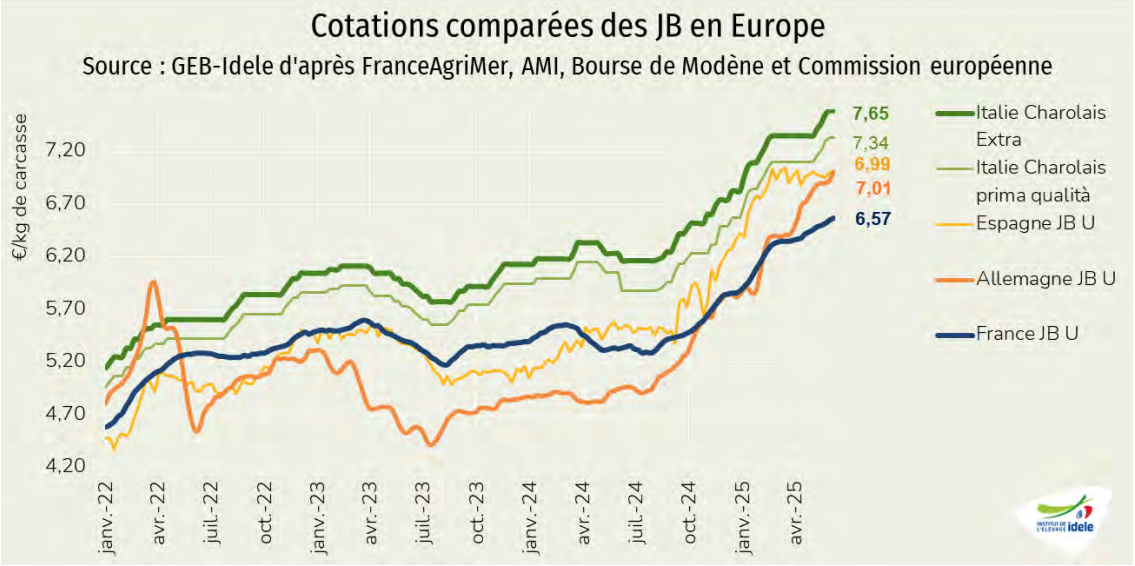
Les prix continuent de croître en Europe

Dernière révision le 23 juin 2025

Les prix des jeunes bovins continuaient d'augmenter au sein de l'UE, en raison du manque d'animaux. Les abatteurs italiens comme allemands peinent à trouver les animaux dont ils ont besoin.

Les cours repartent à la hausse en Italie et poursuivent sur leur lancée en Allemagne.

Le manque d'offre sur le marché européen conduit à une hausse des prix des jeunes bovins, contrant l'effet saisonnier du ralentissement de la demande qui traditionnellement oriente les cours à la baisse au printemps.



En semaine 24, la cotation du **jeune bovin charolais italien « *prima Qualità* »** est repartie à la hausse à la bourse de Modène, gagnant 17 centimes en une semaine, à 7,34 €/kg de carcasse.

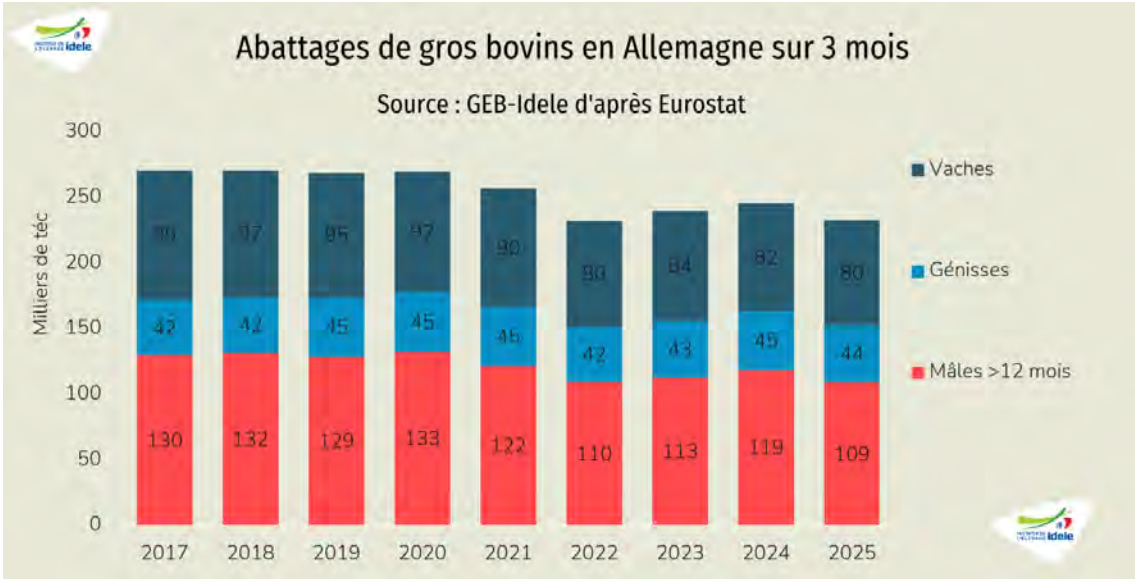
La cotation du **jeune bovin U allemand** poursuit sa progression rapide. Elle a gagné 2,05 €/kg de carcasse depuis le début de l'année, atteignant les 7 € €/kg en semaine 24 (+41% /2024).

Celle du **jeune bovin U espagnol** oscille autour de 7 €/kg depuis fin février après avoir enregistré une hausse spectaculaire, liée à la forte demande des pays du Maghreb.

La cotation du **jeune bovin U français** semble à la traîne par rapport à ses voisines. À 6,5 €/kg de carcasse en semaine 24 (+23% /2024), elle n'a augmenté que de 61 centimes depuis le début de l'année (plus de détails dans notre article sur les gros bovins en France).

Les abattages allemands toujours à la baisse en ce début d'année

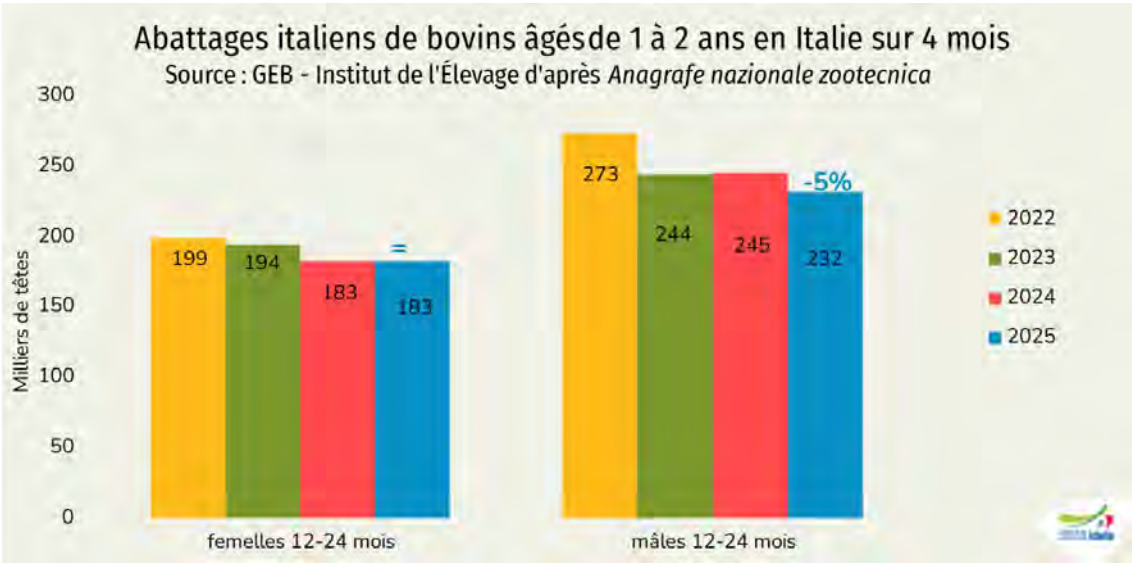
Les prix allemands ont continué d'augmenter. Ils semblent dépasser les prix espagnols lors des dernières semaines. C'est que l'offre est très limitée en Allemagne, tant en jeunes bovins qu'en vaches de réforme, ce qui tire les prix vers le haut. Les abatteurs sont donc en forte concurrence pour l'approvisionnement en animaux et sont prêts à payer plus pour que leur outil de production ait une activité suffisante pour amortir les charges fixes. Les engraisseurs voyant les prix monter retiennent leurs animaux pour gagner quelques kilos et quelques euros, accentuant momentanément la pénurie, et ce d'autant plus que les veaux Fleckvieh sont particulièrement chers (voir l'article sur les veaux laitiers de mai 2025) et que les difficultés pour s'en procurer n'incitent pas les engraisseurs à vider leurs ateliers.



Sur les 3 premiers mois de 2024, les **abattages de jeunes bovins** étaient en **recul de 12% /2024** et de 19% /2023, à 109 000 téc. Les génisses sont également en baisse de 2%/2024 à 44 000 téc et les vaches de 3% à 80 000 téc.

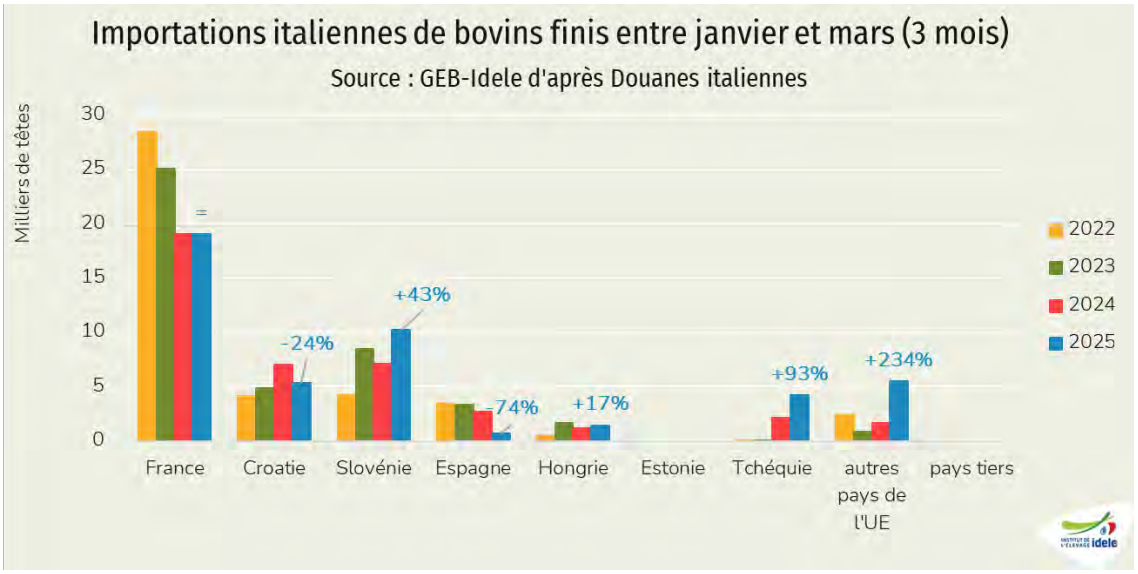
Italie : une demande de JB qui souffre de la hausse des prix

En Italie, les sorties de jeunes bovins sont limitées par la faiblesse des disponibilités en broutards français depuis plus de deux ans.



Sur les quatre premiers mois de l'année, 232 000 taurillons ont été abattus en Italie, en recul de 5% /2024. Par ailleurs, les abattages de génisses étaient stables par rapport à 2024, grâce au maintien des envois de femelles françaises lourdes pour compenser le manque de mâles.

Pour pallier le manque d'offre, les abatteurs italiens se tournent vers les **bovins finis importés** et se trouvent obligés de diversifier les origines de ces bovins d'abattage compte tenu des effectifs limités dans chaque État membre. Depuis le début de l'année, 47 000 bovins finis ont été importés par l'Italie (+1% /2024). Environ 19 000 venaient de France d'après les douanes italiennes (= /2024), 10 000 de Slovénie (+43% /2024), 5 000 de Croatie (-24% /2024) et 4 000 de République Tchèque (+93%). Les importations de bovins finis depuis l'Espagne étaient en fort recul, les bovins espagnols ayant été happés par les pays du Maghreb. Les importations depuis la Hongrie, l'Irlande et d'autres pays de l'UE étaient également en hausse.



Viandes bovines » Femelles » France »

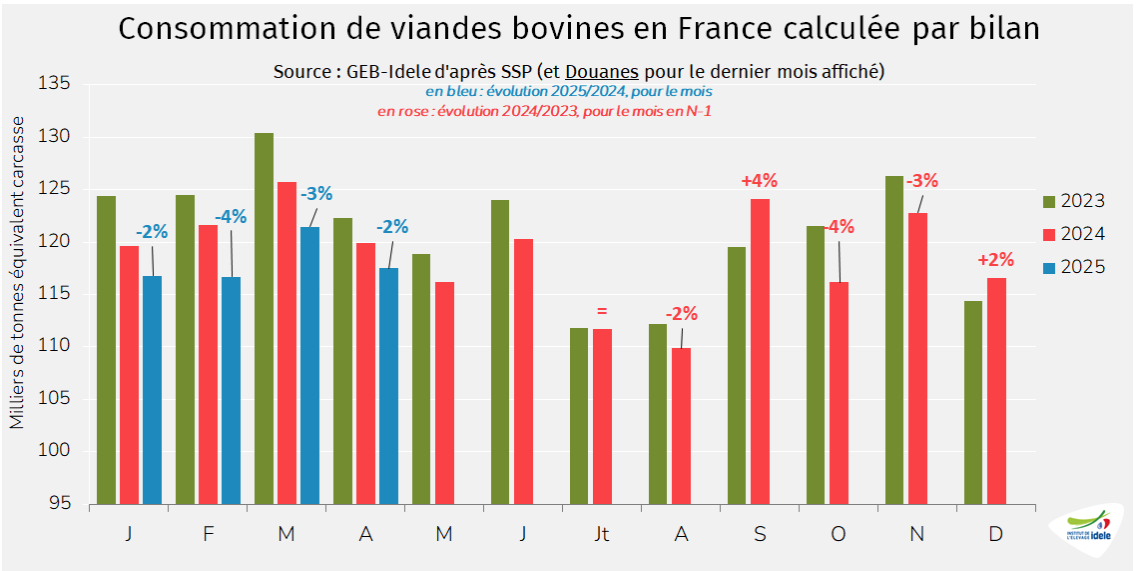
Érosion de la consommation de viande bovine

Dernière révision le 23 juin 2025

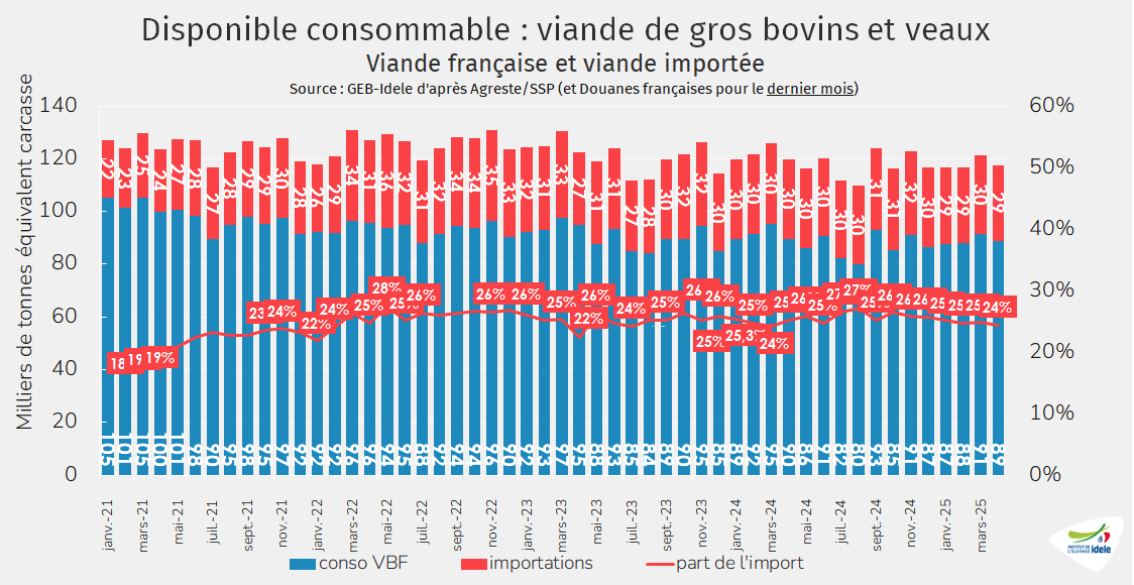
Le disponible consommable en viande bovine a reculé an avril, du fait du fort recul des imports depuis les Pays-Bas et d'exportations de viande en hausse. La hausse du prix au consommateur du bœuf et du veau est supérieure à l'inflation et accélère depuis février.

Le disponible en viande bovine a reculé de 2% en avril

En avril 2025, la consommation par bilan de viandes bovines (y compris veau) a diminué de 2% comparé à 2024, du fait du recul des importations (-11% /avril 2024) et de la progression des exports (+5% /2024). Les abattages CVJA de gros bovins et de veaux sont demeurés stables par rapport à l'an passé. Au cours du premier quadrimestre 2025, la consommation par bilan enregistre une baisse de 3% /2024. Elle est affectée par la hausse des prix au consommateur et par un moral des ménages en baisse, impacté par des inquiétudes sur leur pouvoir d'achat et leur capacité d'épargne (voir l'article de l'INSEE).



D'après Agreste pour les abattages, et les Douanes pour le commerce extérieur du dernier mois, le disponible consommable d'avril était de 117 000 téc (-2%). La part d'import dans le disponible consommable a baissé de 1 point comparé à avril 2024, à 24%, du fait du fort recul des imports.



Attention toutefois, les effets des éventuelles variations de stocks, importantes à certaines périodes, ne sont pas intégrés dans cette estimation et la lecture mensuelle ne doit pas être sur-interprétée.

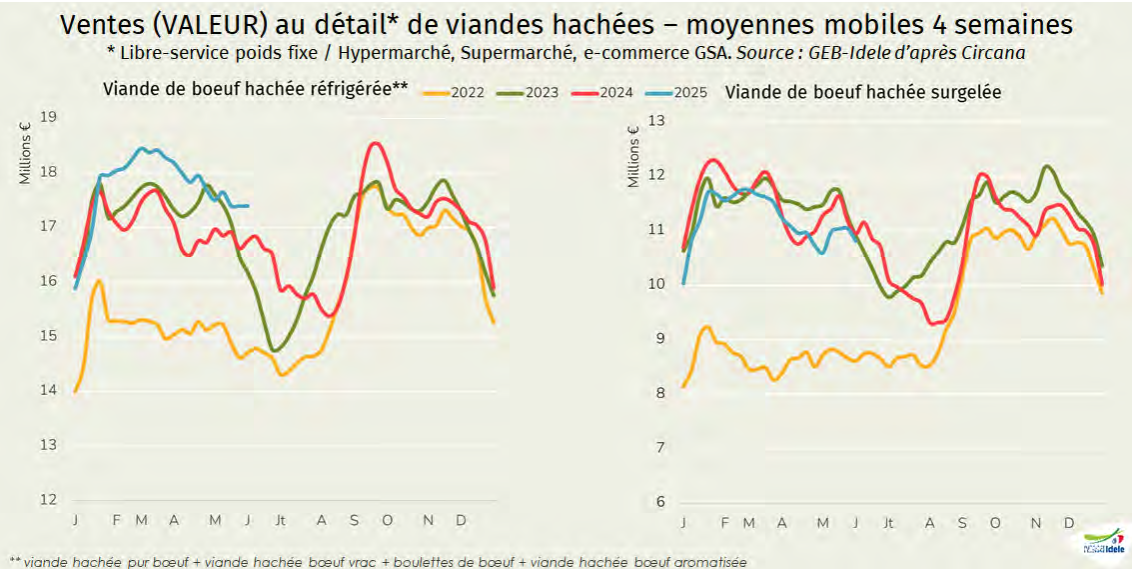
Par ailleurs, depuis le Brexit début 2021, les statistiques douanières sont perturbées par l'organisation des opérateurs. En effet, plusieurs exportateurs britanniques font dédouaner leurs viandes en France avant de les réexpédier vers les Pays-Bas afin de faciliter les procédures de dédouanement. Ces effets ne sont pas déduits ici.

L'inflation annuelle est réduite mais se poursuit

En mai, l'inflation se poursuivait à bas bruit, à un rythme annuel de 0,7%, contre 0,8% les trois mois précédents. Les prix de l'énergie reculaient toujours (-8,0% sur un an, quatrième mois consécutif de baisse) via la baisse des produits pétroliers (-9,7% sur un an) et de l'électricité (-14% sur un an). Cependant le conflit entre Israël et l'Iran depuis vendredi 13 juin crée quelques incertitudes sur le marché. Le prix des produits manufacturés a légèrement faibli en avril (-0,2% en rythme annuel) comme depuis plusieurs mois, mais ceux des services progressent toujours (+2,1% contre +2,4% un mois plus tôt) à travers la hausse des loyers, de l'eau et du coût des ordures ménagères. Le prix de l'alimentaire progressait un peu plus (+1,3% contre +0,6% deux mois plus tôt), en particulier pour les produits frais (+1,5%). **En mai, le prix du bœuf et du veau a progressé de +3,9% sur un an (contre +2,9% un mois plus tôt)** du fait de la hausse des prix au producteur qui finit par se répercuter en magasin.

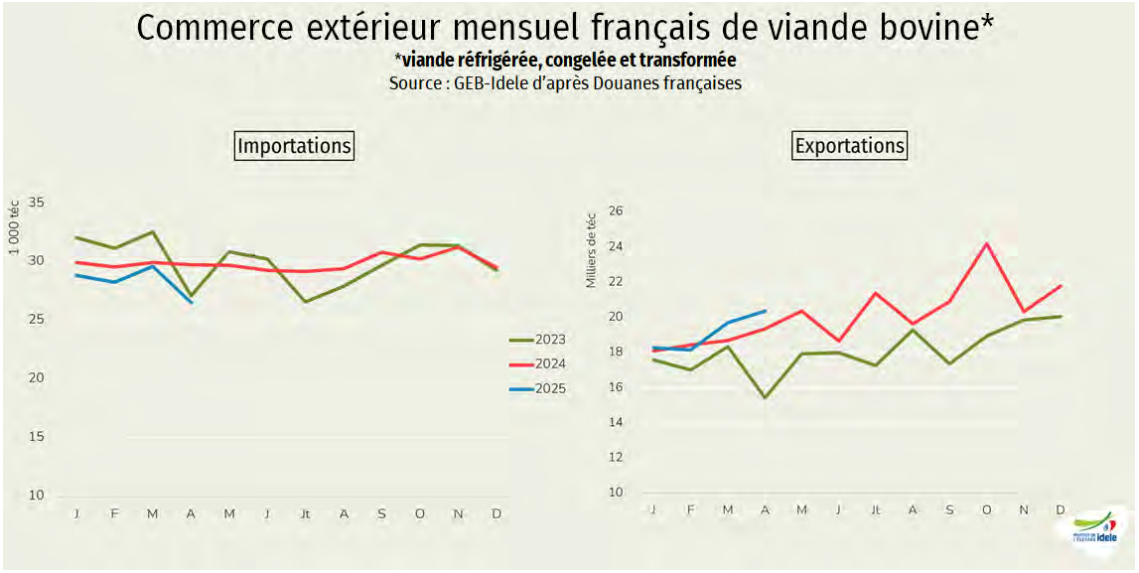
Le chiffre d'affaires du steak haché réfrigéré en hausse

Entre les semaines 19 et 22, le chiffres d'affaires (C.A.) des ventes de steak haché réfrigéré a progressé de 4% /2024 tandis que celui du haché congelé s'est effrité de 1% /2024 (*Circana*). L'évolution positive du C.A. en réfrigéré reflète la hausse du prix de vente au consommateur. En cumul depuis le début de l'année les ventes en valeur de steak haché réfrigéré sont en progression de 5%, celui du congelé se replie de 3%.



En avril, les imports des Pays-Bas ont subi un revers

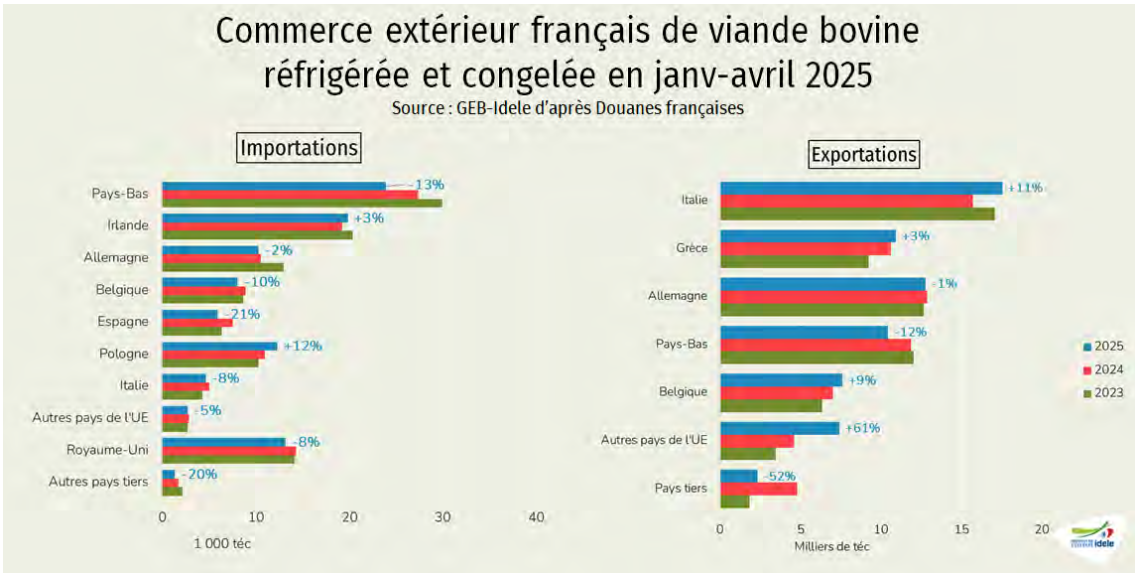
En avril 2025, les importations ont nettement reculé, à 26 500 téc (-11% /2024) tandis que les **exportations de viandes bovines ont progressé de 5% /2024, à 20 000 téc, du fait de la demande export dynamique pour la viande de jeune bovin.**



En cumul sur le premier quadrimestre de l'année, nos importations ont reculé de 5% /2024 (-6 000 téc) à 113 000 téc.

Sur quatre mois, nos imports ont reculé de 13% /2024 depuis les Pays-Bas, notre principal fournisseur (-3 500 téc, à 24 000 téc) du fait du recul historique des abattages de veaux néerlandais au premier trimestre (-22% / 2024 ou -12 000 téc, voir notre article sur le veau de boucherie). Nos achats au Royaume-Uni, en partie envoyés ensuite vers d'autres pays de l'UE ont reculé de 8% par rapport à 2024 (-1 000 téc, à 13 000 téc). Enfin nos achats en Espagne s'effondrent depuis le début de l'année : -21% (-1 500 téc) à 6 000 téc, les abattages espagnols ayant reculé de 5% au premier trimestre et la demande de la rive sud méditerranéenne étant particulièrement forte cette année.

Pour compenser une partie seulement de cette baisse, nos achats ont progressé de 3% en Irlande, à 20 000 téc et surtout de 12% en Pologne (+ 1 500 téc, à 12 000 téc), pour une viande à prix plus attractif.



Nos exportations de viande bovine progressent encore au premier quadrimestre de 3% /2024, à 77 000 téc, dont une hausse de 5% des envois en mars et en avril. Les expéditions ont augmenté ou sont stables vers nos trois principaux clients :

- **vers l'Italie (+11% /**2024 ou +2 000 tec, à 17 500 téc) du fait de la baisse de la production nationale, confrontée à la réduction des envois français de broutards mâles (voir notre article sur les jeunes bovins en Europe pour plus de précisions)
- **vers la Grèce (+3%** ou +300 téc /2024, à 11 000 téc)
- **et vers l'Allemagne, des envois quasi stables** (-1% ou -100 téc, à 12 500 téc).

Nos expéditions vers les Pays-Bas ont nettement reculé, de 12% /2024 (-1 500 téc), notamment en rapport avec le recul des imports français depuis le Royaume-Uni (-1 000 téc).

Enfin, les envois de viande progressaient très nettement vers d'autres pays de l'UE (+61% ou +3 000 téc) notamment vers l'Espagne (+84% à 1 800 téc) et le Portugal (+71% à 2 300 téc), l'Espagne étant confrontée à la aisse de ses a attages et de forts esoins en viande che les pays tiers.

L'Espagne a par exemple envoyé 9 000 téc de viande en Algérie sur les trois premiers mois de l'année (+71% ou +3 500 téc), qui manquent par conséquent sur le marché domestique.

Viandes bovines » Femelles » Europe »

Manque criant de vaches de réforme sur le marché européen

Dernière révision le 23 juin 2025

La baisse des cheptels, les effets de traîne de la FCO et les bons prix du lait conduisent à une baisse prononcée des réformes en Europe et à une forte hausse des prix.

Baisse prononcée des abattages de vaches dans l'UE

D'après Eurostat, les abattages de vaches de réformes (laitières et allaitantes) dans l'Union européenne au premier trimestre ont enregistré une baisse de 4% à 494 000 téc (-22 000 téc /2024). Plusieurs éléments expliquent ce recul :

- La **baisse marquée du cheptel reproducteur européen** en début d'année (-3% à 29,3 millions de vaches, laitières et allaitantes confondues),
- La **hausse du prix du lait** qui incite les éleveurs à conserver leurs vaches. La moyenne européenne du prix du lait payé au producteur atteignait 531,9 €/tonne en mars (+15% /2024) et 533,4 €/tonne en mai (+16% /2024, chiffre provisoire).
- Les maladies vectorielles et notamment **la FCO-3 qui a dégradé les performances zootechniques** dans certaines régions d'Allemagne, des Pays-Bas, de Belgique et de France, incitant finalement les éleveurs à conserver davantage de reproductrices.

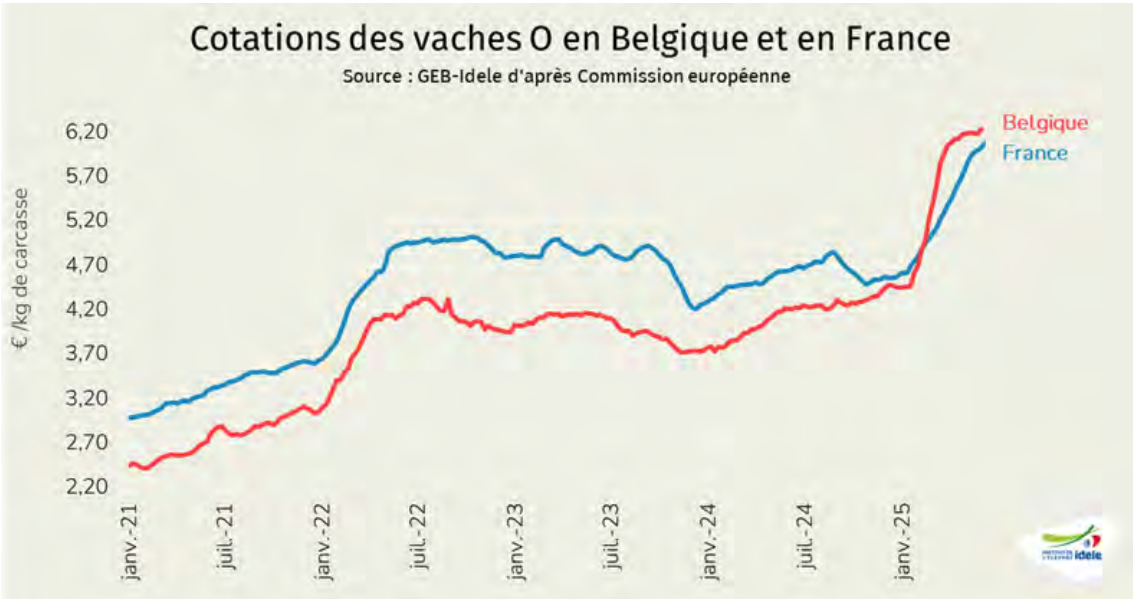
Le manque de vaches s'est même accentué par la suite au niveau européen, avec une mise à l'herbe dans des conditions globalement plus favorables que les années précédentes.

Belgique : les abatteurs manquent de vaches et viennent en chercher en France

En Belgique, **le cheptel était en baisse significative** lors de l'enquête de décembre dernier. Le pays comptait alors 862 000 vaches (-3,6% /2023), dont 518 000 laitières (-3,2%) et 344 000 allaitantes (-4,2%).

Les abattages de vaches sur les quatre premiers mois de l'année 2025 sont tombés à 93 000 têtes, affichant une baisse de 10% par rapport à l'an dernier.

Résultat, **les prix des vaches belges se sont envolés** et sont passés au-dessus des prix français mi-février.

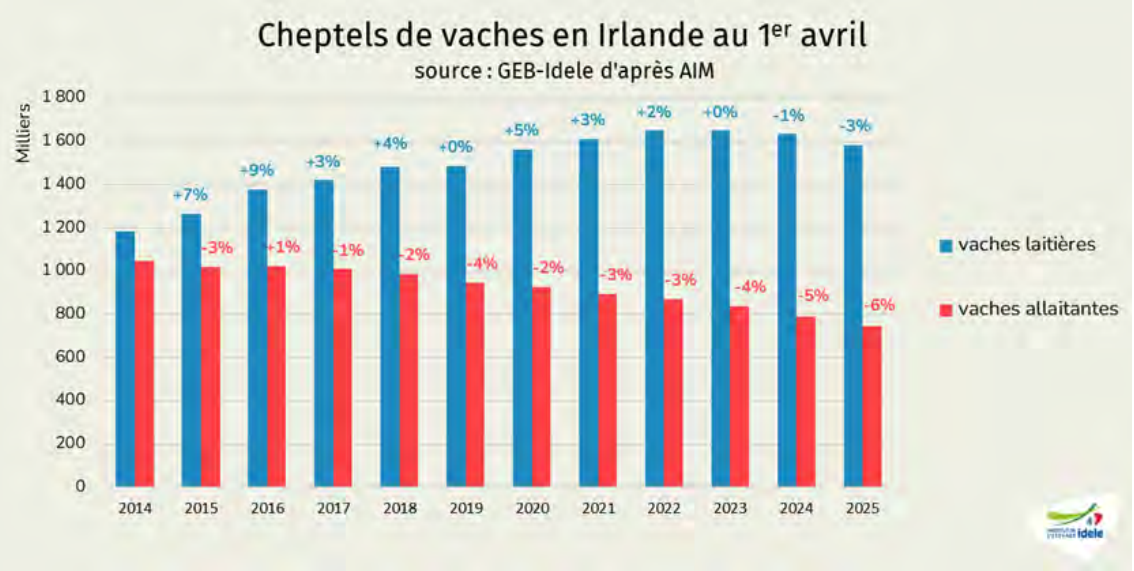


La cotation de la vache R a atteint 6,75 €/kg de carcasse en semaine 23 (+44% /2024) et celle de la vache O 6,25 €/kg (+48% /2024). La vache R belge cotait ainsi 30 centimes de plus que son homologue française et la vache O 20 centimes de plus.

Cet écart de prix a poussé les abatteurs belges à venir s'approvisionner en France. Sur les quatre premiers mois de l'année, la France a ainsi exporté **1 050 vaches de boucherie** vers la Belgique, contre seulement 220 en 2024. D'après les opérateurs, ce flux se serait intensifié au mois de mai.

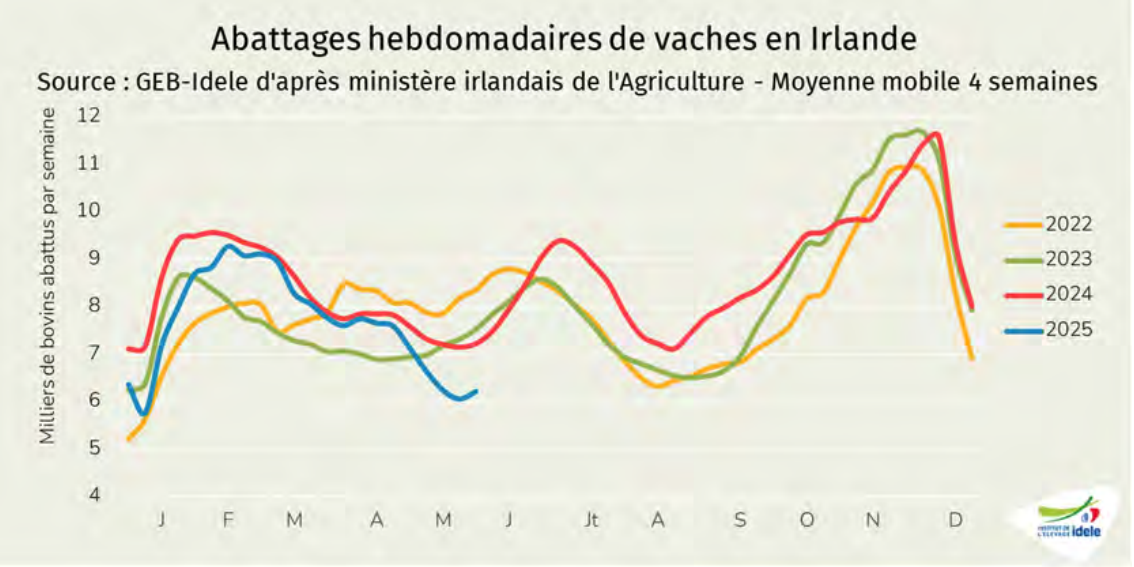
Irlande : fort recul du cheptel de vaches, abattages au plus bas

L'Irlande a perdu près de 100 000 vaches en un an, entre avril 2024 et avril 2025. Après une longue phase de capitalisation laitière liée à la fin des quotas laitiers – qui se faisait en parallèle d'une baisse du cheptel allaitant – le cheptel laitier a amorcé une aisse l an dernier, qui s est accentuée en 2025. e cheptel allaitant n a pas stoppé son recul pour autant, la chute s étant au contraire accélérée sur la derni re année.



D'après les données de la base nationale des mouvements de bovins, **l'Irlande comptait 1,583 million de vaches laitières au 1er avril 2025 (-49 000 têtes /avril 2024, soit -3%) et 744 000 vaches allaitantes (-48 000 têtes, soit -6%)**. La baisse du cheptel reproducteur irlandais atteint 97 000 têtes sur un an. Sur les trois dernières années, le recul se chiffre à 191 000 vaches (125 000 vaches allaitantes et 66 000 vaches laitières).

Les génisses de renouvellement sont également peu nombreuses. Dans le cheptel laitier, **le nombre de génisses âgées de 18 à 30 mois était en baisse de 9% sur un an au 1er avril**. Ceci pousse les éleveurs à conserver leurs vaches pour répondre aux bons prix du lait d'autant que les conditions de pâturage sont plus favorables que les années précédentes. Les abattages de vaches sont donc au plus bas.

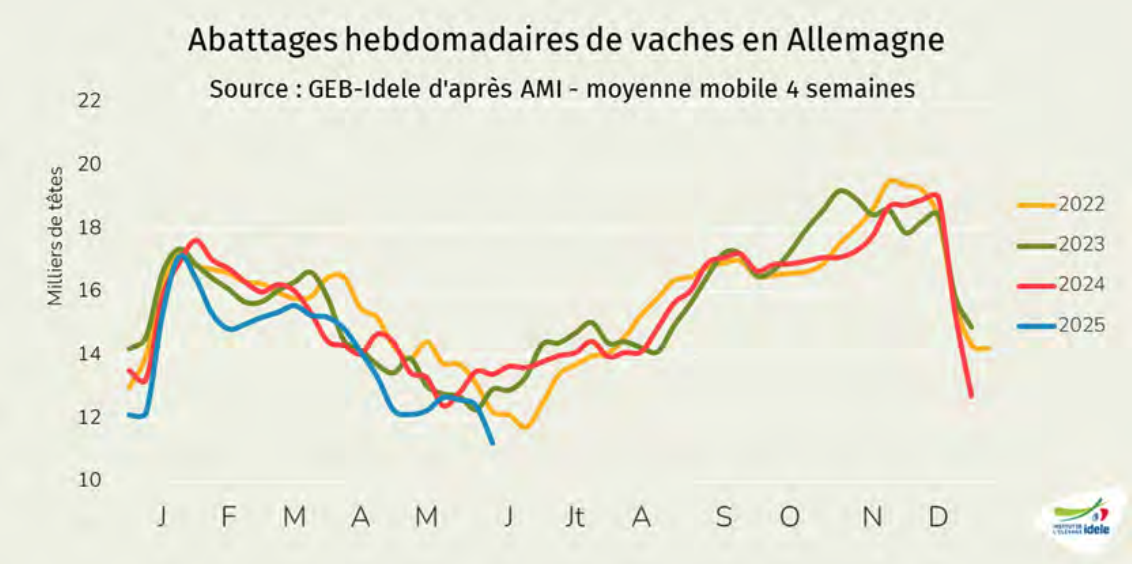


Sur les quatre dernières semaines connues (20-23), le ministère de l'Agriculture irlandais a enregistré une forte chute des abattages de vaches : -14% /2024 et -17% /2023. Les autres catégories de bovins baissent moins significativement. Néanmoins, le recul des abattages totaux de bovins reste marqué (-6% /2024 et -10% /2023).
Les prix irlandais ont stoppé leur flambée mais restent les plus élevés d'Europe. La vache O cotait 6,64 €/kg de carcasse en semaine 23 (+54% /2024).

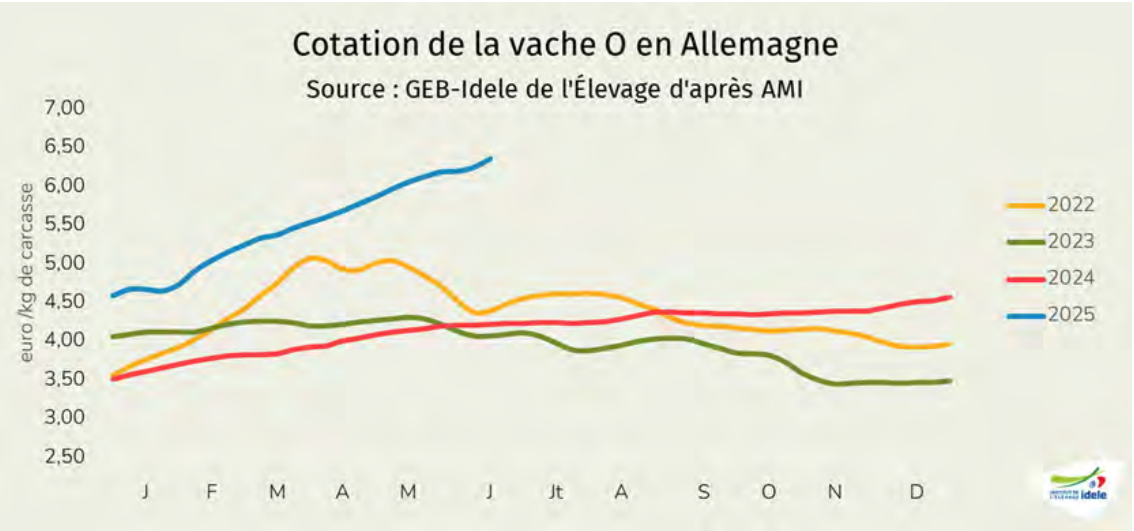
Allemagne : abattages réduits, prix en hausse

En Allemagne, la **baisse du cheptel** en début d'année (-3%), les **difficultés sanitaires dans l'ouest du pays** impactant les rendements par vache, ainsi que le **prix du lait relativement élevé** (543,6 €/tonne en moyenne sur le mois de mai, soit +19% /2024) incitent les éleveurs à conserver leurs reproductrices.

Le marché allemand de la viande bovine manque donc cruellement de vaches de réforme. D'après l'indicateur d'AMI, les abattages de vaches sur les semaines 21 à 24 ont été très inférieurs à leurs niveaux des années précédentes : -16% /2024 et -13% /2023.



Cette pénurie tire les prix à la hausse, une hausse qui ne faiblit pas malgré les niveaux déjà atteints. La cotation de la vache O allemande publiée par AMI a encore progressé de 23 centimes sur les quatre dernières semaines connues, portant à 1,76 €/kg le gain réalisé sur les 24 premières semaines de l'année. Elle a atteint **6,36 €/kg de carcasse mi-juin, soit +50% /2024**.



Viandes bovines » Maigre »

La demande à l'export tire les prix à la hausse

Dernière révision le 23 juin 2025

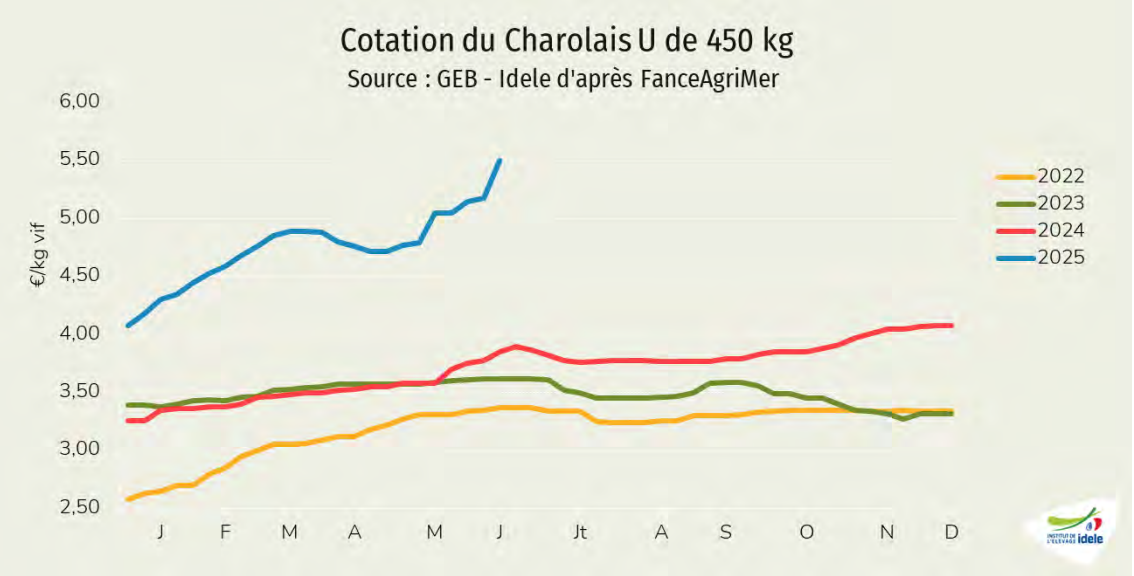
L'augmentation net des envois de broutards, en particulier vers l'Espagne, a fait grimper les prix. Les Espagnols sont prêts à acheter de plus en plus cher compte tenu de la demande à l'export. Dans un contexte de raréfaction des effectifs, les prix ont repris leur ascension.

Les cotations ont repris leur hausse effrénée en mai

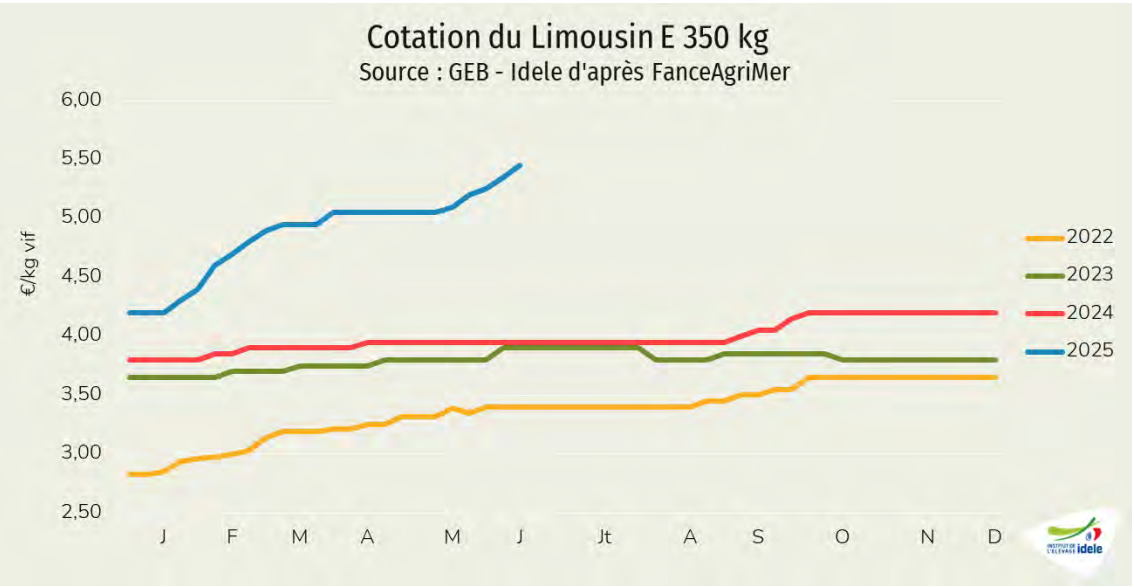
En mai 2025, les prix des broutards ont continué de battre des records, l'offre réduite étant largement insuffisante face à une demande export renforcée. Pour certaines cotations, la hausse sur un an approche les 2 € /kg . Même les Charolais lourds, qui avaient connu une baisse saisonnière des prix en mars, liée à une offre plus élevée au printemps, repartent d'autant plus vite à la hausse.

Ainsi, durant la semaine 24 :

- Le **Charolais U de 350 kg** cotait à 5,73 €/kg (+1,85 € /2024) avec une hausse de 45 cts en quatre semaines.
- Le prix **Charolais U de 450 kg** cotait 5,50 €/kg (+1,72 € /2024) avec une hausse de 71 cts en quatre semaines.



- Le **Limousin E de 350 kg** a vu son cours gagner 40 centimes en 4 semaines à 5,45 €/kg (+1,50 € /2024).
- Le **mâle croisé R de 300 kg** a gagné 60 centimes en 4 semaines pour atteindre 5,45 €/kg (+1,95 € /2024).

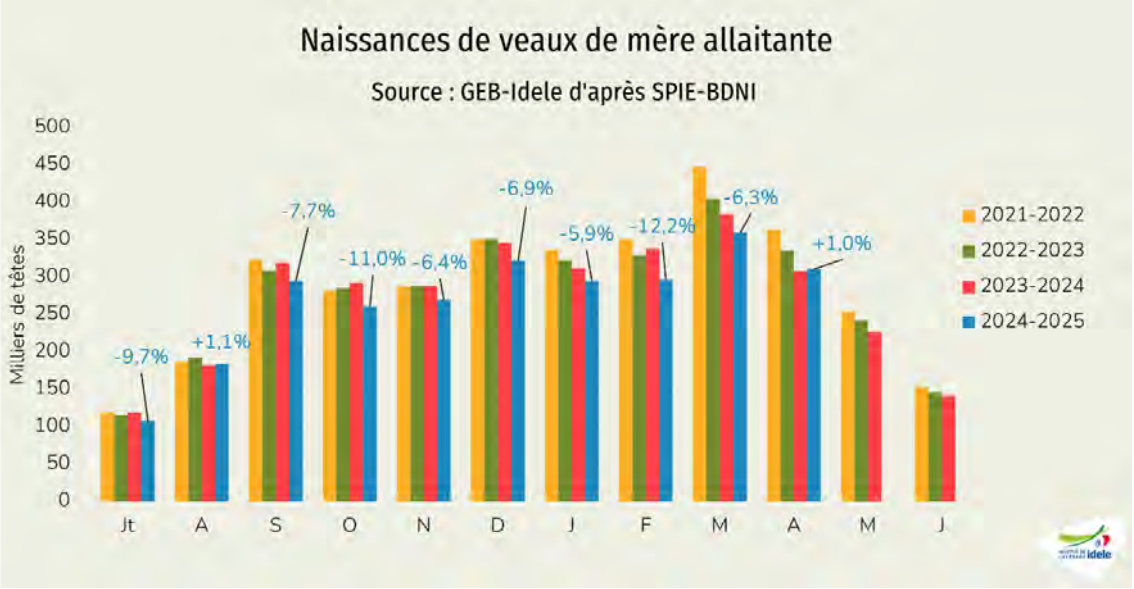


Sur les marchés des femelles, les prix étaient également en forte hausse, à cause de l'offre en baisse et de la volonté de maintenir les achats de génisses côté italien. Les cotations s'établissaient en semaine 24 à :

- **4,80 €/kg pour la Charolais U de 270 kg** (+1,40€ /2024) augmentant de 27 centimes en 4 semaines.
- **5,05 €/kg pour la Limousine E de 270 kg** (+1,45€ /2024) qui était plus stables, avec 30 centimes de plus en 4 semaines.

Reprise des naissances en avril malgré l'impact du sanitaire

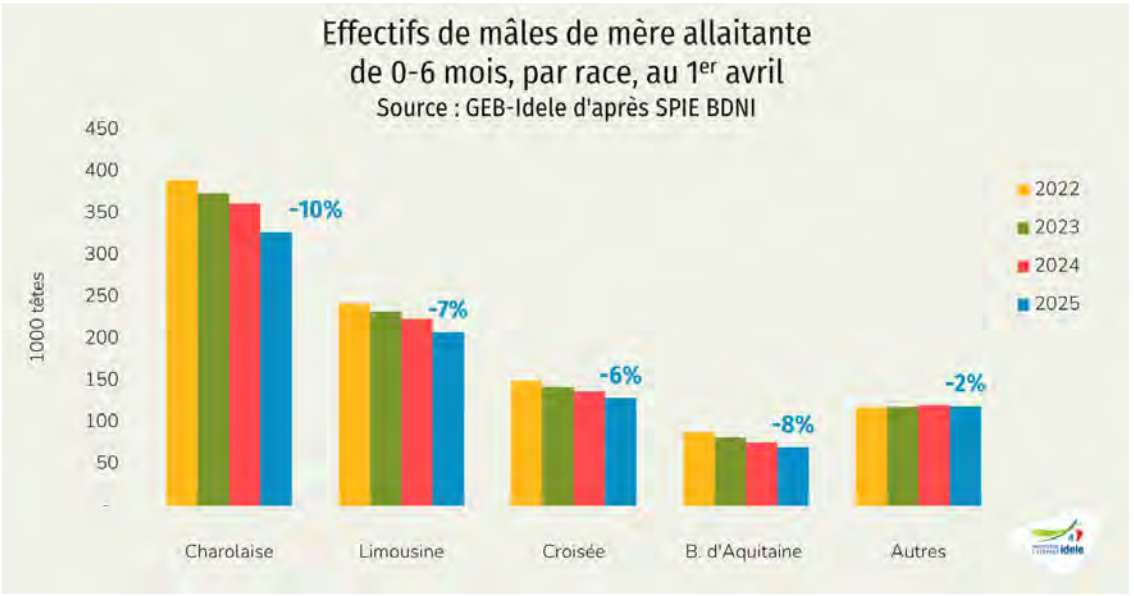
Pour la première fois depuis 10 mois, **les naissances allaitantes étaient en hausse en avril** (+1% /2024 à 311 000 têtes). Cependant, compte tenu du retard pris depuis plusieurs mois à cause de la situation sanitaire, les naissances allaitantes de la campagne 2024-2025 sont en recul de 189 000 veaux par rapport à la campagne précédente.



De fait, **le cumul des naissances sur le début d'année 2025 atteignait seulement 1 262 000 veaux allaitants (-81 000 par rapport à 2024 soit -6,0%)**. Pour comparaison, les naissances laitières reculent nettement moins fortement (-2,9%).

Les effectifs de broutards de moins de six mois continuent de baisser

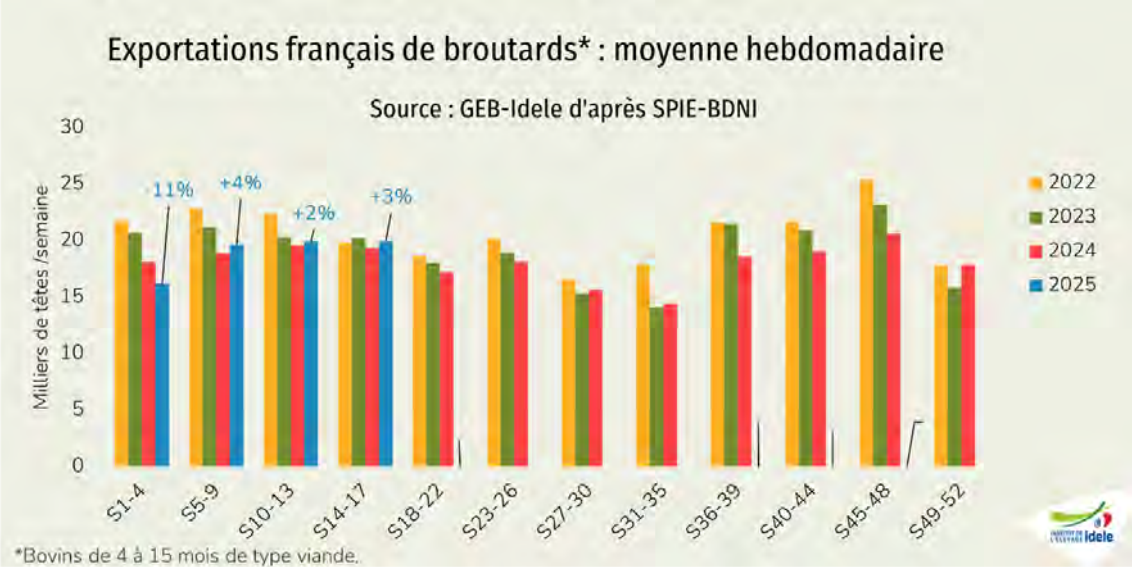
Les effectifs de mâles allaitants de moins de 6 mois étaient en forte baisse de 10% /2024 au 1er mai, avec 854 000 têtes. C'est la conséquence directe de la baisse des naissances sur les six derniers mois (-61 000 têtes nées entre octobre et mars/ oct 23-mars 24). C'est particulièrement visible sur les mâles charolais, qui ont connu une baisse de 47 000 veaux par rapport à 2024. Cette baisse des effectifs de mâles jeunes contribuera au maintien de prix élevés dans les mois à venir.



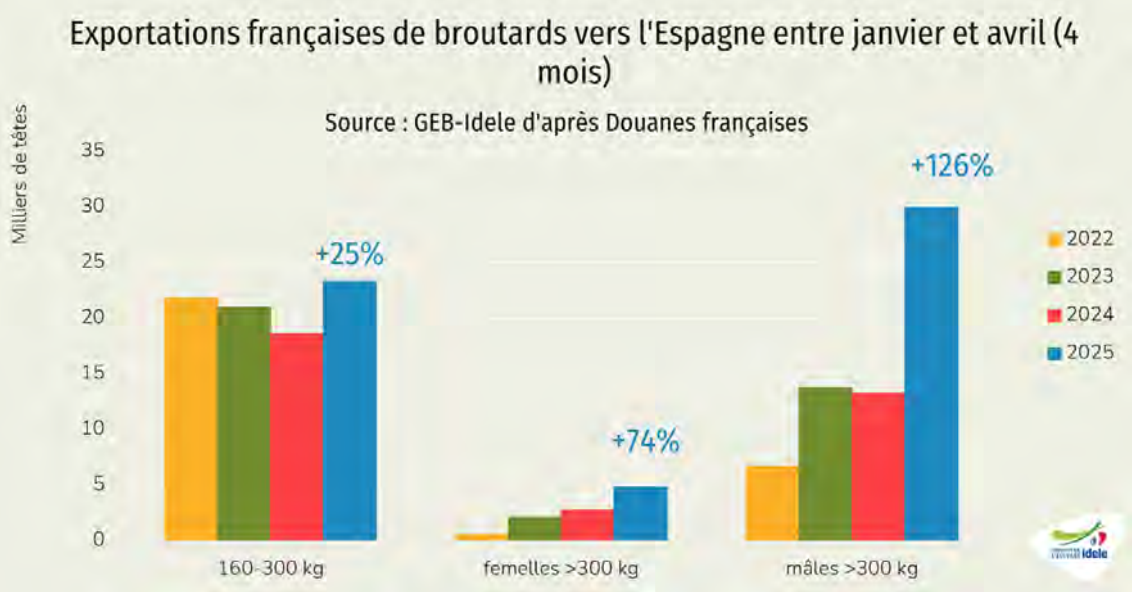
Les mâles de 6 à 12 mois étaient eux aussi en baisse par rapport à l'an dernier (-6%), avec 456 000 têtes.

Les envois vers l'Espagne toujours très élevés : les exports à l'équilibre

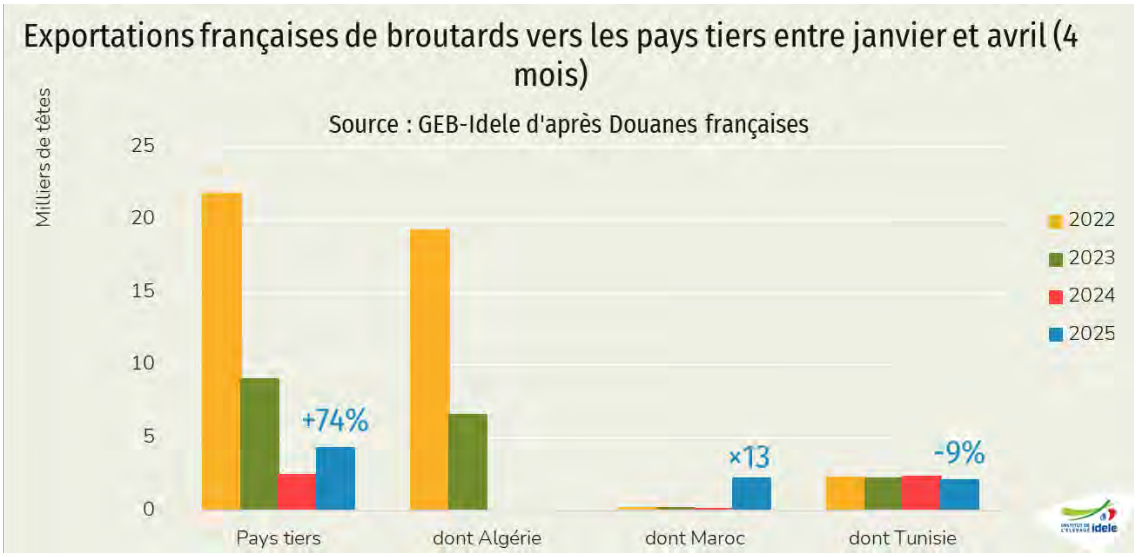
Au cours du mois d'avril (semaine 14 à 17), les envois de broutards ont légèrement augmenté avec environ 80 000 broutards expédiés (+3%/2024). Malgré un mois de janvier tirant à la baisse les chiffres de 2025, les envois semblent être repartis de plus belle avec trois mois consécutifs de hausse. Grâce à cela, le total des exports égale celui de 2024, en cumul sur quatre mois.



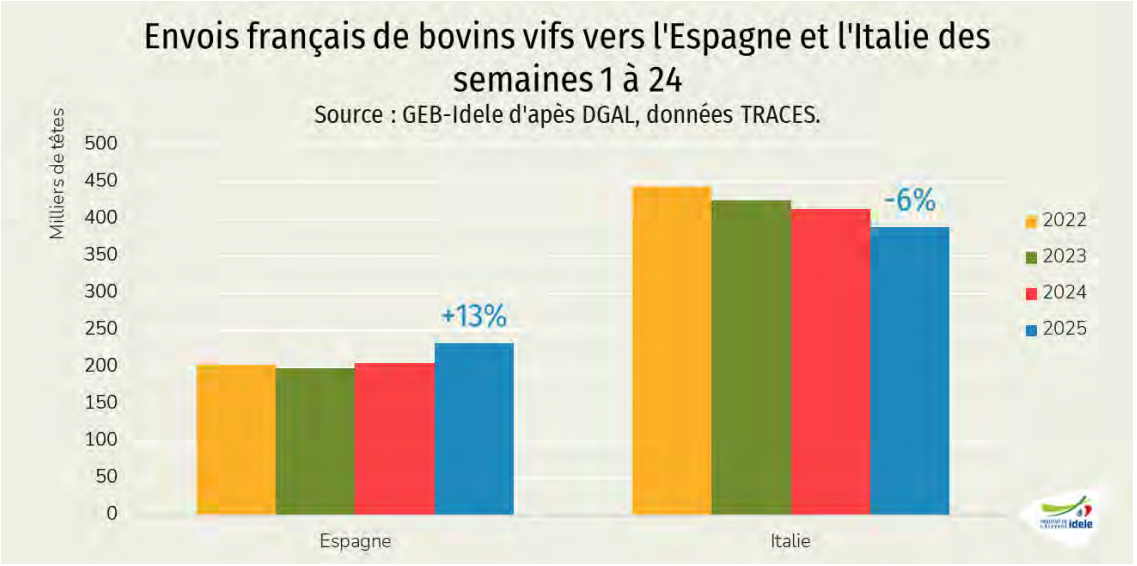
Vers l'Espagne, d'après les douanes françaises, les envois étaient en forte hausse depuis le début de l'année : +59%/2024, avec de nombreux broutards lourds (+126%/2024 pour les mâles de plus de 300 kg) et une bonne progression des animaux légers (+25%/2024 pour les mâles et femelles de 160-300 kg).



Vers l'Italie, les exportations françaises sont en baisse de 4% depuis le début de l'année. Les broutards mâles de plus de 300 kg, qui représentent la majorité des imports italiens, sont siphonnés par l'Espagne. En conséquence, les exports de mâles lourds vers l'Italie étaient en baisse de 12% par rapport à 2024 (-23 000 têtes). Pour contrebalancer en partie à cela, la France a exporté environ 16 000 femelles de plus de 300 kg, soit une hausse de 25% depuis le début de l'année par rapport à 2024.



Vers les pays tiers, les exportations restent stimulées par la hausse de la demande au Maroc et enTunisie. 2 000 têtes ont été envoyées vers chacun de ces deux pays sur quatre mois. Le Maroc et la Tunisie font face à la décapitalisation et ont besoin de broutards à engraisser pour maintenir leur production.



Au global depuis le début de l'année 2025, entre les semaines 1 et 24, 622 000 bovins vifs ont été exportés. Ce chiffre est en augmentation de 1% par rapport aux envois de 2024 (+3 000 têtes /2024) preuve que l'année 2025 est dynamique. Les envois en forte progression vers l'Espagne sont moteurs et compensent la baisse vers l'Italie.

Viandes bovines » Veaux de boucherie »

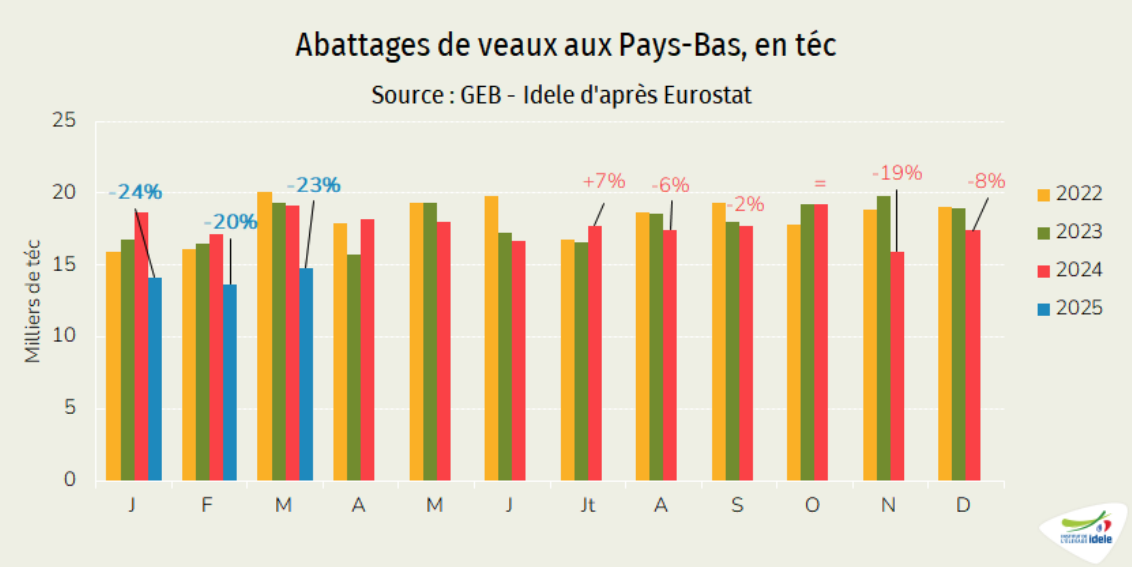
Effondrement de la production néerlandaise

Dernière révision le 20 juin 2025

La baisse des mises en place en fin d'année 2024 conduit à un très fort recul de la production de veau dans toute l'Europe. En conséquence, les prix se sont stabilisés à partir de mai, mettant fin de manière précoce à la baisse saisonnière.

Forte baisse des abattages dans toute l'Europe

Les abattages de veaux étaient en forte chute aux Pays-Bas en début d'année, faute de mises en place suffisantes à l'automne 2024.



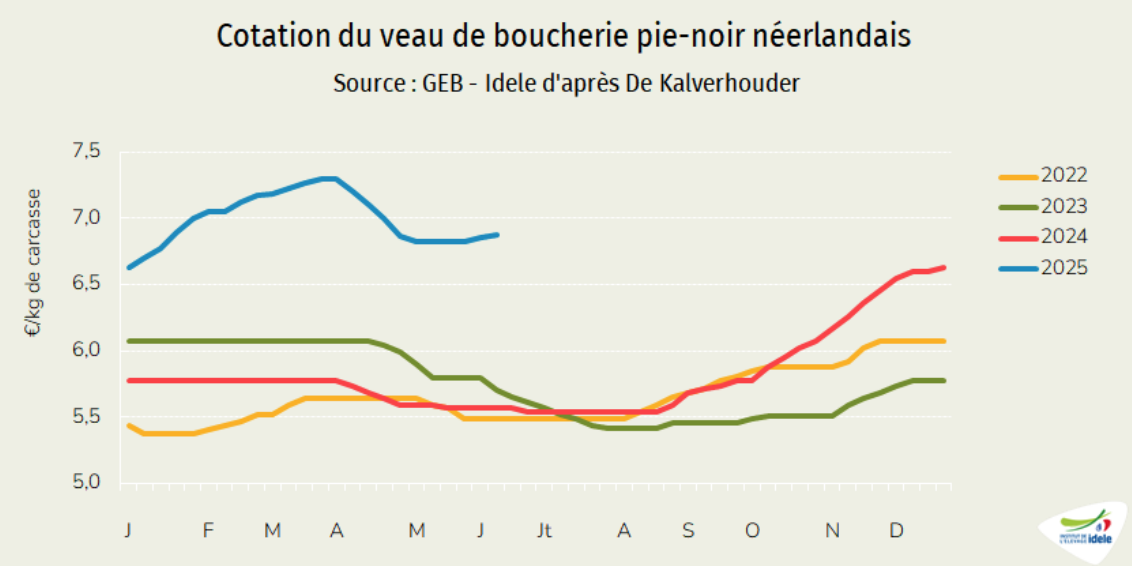
Ainsi, en **cumul sur les trois premiers mois** de l'année, 293 000 veaux ont été abattus aux Pays-Bas, en recul de 19% /2024 soit 67 000 têtes de moins. La demande bien présente malgré la baisse de l'offre a encouragé les intégrateurs à sortir les veaux plus tôt, conduisant à une baisse spectaculaire du poids carcasse moyen de 7 kg (à 145 kg en moyenne sur trois mois) qui accentue encore le recul de la production de viande en tonnes. Ainsi, sur trois mois, seules 43 000 téc de veau sont sorties des abattoirs néerlandais (-22% /2024), niveau le plus bas depuis plus de dix ans. D'après les opérateurs néerlandais, plusieurs facteurs sous-tendraient cette baisse :

- La décapitalisation généralisée en Europe (cheptel de vaches en baisse d'environ 2% dans beaucoup de pays, dont les Pays-Bas) limite les disponibilités en veaux pour l'engraissement,
- L'épidémie de FCO-3 aux Pays-Bas a accentué les effets de la décapitalisation, en conduisant à des avortements sur les vaches laitières et à une plus forte mortalité des veaux,
- Le plan de rachat d'élevages réduit le nombre de places disponibles, avec environ 200 dossiers engagés pour le veau dont une partie déjà payée.

La situation est similaire chez les principaux producteurs de viande de veau. **En Italie**, les abattages ont atteint 199 000 têtes sur quatre mois d'après l'*Anagrafe Zootecnica*, en recul de 6% par rapport à une année 2024 record. **En Belgique**, ils atteignaient 78 000 têtes sur trois mois (-7% /2024) pour 14 000 téc (-5% /2024).

Remontée des prix européens faute d'offre

Aux Pays-Bas, le fort recul de la production a même conduit à une légère hausse des cotations, à rebours de la tendance saisonnière.

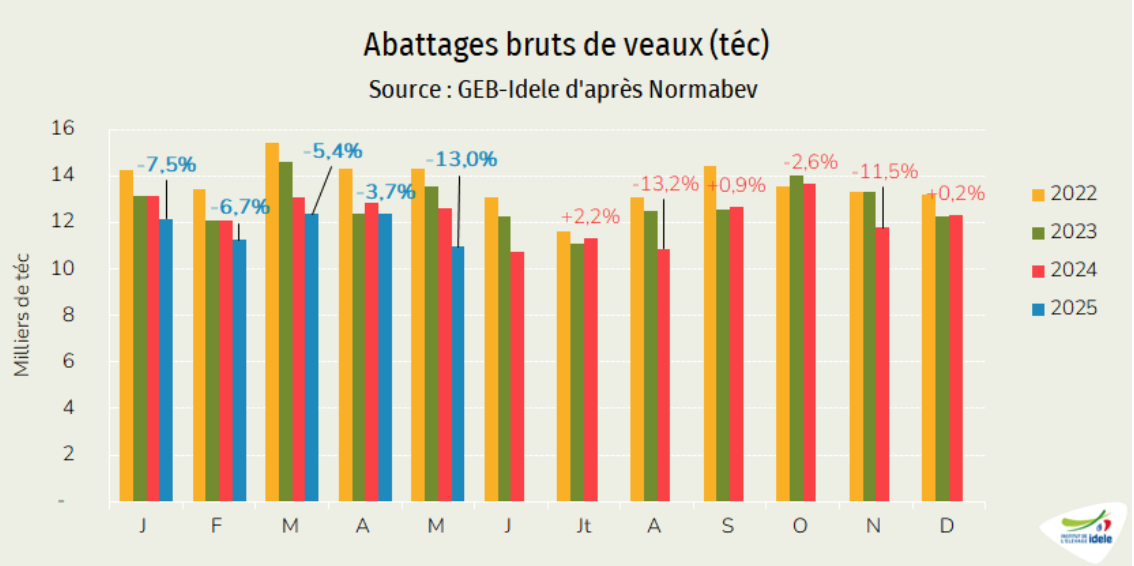


En semaine 24, le **veau de boucherie pie-noir néerlandais** cotait 6,88 €/kg de carcasse, en hausse de 6 centimes sur un mois et de 24% par rapport à sa cotation de 2024. Les veaux rosés, meilleurs marchés car élevés au grain, ont connu une hausse similaire, atteignant 6,25 €/kg de carcasse (+33% /2024, +13 cts en quatre semaines). Signe de la forte tension sur l'offre, **l'écart entre le veau pie-noir et le veau rosé** s'est nettement resserré : alors qu'il était supérieur à 90 cts en début d'année, il est tombé à 63 cts début juin, son niveau le plus bas depuis au moins quatre ans.

Les tendances de prix sont similaires **en Allemagne**. En semaine 23, d'après AMI, les veaux de boucherie allemands cotaient en moyenne 6,79 €/kg de carcasse (+24% /2024), en hausse de 12 cts sur quatre semaines. À l'inverse, **les cotations italiennes** se sont stabilisées sans connaître de hausse, à 7 €/kg de carcasse à Modène en semaine 23 (+17% /2024).

La production recule moins en France

Les abattages de veaux de boucherie étaient en retrait en France, comme ailleurs en Europe mais dans des proportions moindres.

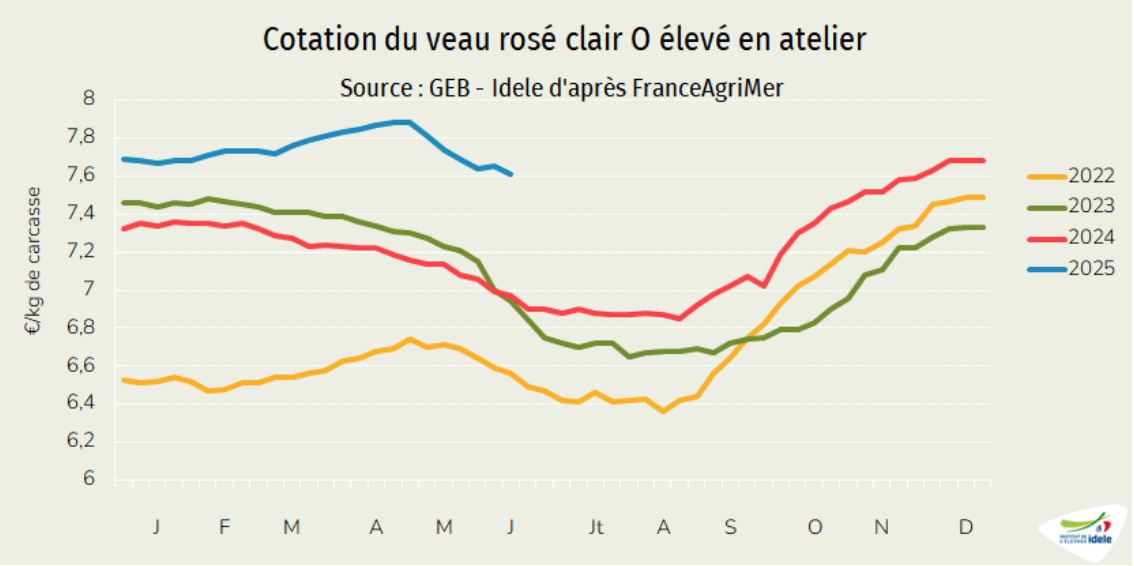


En mai, 74 000 veaux ont été abattus en France (-14% /2024) pour 11 000 téc (-13%). La hausse des poids carcasse à 148,7 kg éc (+1,7 kg /2024) due à un abattage légèrement plus tardif (189,3 jours en moyenne, +1,6 jr /2024), à rebours de la situation néerlandaise, permet de limiter le recul sur la production de viande.

En cumul sur cinq mois, 407 000 veaux ont été abattus (-8% /2024) pour seulement 59 000 téc (-7% /2024).

Baisse des cours en France, à rebours de la tendance européenne

Malgré une offre en fort retrait à l'échelle européenne, les cours des veaux de boucherie français poursuivaient leur baisse saisonnière, à un rythme cependant ralenti.



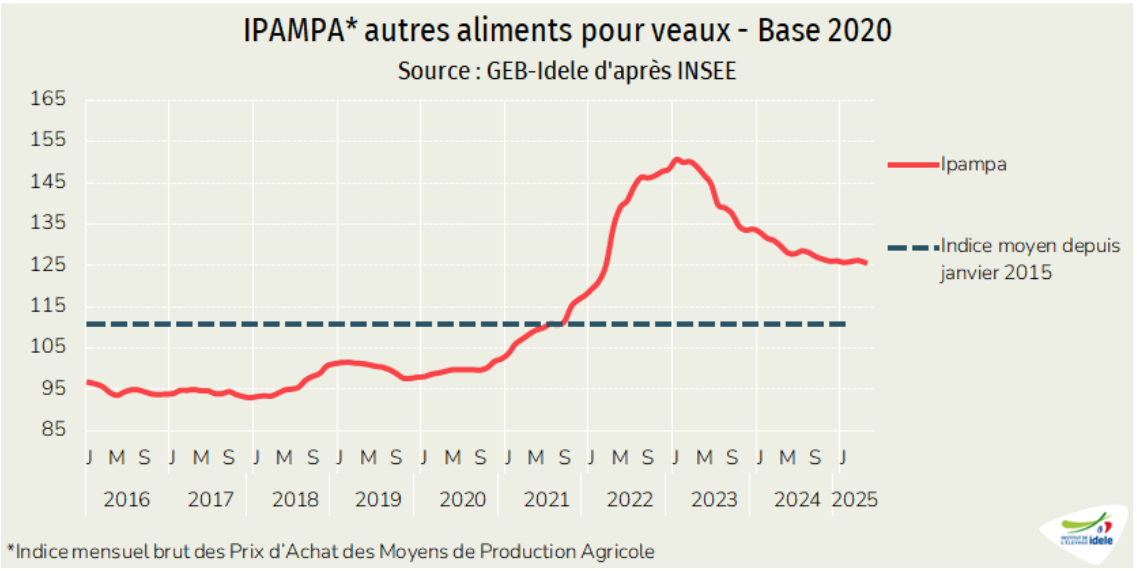
En semaine 24, les cotations étaient de :

- 7,61 € /kg de carcasse pour le **veau rosé clair O élevé en atelier**, soit 64 cts de plus qu'en 2024 et en baisse de 13 cts sur un mois,
- 7,99 € /kg de carcasse pour le **veau rosé clair R élevé en atelier** (+70 cts /2024 et -7 cts en quatre semaines),
- 10,51 € /kg de carcasse (moyenne semaines 21 à 24) pour le **veau rosé clair U élevé au pis** (+1,07 € /2024 et +19 cts en quatre semaines).

Malgré cette tendance inverse à celle de nos voisins européens, le veau français restait le mieux valorisé, avec une cotation supérieure de 73 cts à celle des Pays-Bas et de 61 cts aux veaux italiens.

Stabilisation des prix des moyens de production

Après le pic de 2022, les cours des moyens de production ont poursuivi leur lente décrue, du fait notamment de la détente observée sur les marchés des céréales (lire notre article dédié aux matières premières en avril).



En avril, en base 100 en 2020 :

- L'**IPAMPA des aliments fibreux** (autres aliments pour veaux) se stabilisait à 126 points (-3% /2024, -16% /2023), un niveau inchangé depuis le début de l'année,
- L'**IPAMPA aliments d'allaitement pour veaux** s'établissait à 124 points, un niveau intermédiaire entre les deux années précédentes (+5% /2024, -5% /2023),
- Le **prix du propane** reculait de 2% en un mois à 115 points (= /2024 mais +2% /2023).

La **poudre de lactosérum doux** cotait 870 €/tonne en semaine 22, un niveau nettement supérieur (+195 €/tonne) à 2024.

À l'inverse, aucune stabilisation n'est constatée sur ce qui est devenu récemment un des principaux postes de charge des intégrateurs, les jeunes veaux laitiers. Pour en savoir plus, consultez notre article sur les veaux laitiers.

Viandes bovines » Veaux laitiers »

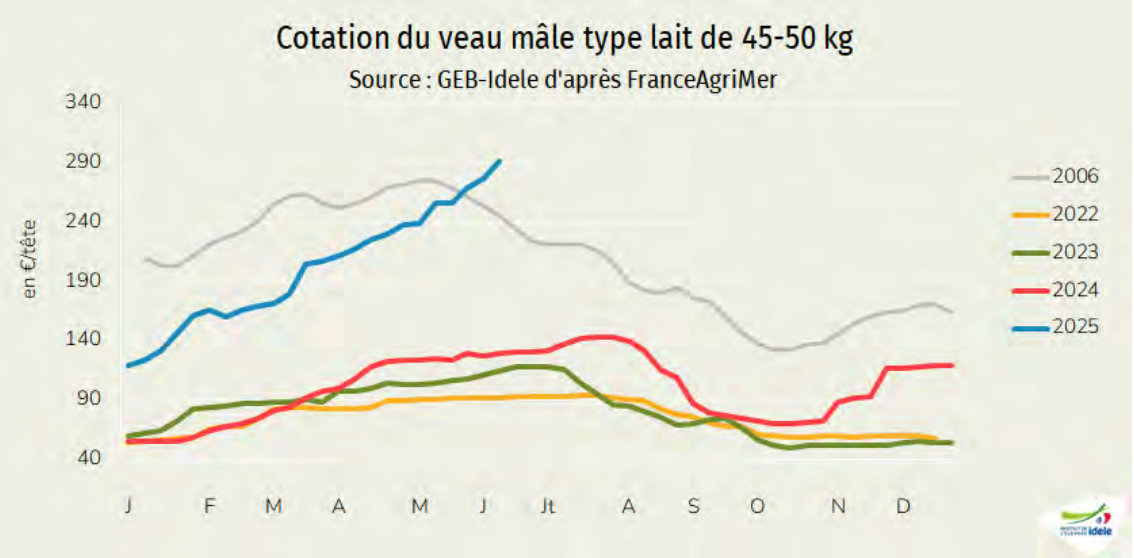
Prix record pour les veaux laitiers

Dernière révision le 23 juin 2025

Faute d'offre, les prix des veaux laitiers ont continué leur ascension, atteignant des niveaux inédits depuis vingt ans. La demande reste ferme et insatisfaite, tant pour les mises en place en France que pour l'export.

Poursuite de la hausse cours

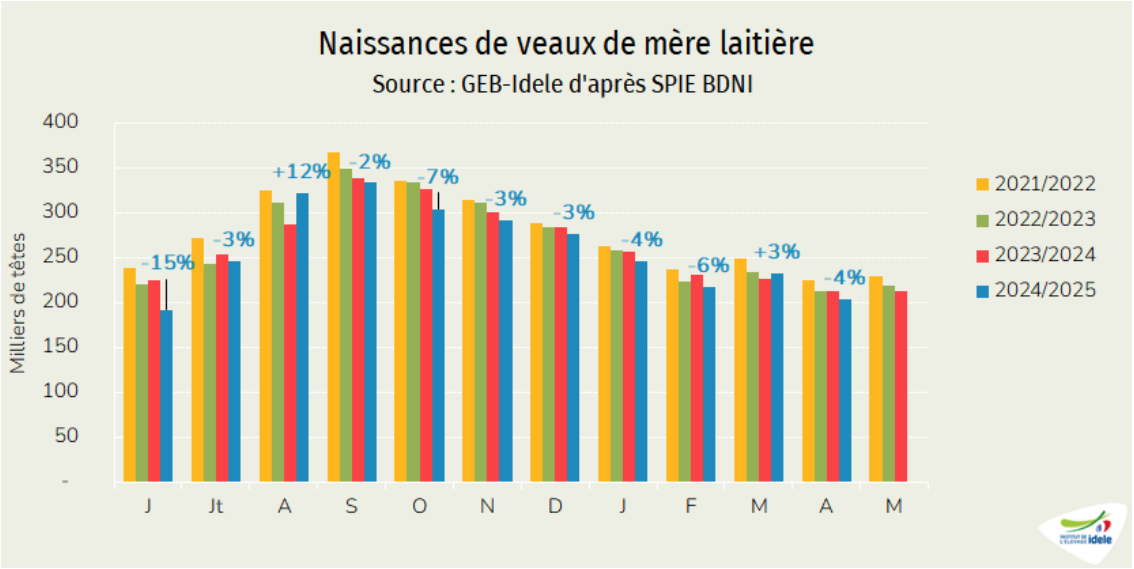
Conséquence de l'offre encore réduite, les cours des veaux laitiers poursuivaient leur hausse en juin, dépassant en euros courants les niveaux historiques des années 2000.



En semaine 24, le **veau mâle laitier de 45-50 kg** cotait ainsi 292 € /tête, soit 150 € de plus qu'en 2024 à la même période. La hausse atteignait 173 € depuis le début de l'année, soit un rythme moyen de +7 € /semaine depuis janvier.

Nouveau recul des naissances

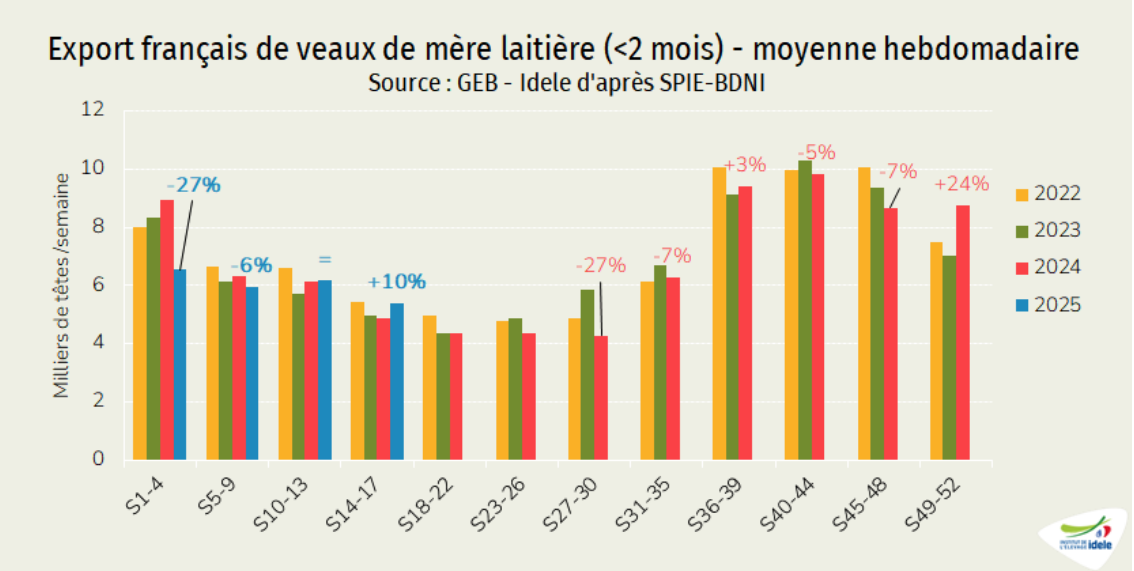
Les naissances de veaux laitiers ont repris leur baisse en avril, après le léger rebond de mars.



En avril, 203 000 veaux sont nés de mère laitière, en baisse de 4,4% sur un an ou -9 000 veaux. La baisse est d'un ordre similaire pour les **veaux disponibles pour l'engraissement** (tous les mâles et les femelles croisées lait-viande), avec 122 000 naissances en avril (-3,9% /2024). Le manque de veau à engraisser est prégnant sur les marchés, s'ajoutant à une pénurie européenne due à la décapitalisation et aux épidémies de l'automne (pour plus d'informations, voir notre article de mai sur les marchés des veaux laitiers en Europe).

Reprise des exportations

Après un recul en début d'année, les exportations de veaux laitiers sont reparties à la hausse en avril.



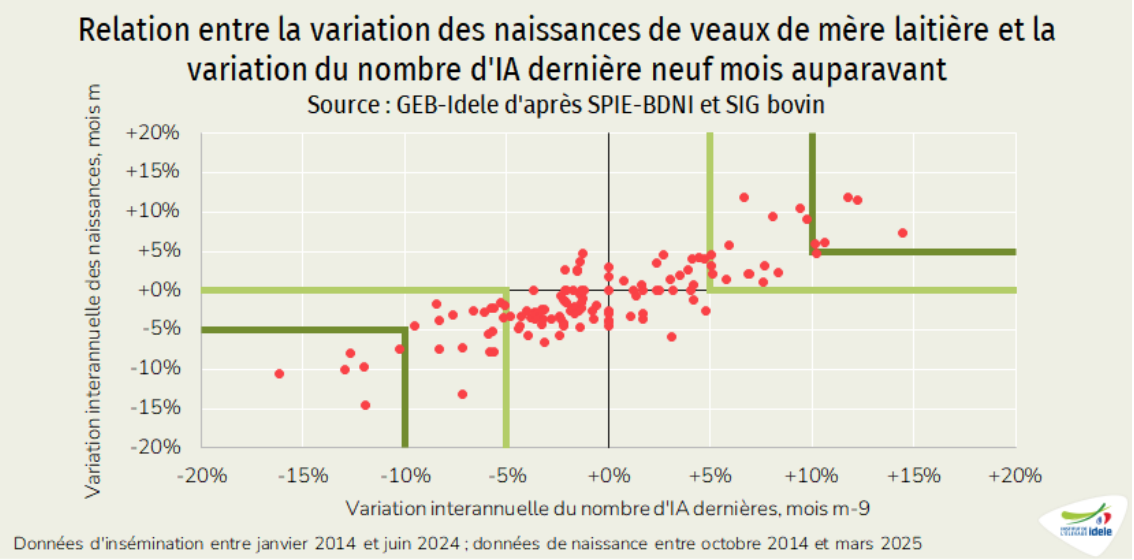
Entre **les semaines 14 et 17** (du 31 mars au 27 avril), 22 000 veaux ont été exportés, en hausse de 10% sur un an, toujours à 90% vers l'Espagne. Ce dynamisme comble en partie le recul **sur quatre mois**, qui atteint cependant toujours 9 000 têtes en moins qu'en 2024, avec 102 000 veaux exportés.

Nouvel indicateur de suivi des inséminations

Un **indicateur de suivi des inséminations artificielles dernières** sur vache laitière sera dorénavant publié trois fois par an ici. Cet indicateur présente le nombre mensuel d'IA dernières réalisées sur vache laitière, c'est-à-dire les IA non suivies d'une autre IA dans les 90 jours, soit car la femelle est pleine, soit car l'insémination n'a pas fonctionné et la femelle a été mise au taureau ou non remise à la reproduction.

Une forte variation d'un mois sur l'autre du nombre d'IA dernière peut traduire une baisse ponctuelle de la fertilité des femelles et donc des échecs d'insémination. Ces échecs ne sont pas forcément synonymes de baisse des naissances neuf mois plus tard. Cet indicateur ne prend pas en compte les incidents pouvant advenir durant la gestation tels que les avortements.

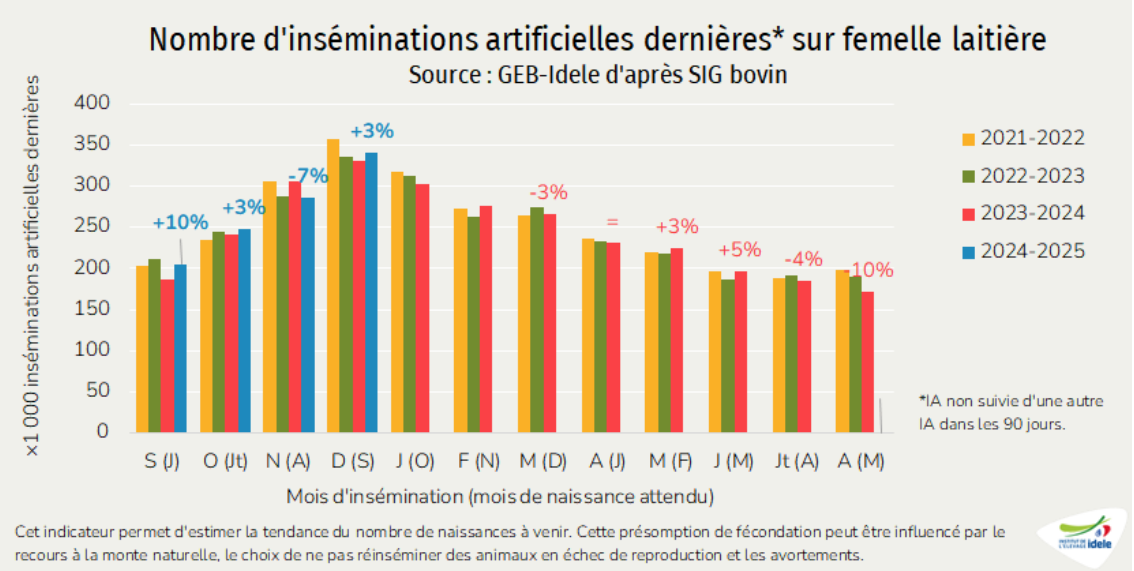
Lorsque les variations sont importantes, l'évolution du nombre d'IA dernières permet de prédire relativement bien le sens de variation des naissances à venir.



Ainsi, d'après les données d'insémination artificielle et de naissances des dix dernières années, on peut estimer que :

- Une var**iation d'au moins 5% du nombre d'IA dernières renseigne sur le sens de variation des naissances** neuf mois plus tard (courbe vert clair),
- Une **variation d'au moins 10% du nombre d'IA dernières conduit à une variation d'au moins 5% dans le même sens** des naissances neuf mois plus tard (courbe vert foncé).

Les dernières données disponibles permettent d'anticiper un probable retour à la normale, par rapport au niveau de naissances de 2024, pour les naissances de l'été 2025.



En effet, les IA dernières de l'automne 2024 (naissances attendues à l'été 2025) ont retrouvé leur niveau habituel, après l'accident de fertilité de l'automne 2023 (voir l'article d'analyse de la fertilité à l'automne 2023). Un écart sera probablement observé avec la situation des naissances de l'été 2024, avec des **disponibilités un peu plus importantes en juin et un peu moins de veaux disponibles en août**, retrouvant des niveaux plus proches de l'année 2023.

Reprise timide de la collecte française et consommation dynamique

Dernière révision le 20 juin 2025

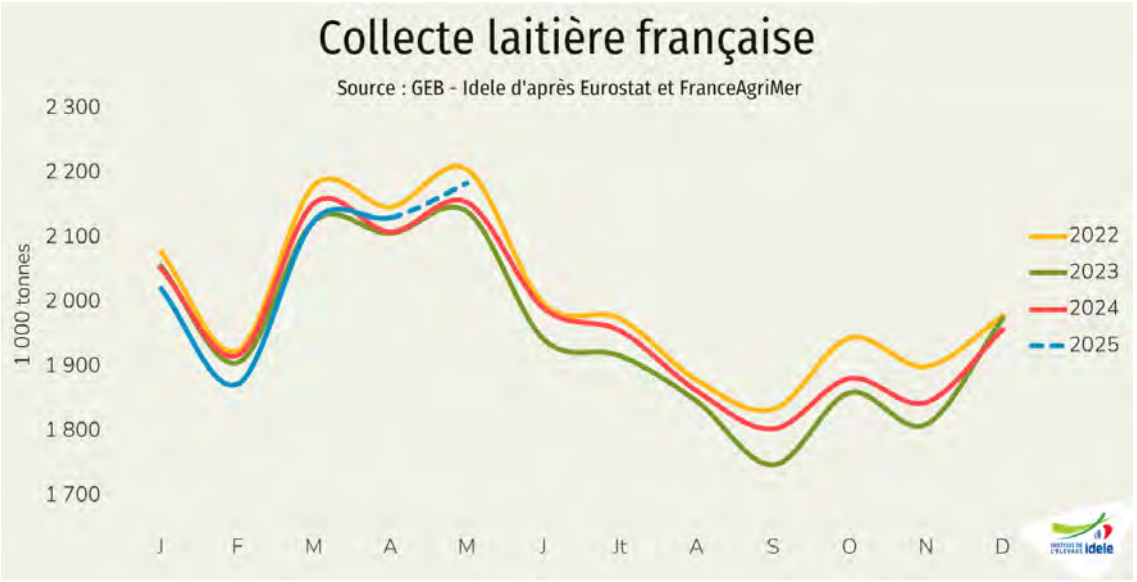
Production laitière : entre reprise timide et incertitudes

Dernière révision le 22 juin 2025

La collecte laitière française est repartie à la hausse au printemps portée par une météo favorable et des conditions d'alimentation propices. Mais l'été semble plus incertain. En parallèle, la filière bio poursuit son repli, fragilisée par un contexte économique peu incitatif et des arrêts d'activité.

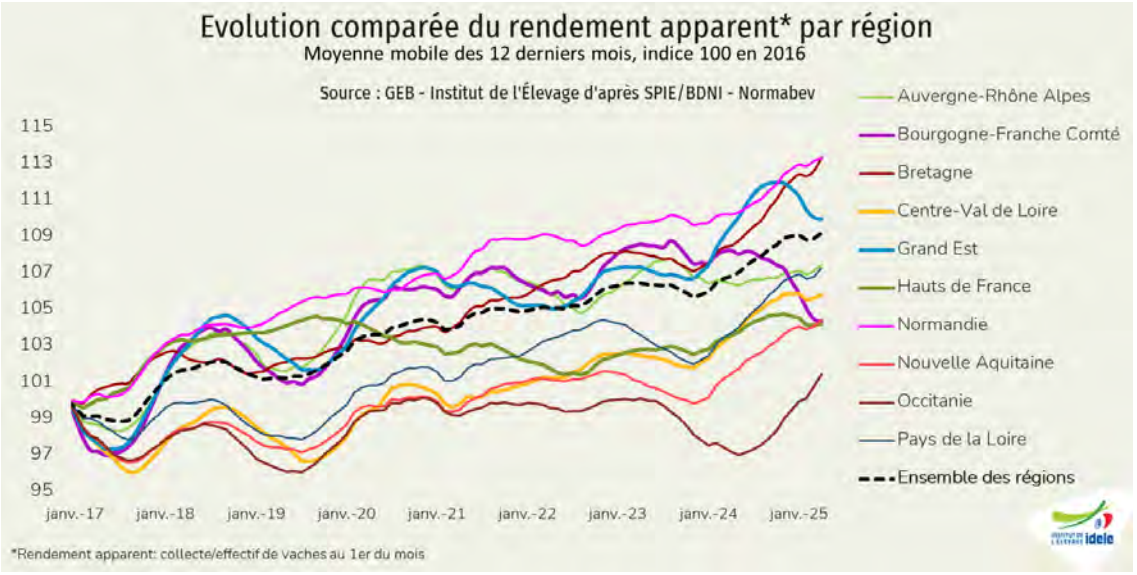
Un printemps porteur pour la collecte laitière, un été plus incertain

En avril 2025, la collecte laitière française a rebondi de 1% /avril 2024, rompant avec la tendance baissière amorcée depuis décembre dernier. Et, d'après les enquêtes hebdomadaires de FranceAgriMer, cette reprise se poursuivrait au mois de mai (+1,2% /2024).



Le pic printanier de collecte est plus haut qu'en 2024 avec une mise à l'herbe qui s'est déroulée dans de bonnes conditions. Les fourrages d'herbe récoltées en 2025 sont de bonne qualité et permettent une bonne complémentation à l'auge. Par ailleurs, le niveau attractif du prix des aliments (en filière conventionnelle) contribue à soutenir la productivité laitière.

Malgré ce redressement global, **la dynamique reste contrastée selon les territoires**. La France demeure en effet divisée : l'Ouest bénéficie d'une conjoncture favorable, tandis que le Nord et l'Est voient leur production fortement pénalisée par les conséquences de la fièvre catarrhale ovine (FCO). Les régions Bourgogne–Franche-Comté et Grand Est demeurent particulièrement touchées, avec des baisses respectives de 2,2% et 4% en avril, puis de 2,3% et 5,7% en mai. Les reculs sont un peu moins marqués dans les Hauts-de-France et le Centre–Val de Loire. La FCO affecte notamment la productivité laitière des vaches. L'évolution des rendements laitiers apparents laisse apparaitre un net recul dans le Grand Est et en Bourgogne–Franche-Comté, tandis qu'une bonne dynamique est observée dans l'Ouest.



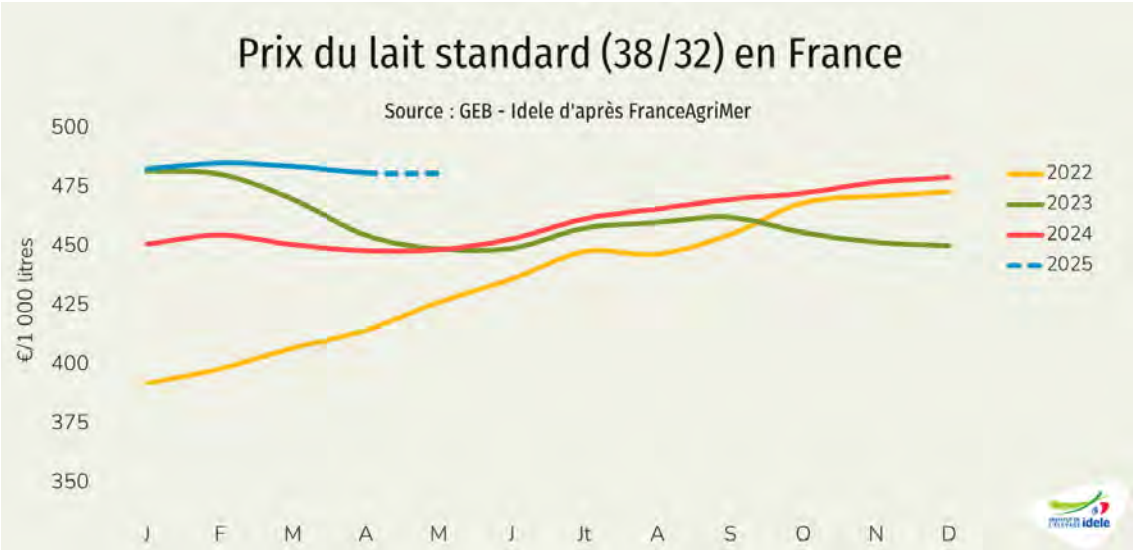
Ce rebond de la collecte intervient dans un contexte de recul marqué du cheptel laitier. Au 1er mai, celui-ci s'élevait à 3,24 millions de têtes, en recul de 2,3% /2024.

Les perspectives pour le mois de juin apparaissent plus incertaines. Les épisodes de fortes chaleurs et le début de sécheresse en cours pourraient peser sur les volumes collectés. Ces conditions météorologiques risquent d'affecter les prairies et de compromettre la constitution des futurs stocks de maïs fourrages. Néanmoins, la bonne tenue du prix du lait et le faible coût des aliments en filière conventionnelle pourraient atténuer en partie ces effets.

Maintien d'un prix du lait ferme

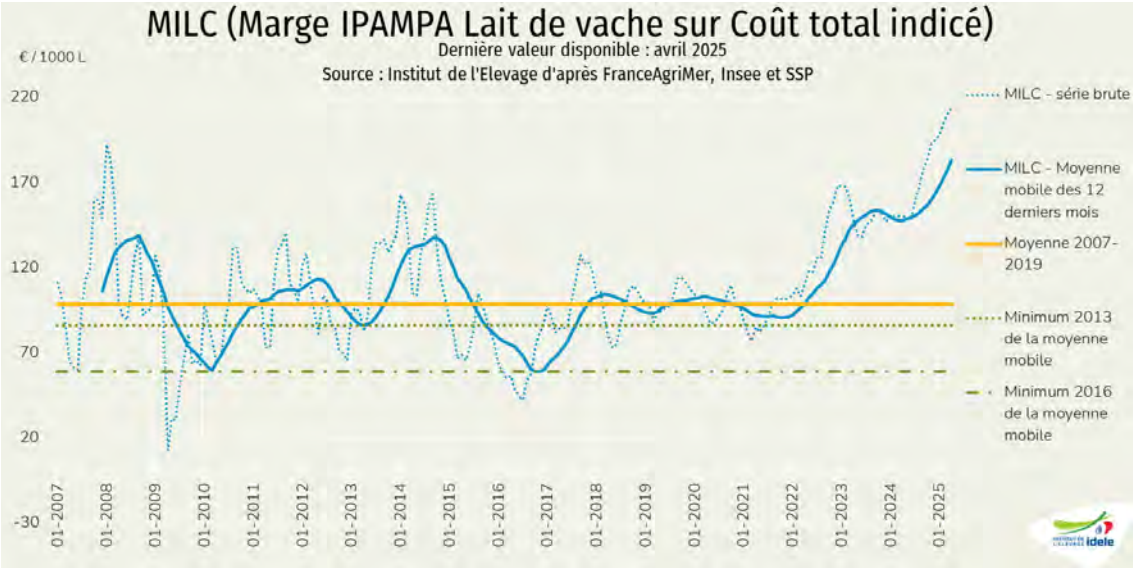
En France, le prix du lait reste à un niveau soutenu. Pour un lait standard (38 g/l de TB et 32 g/l de TP), le prix a atteint **481 €/1 000 litres en avril 2025**. Ce prix, stable depuis le début de l'année, est supérieur de 33 € à celui d'avril 2024.

La bonne tenue du prix du lait devrait se poursuivre dans les prochains mois, portée par une collecte sous tension et une demande intérieure bien orientée.



Les charges en élevages, d'après l'**IPAMPA** lait de vache (qui représente 50% des coûts de production), ont **légèrement reculé en avril 2025** d'un mois sur l'autre (-0,7%) et ont diminué de 2,5% /avril 2024. Sur un an, le recul est très marqué pour le poste aliment acheté (-4,1% /2024) et surtout l'énergie (-17,7%). En revanche, le poste engrais a enregistré une hausse (+4,9%). La plupart des autres charges incluses dans l'IPAMPA sont en augmentation, à l'exception du matériel. Par ailleurs, certaines charges non couvertes par l'IPAMPA, telles que les travaux réalisés par des tiers ou encore le coût de la main-d'œuvre, continuent de progresser.

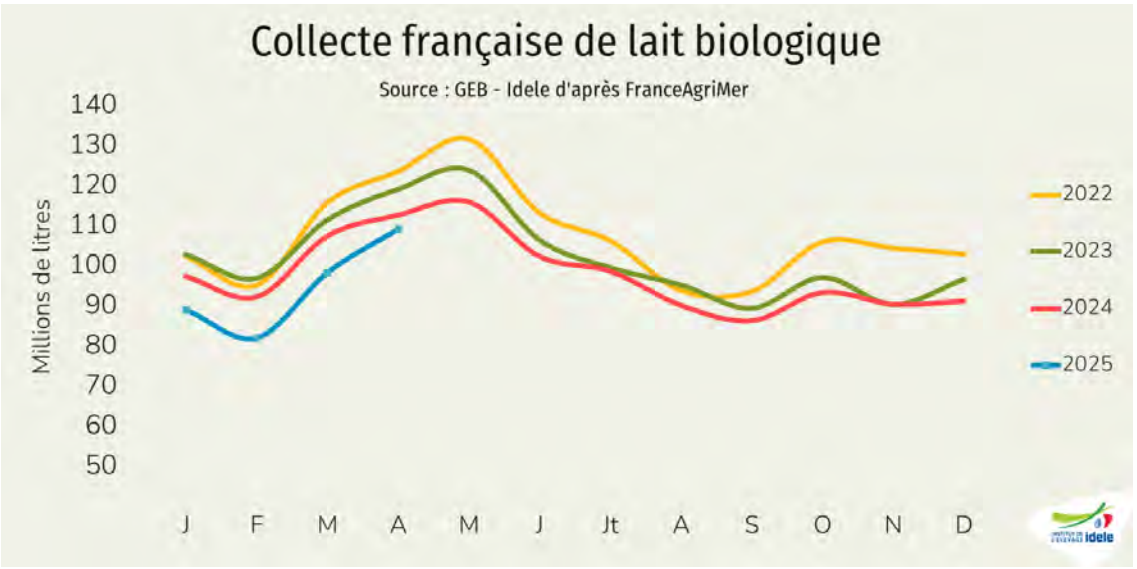
La marge MILC, estimée à 214 €/1 000 l en avril, a gagné 3 € en un mois portée par l'augmentation du produit de la vente des animaux et un léger recul des charges. La MILC a augmenté de 64 €/1000 l sur un an. Le produit lait a progressé de 32 €, les coproduits viande ont augmenté de 22 €, tandis que les charges se sont réduites (-10 €).



Une collecte de lait bio toujours en repli

Depuis le début de l'année, la collecte de lait bio en France poursuit la baisse entamée en 2023. **En avril, le recul a atteint 3,1%** /avril 2024. **Sur quatre mois, la collecte a décroché de 7,6%** /2024. Si la production moyenne par ferme est en progression, la baisse globale de la collecte s'explique par les cessations d'activité en lait bio. En avril, le nombre de livreurs bio recensés par FranceAgriMer s'élevait à 3730, en recul de 6,9% sur un an. Le faible écart de prix entre le lait biologique et le lait conventionnel ne favorise pas la production de lait bio. A cela s'ajoute un coût de l'aliment attractif en conventionnel et prohibitif en bio.

Les fortes chaleurs et la sécheresse actuelles devraient peser sur la production bio à venir, en cas de dégradation des prairies et des rendements de maïs fourrage. D'autant que le recours à l'achat d'aliments est peu envisageable au regard du cout très élevé en bio.



Lait de vache » Consommation »

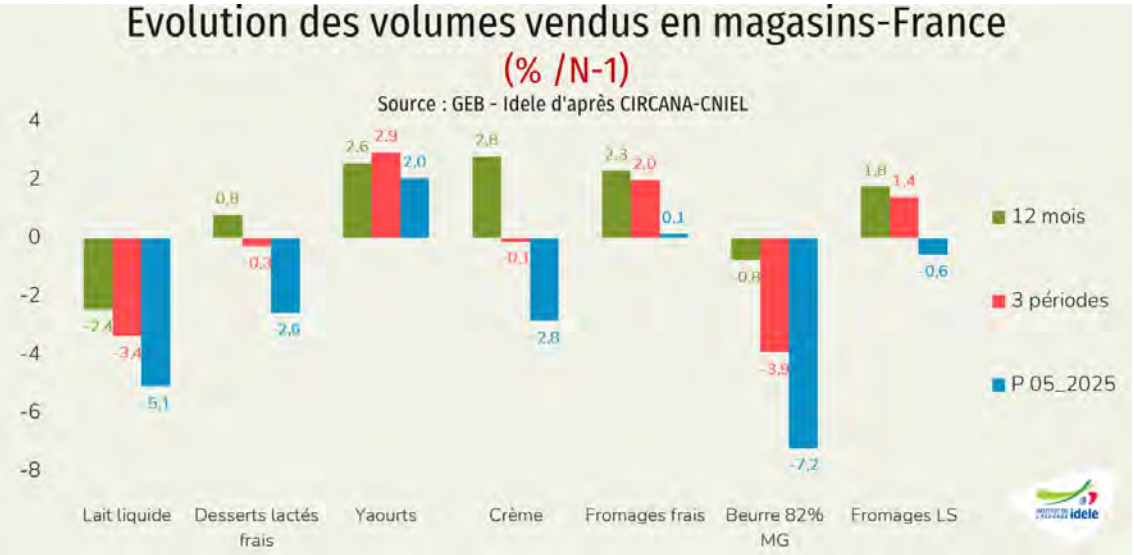
Une consommation de produits laitiers dynamique, des signaux encourageants en bio ?

Dernière révision le 23 juin 2025

Les achats de produits laitiers en magasins restent porteurs. Les produits laitiers bio enregistrent un nouveau repli, bien que certains segments montrent des signes de reprise.

Des achats des ménages de produits laitiers toujours bien orientés

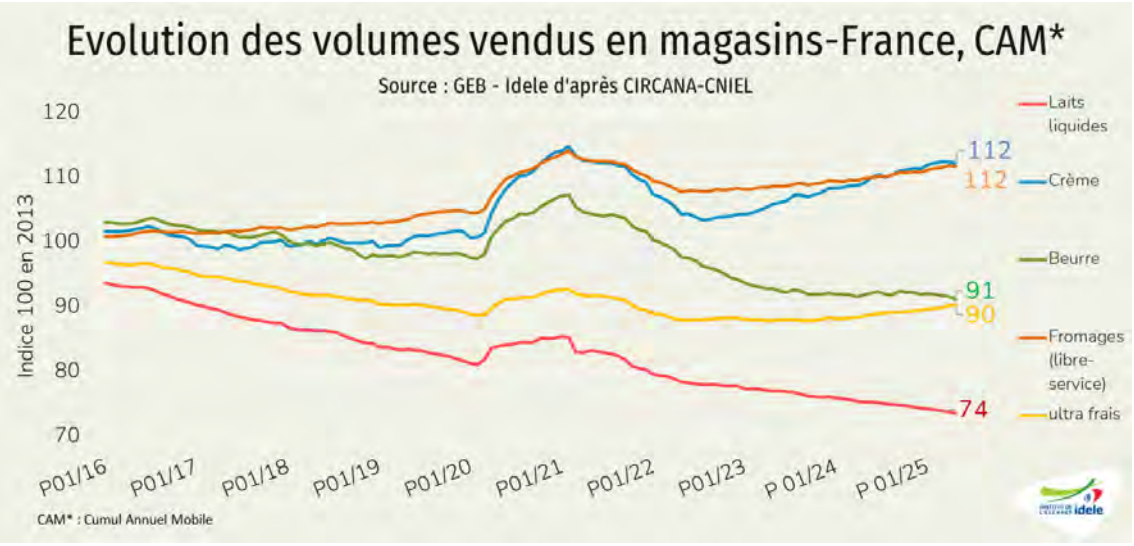
Sur les cinq premières périodes de l'année 2025 (cumul à P5, du 1er janvier au 18 mai), les achats de produits laitiers en magasins sont restés bien positionnés. **En équivalent lait, ils ont progressé de 0,3%** /2024. Hormis la dernière période marquée par un repli, les volumes vendus ont augmenté sur les autres périodes.



Les ventes de lait conditionné poursuivent leur recul structurel. En 12 ans, les ventes en magasins se sont contractées de 26%. Alors qu'elles représentaient 20% des ventes de produits laitiers en magasins en 2013 en équivalent lait, elles ne représentent désormais que 14% des ventes sur ce début d'année 2025.

Du côté du **beurre**, les ventes en magasins sont **stables depuis près de deux ans**, malgré une légère baisse ces derniers mois. Depuis 2013, elles ont diminué de 9%. Les produits **ultra-frais** ont également vu leurs ventes reculer (-10% en 12 ans). Après avoir longtemps baissé, les volumes vendus se sont stabilisés en 2022 et 2023, avant **d'amorcer une reprise depuis 1 an**. Cette croissance est portée notamment par les yaourts à pâte douce (texture souple, onctueuse, type yaourts brassé, velouté), les aromatisés et les yaourts à boire.

Deux familles de produits laitiers continuent d'enregistrer une **progression soutenue : la crème et le fromage**, avec chacun une hausse des volumes de 12% /2013. Les ventes de crème se partagent entre les crèmes fraîches et les crèmes UHT avec une dynamique marquée pour les crèmes légères. Pour les fromages, les tendances varient selon les types : les pâtes molles sont en repli (–19% depuis 2013), tandis que les pâtes pressées cuites et non cuites progressent (+15%). Ce sont les pâtes fraîches salées (type mozzarella) qui ont enregistré la plus forte croissance, avec une envolée de +80% sur la période.

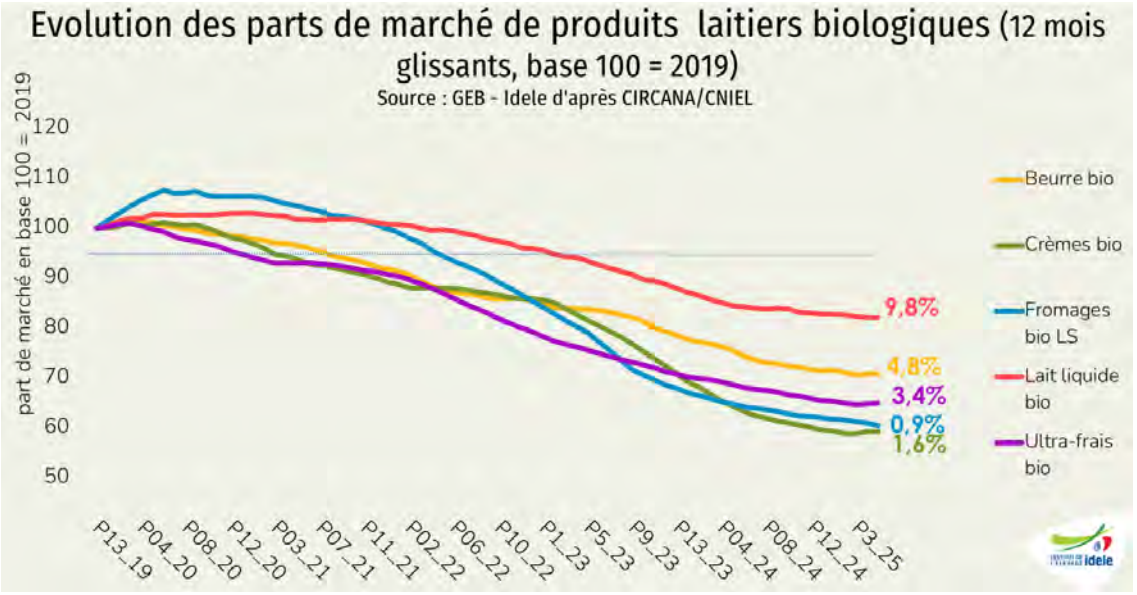


Des produits laitiers bio en recul en magasins généralistes mais des signes de reprise

Sur les cinq premières périodes de 2025**, les ventes de produits laitiers biologiques en magasins généralistes poursuivent leur recul**, bien que celui-ci soit moins prononcé que lors des années précédentes. Par ailleurs, **certains segments montrent des signes de redressement**. C'est notamment le cas des **produits ultra frais**, dont les ventes se maintiennent globalement en cumul depuis janvier et enregistrent même une progression sur les dernières périodes. De même, la **crème biologique** connaît une croissance modérée, avec une hausse de 1% en cumul depuis le début de l'année. En revanche, les autres catégories de produits bio continuent de baisser, affichant un recul compris entre 4% et 5%.



À noter que **le lait conditionné bio représente désormais moins de 10% des ventes** totales de lait conditionné en magasins généralistes. La part de marché des différents produits laitiers bio, qui a fortement diminué, semble désormais se stabiliser.



Lait de vache » Marché des produits laitiers »

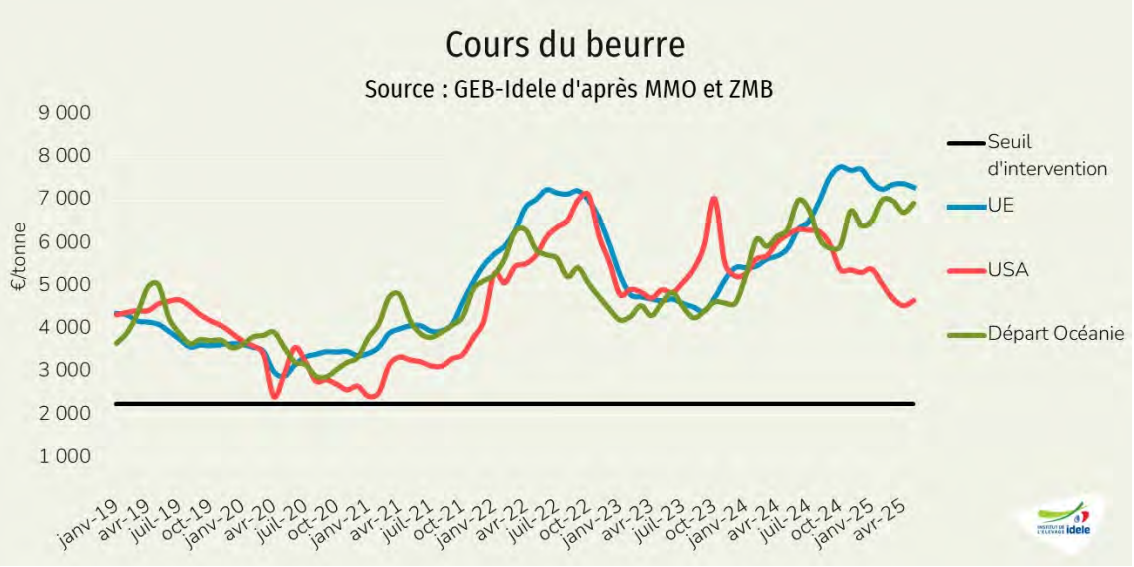
Après la baisse des prix du beurre étasunien, quelles perspectives ?

Dernière révision le 20 juin 2025

Dans le sillage d'une hausse des fabrications et d'une bonne anticipation des stocks en 2024, les cours du beurre aux États-Unis se sont dépréciés. La compétitivité du beurre étasunien, amplifiée par une parité euro/dollar favorable, soutient les exportations. Les cours ont toutefois rebondi récemment.

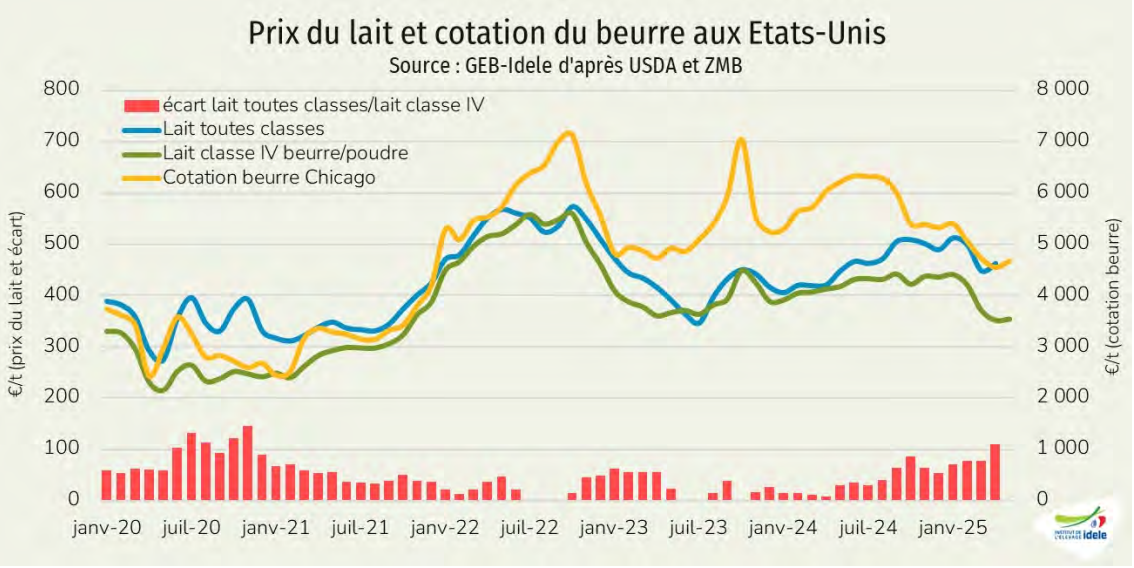
Le cours du beurre étasunien en net repli jusqu'en avril

Avec une anticipation des achats au 1er semestre 2024 et des fabrications en hausse, **les cours du beurre aux États-Unis se sont repliés à partir du 2nd semestre 2024,** repassant sous les 5 000 €/t en mars 2025. Il s'agit d'une première depuis juin 2023 avec cependant une parité euro/dollar affectée par la politique internationale menée par Trump. Mais après près de 10 mois consécutifs de baisse, les cours se sont redressés en mai 2025, à 4 680 €/t, niveau qui demeure nettement inférieur aux cours néozélandais (-33%) et européen (-36%).



Le prix du lait payé aux États-Unis affecté par le repli des cours du beurre

L'année laitière 2024 aux États-Unis a été marquée par une **meilleure anticipation des besoins en beurre**. En 2022 et 2023, les stocks constitués au 1er semestre, en amont des besoins pour les fêtes de fin d'année (*Thanksgiving*), étaient insuffisants, ce qui avait entraîné des pénuries sur les marchés et des pics de prix à des niveaux records. En 2024, les opérateurs ont été à l'achat dès le début de l'année, soutenant une hausse graduelle de la cotation du beurre à Chicago tout au long du 1er semestre 2024. Un pic précoce de prix a ainsi été atteint en juin 2024. Mais il était d'un niveau bien inférieur à ceux des années précédentes (6 340 €/t ; -10% /octobre 2023 et octobre 2022). **Une fois les stocks constitués, la cotation s'est progressivement repliée** tout au long du 2nd semestre, entraînant en fin d'année le recul du prix du lait payé aux éleveurs. **Le lait de classe IV utilisé pour produire du beurre et de la poudre a été particulièrement affecté** (plus d'information sur le paiement du lait aux États-Unis dans le Dossier Economie de l'Elevage n°545 : Prix du lait – La formation du prix du lait de vache dans quelques grands pays producteurs).



Depuis le début de l'année 2025, la cotation du beurre à Chicago a reculé, passant de 5 410 €/t en janvier 2025 à 4 560 €/t en avril 2025, avant de rebondir en mai à 4 680 €/t. Comme en 2ème partie d'année 2024, le repli du cours du beurre a entraîné dans son sillage le prix du lait de classe IV et le prix du lait toutes classes payé aux éleveurs. Entre janvier et avril 2025 :

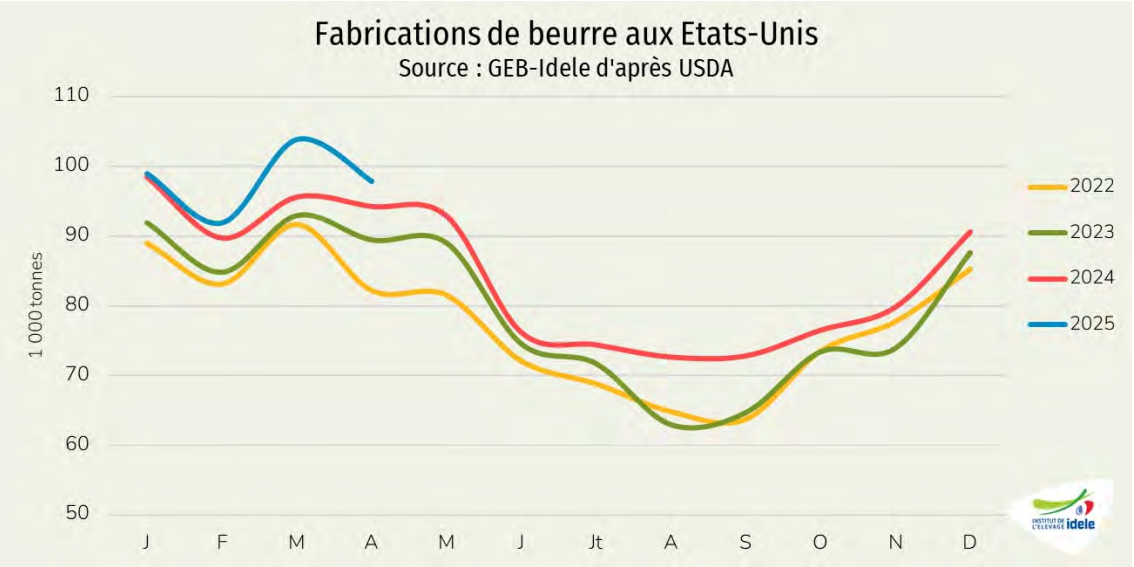
- Le prix du lait de classe IV (beurre/poudre) a reculé de 20%, à 352 €/t ;
- Le prix du lait de toutes classes a reculé de 10%, à 464 €/t.

Les signaux récents étaient cependant au relèvement des prix. Entre mars et avril 2025, le prix du lait toutes classes avait progressé de 3% en euros. Entre avril et mai 2025, le prix du lait de classe IV avait entamé un rebond timide à 354 €/t, plus limité en euro qu'en dollar.

La hausse du taux butyreux soutient les fabrications

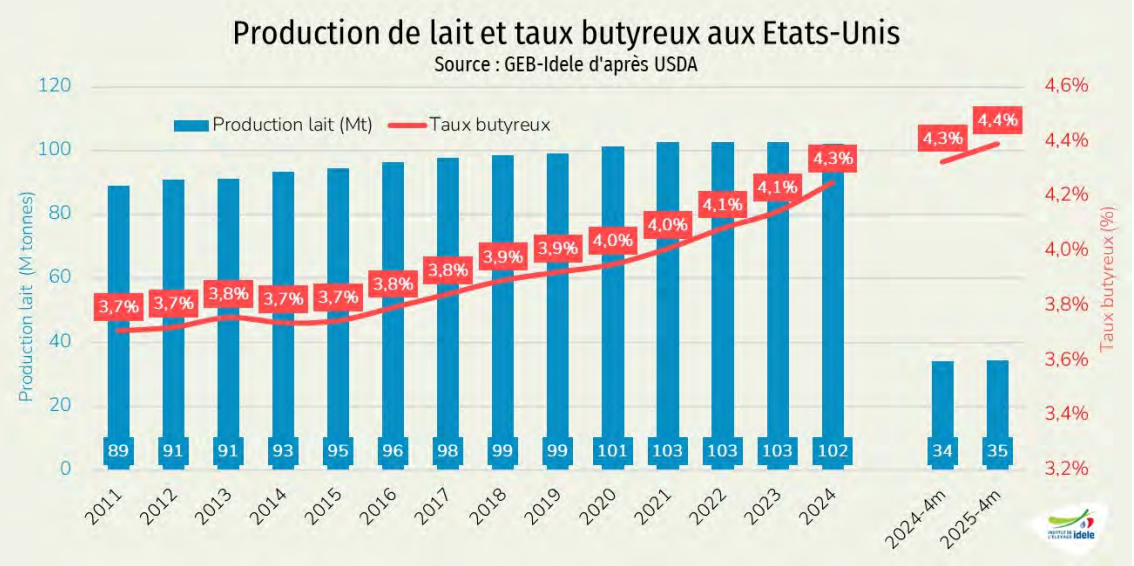
Depuis plusieurs années, **les niveaux de fabrications de beurre aux États-Unis battent record après record**.

En 2024, d'après l'USDA, les fabrications de beurre avaient atteint 1,01 million de tonnes (+5,5% /2023), malgré un ralentissement de la demande en fin d'année (plus d'information dans le dernier Dossier Economie de l'Elevage sur les marchés mondiaux). Depuis le début de l'année 2025, les fabrications mensuelles de beurre ont à nouveau progressé. Sur 4 mois, les fabrications ont ainsi atteint près de 393 000 tonnes (+4% /2023).



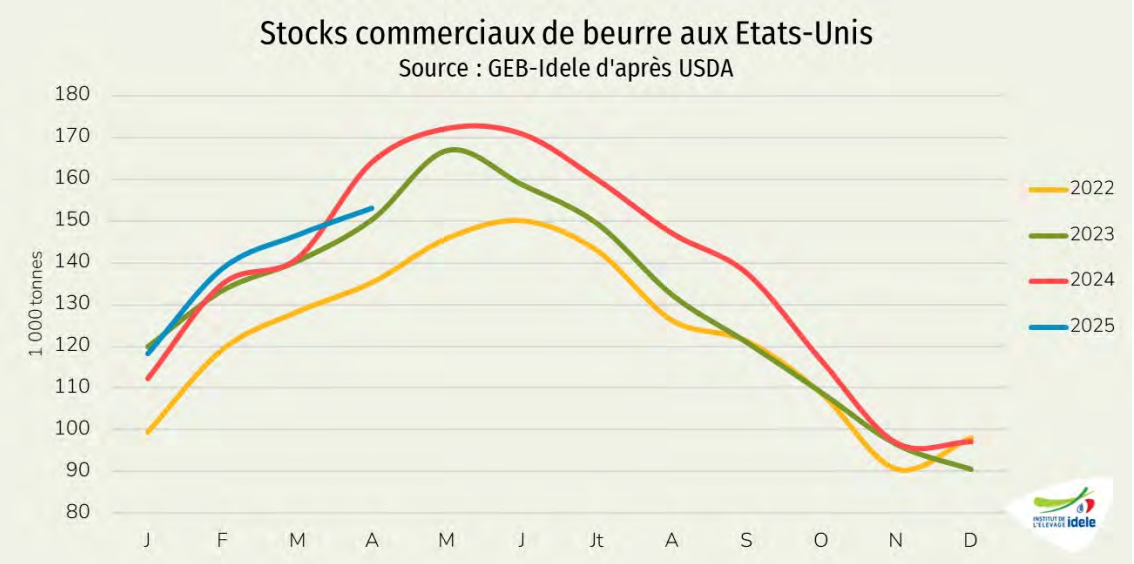
Pourtant, **la production laitière aux États-Unis** a peu évolué ces dernières années. Elle a même légèrement reflué en 2024, à 102,2 millions de tonnes de lait (-0,5% /2023). Mais les disponibilités en matières grasses laitières n'ont cessé de progresser. En effet, **le taux butyreux moyen du lait produit aux États-Unis a connu une hausse continue depuis le milieu de la décennie 2010**, passant de 3,7% en 2015 à 4,1% en 2023 et 4,3% en 2024. Ainsi, malgré le fléchissement de la production de lait entre 2023 et 2024, la quantité de matières grasses laitière a progressé à 4,34 millions de tonnes en 2024 (+2% /2023).

Sur les quatre premiers mois de l'année 2025, la tendance reste à la croissance de la production de matières grasses laitières. D'une part car le taux butyreux a continué d'augmenter, passant de 4,3% à 4,4%, et d'autre part car la production de lait a rebondi à 34,5 millions de tonnes (+1% /2024). La quantité de matières grasses produites a ainsi atteint 1,52 million de tonnes (+3%).

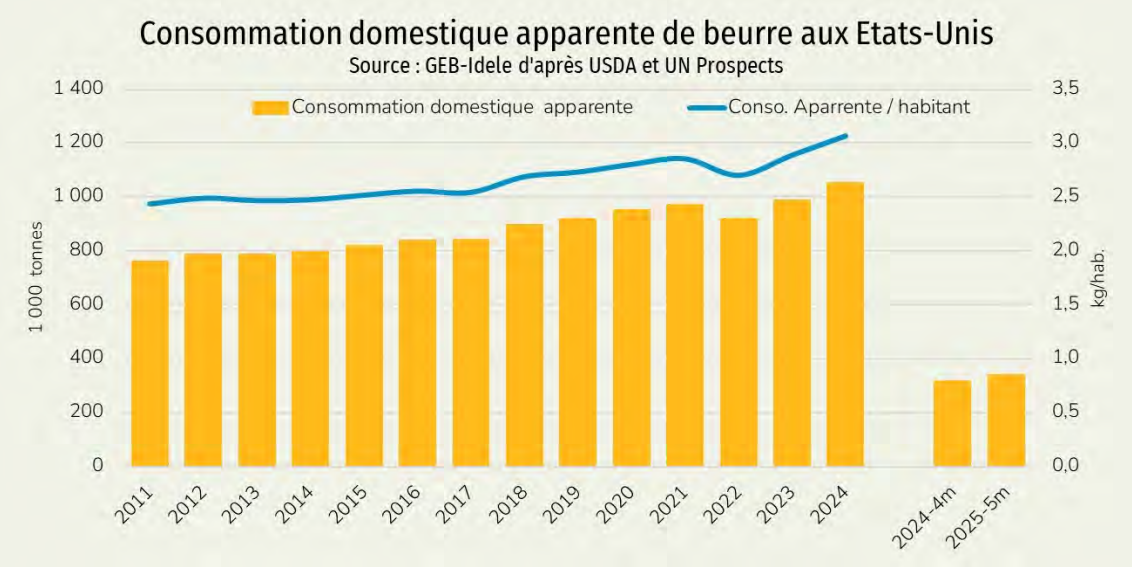


Des stocks de beurre désormais moins importants qu'en 2024 et une consommation soutenue

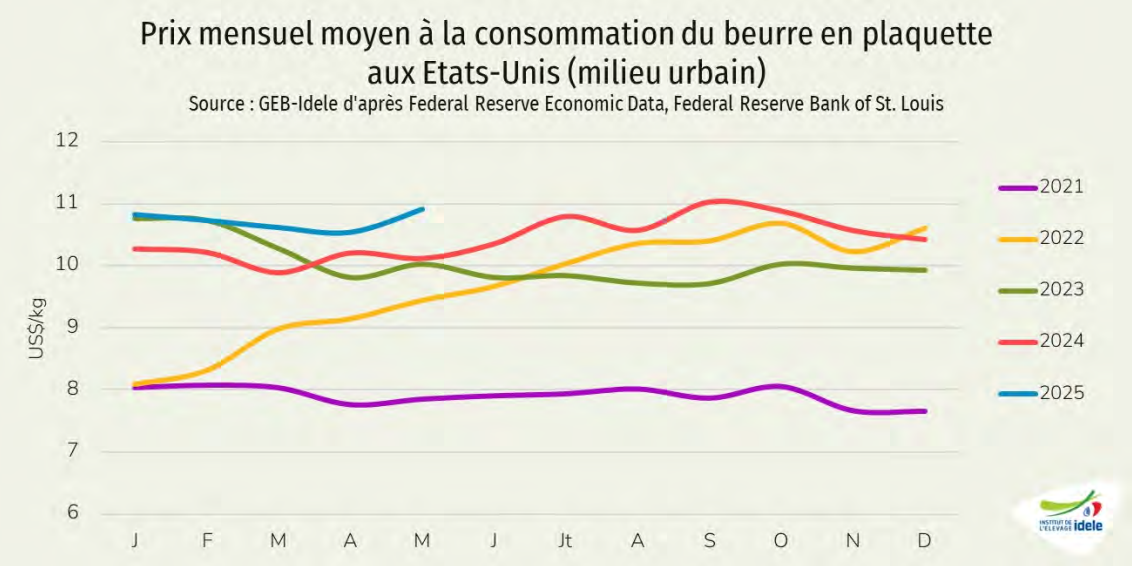
Entre janvier et mars 2025, **les stocks commerciaux de beurre aux États-Unis** étaient supérieurs aux trois années précédentes. En avril 2025, ce n'était plus le cas. Avec 153 000 tonnes de beurre en entrepôts frigorifiques, les stocks atteignaient un niveau intermédiaire entre les deux années précédentes (-6% /2024 mais +2% /2023).



Exception faite de l'année 2022 atypique, **la consommation apparente de beurre est en hausse continue aux États-Unis**. Après avoir atteint des niveaux records en 2024, la consommation est restée soutenue en 2025. En cumul sur quatre mois, la consommation domestique apparente de beurre a progressé de nouveau, à 339 000 tonnes (+7% /2024).

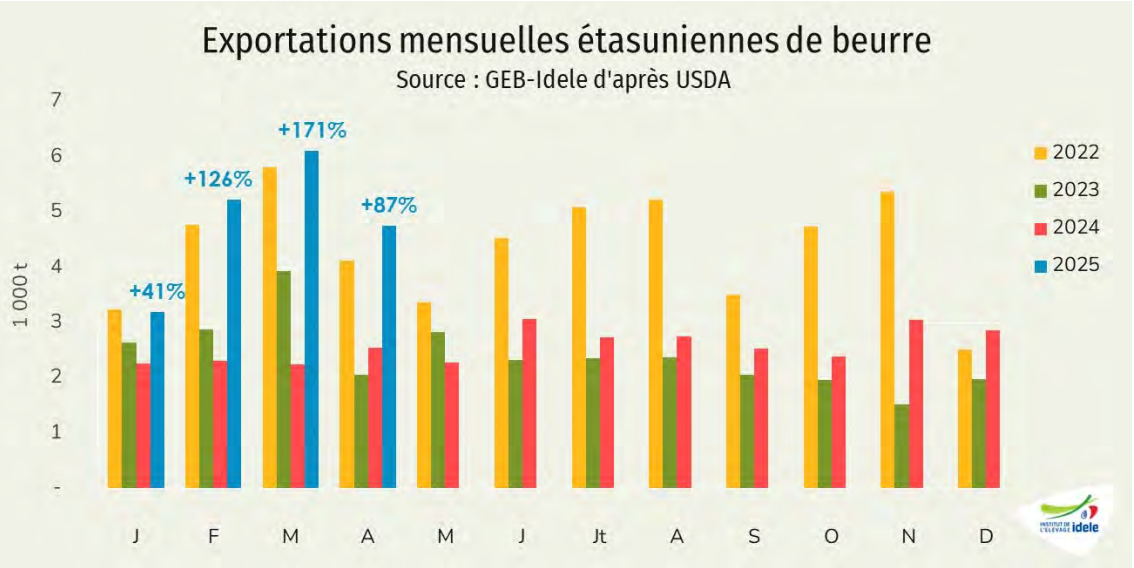


D'après l'USDA, la demande intérieure en beurre reste forte et ce alors que les prix au détail sont restés soutenus malgré le recul des cotations à Chicago depuis plusieurs mois. En mai 2025, **le prix du beurre en plaquette au détail** atteignait 10,90 US$/kg (+8% /2024, soit 9,70 €/kg).



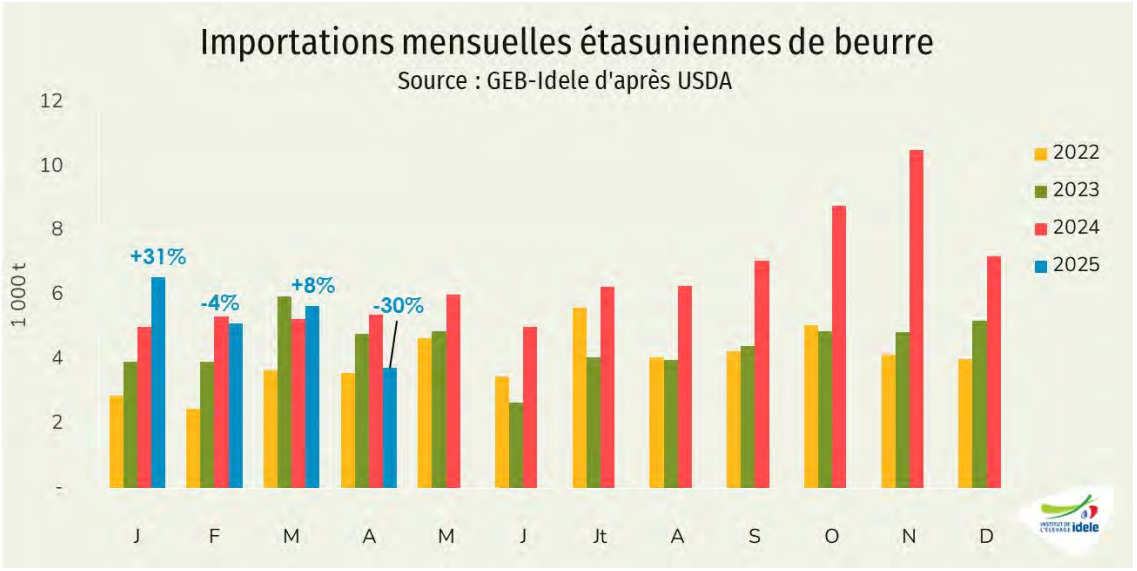
Des disponibilités à l'export, des cours compétitifs

Mais depuis le début de l'année 2025, c'est à l'export que la demande en beurre étasunien est la plus dynamique. Grâce notamment à des prix compétitifs, en cumul sur 4 mois, **les exportations de beurre depuis les États-Unis ont doublé sur un an**, à plus de 19 000 tonnes (x2 /2024 et +68% /2023).

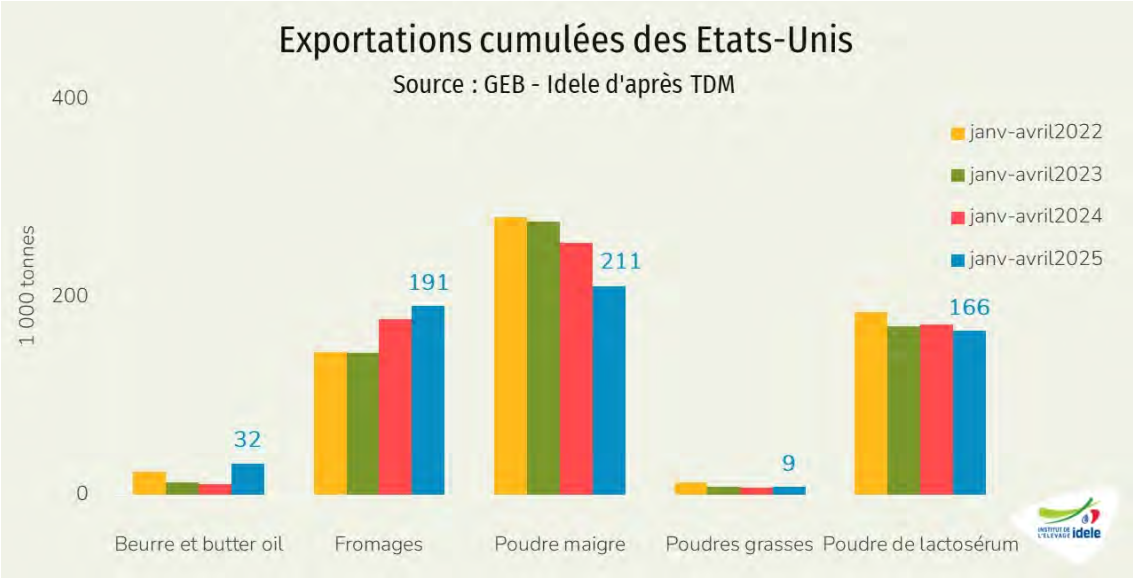


Le Canada restait le principal client malgré les fortes tensions entre les deux pays. Avec près de 11 600 tonnes importées entre janvier et avril 2025 (+80% /2024), le Canada concentrait près de 59% des envois étasuniens de beurre. Venait ensuite la Corée du Sud (x2,5 à 1 400 t) et l'Arabie saoudite (x23 à 1 200 t). Alors que les flux étaient insignifiants en 2024, les Pays-Bas sont devenus le 4ème importateur de beurre étasunien sur la période, avec près de 1 000 tonnes, devant le Mexique (+8% à près de 700 tonnes).

Sur la même période, **les importations de beurre ont été relativement stable** sur un an, totalisant un peu plus de 21 000 tonnes, un niveau bien inférieur cependant aux niveaux importés au dernier trimestre 2024.

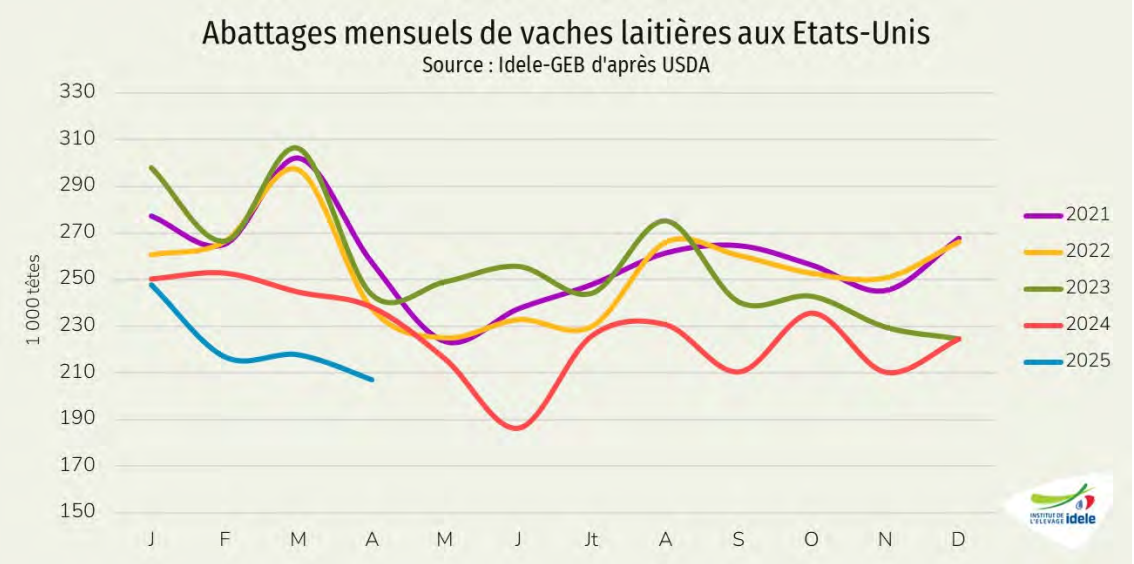


Mais les États-Unis ne comptent pas que sur les exportations de beurre pour valoriser le lait produit dans le pays. Outre le *butter-oil* (13 000 tonnes exportées entre janvier et avril), **les fromages connaissent des niveaux record de fabrication, de consommation et d'exportation** (plus d'information dans le Dossier Economie de l'Elevage n°560 sur les marchés mondiaux). En cumul sur les quatre premiers mois de 2025, les exportations de fromages ont atteint le niveau record de 191 000 tonnes (+7% /2024) soulignant le dynamisme des États-Unis dans le secteur.

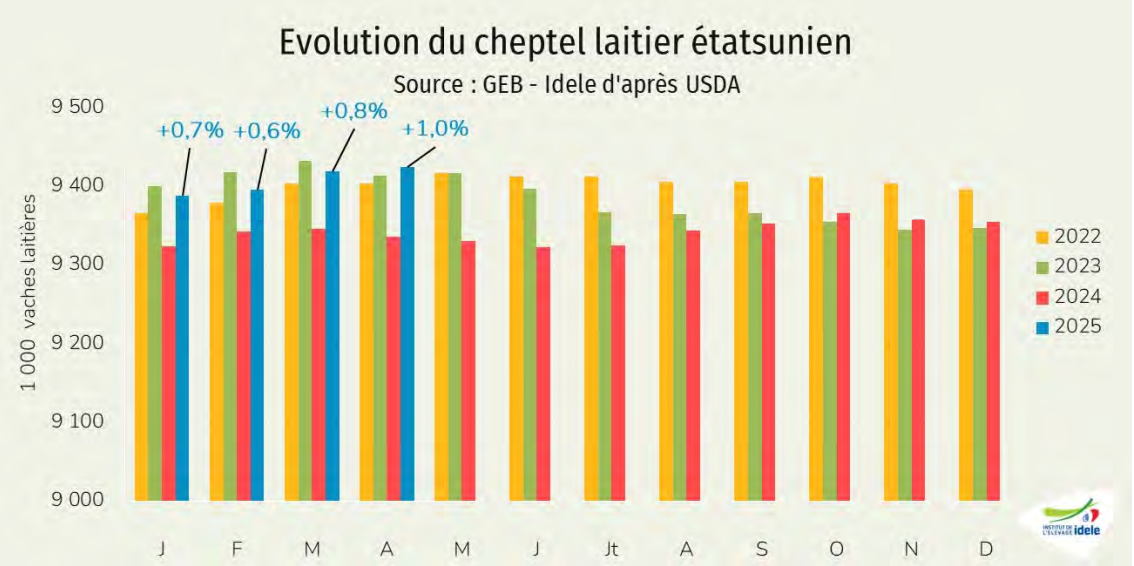


Depuis début 2025, la production soutenue par la rétention des vaches laitières

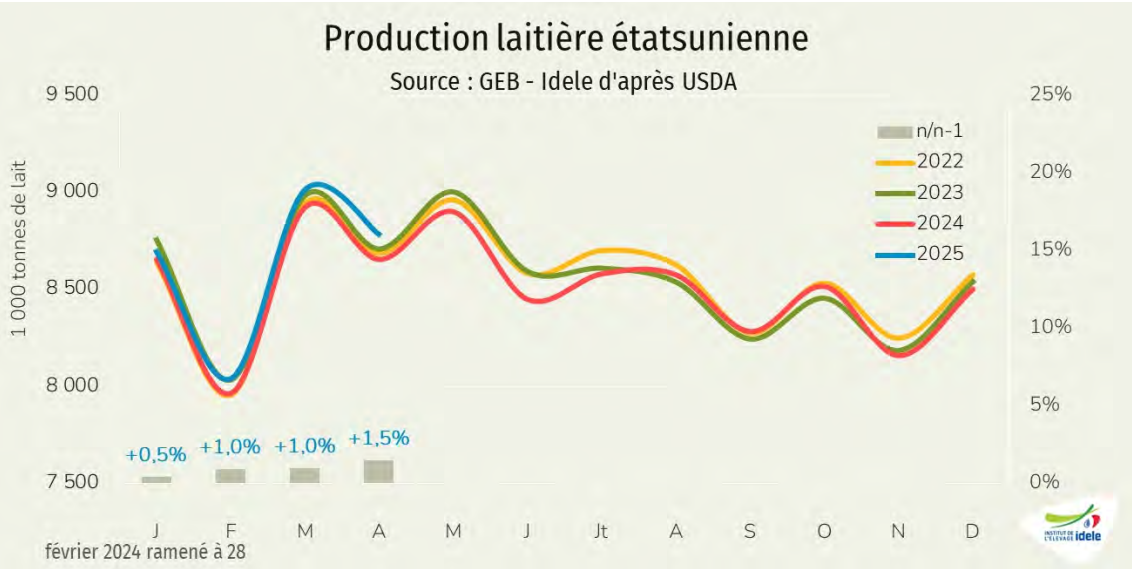
Après une année 2024 déjà en deçà des standards habituels, **les abattages de vaches laitières aux États-Unis ont été très limités** sur les quatre premiers mois de 2025. Signe d'un certain dynamisme du secteur laitier et d'un regain de marge pour les éleveurs en 2024, moins de 890 000 vaches ont été réformées entre janvier et avril 2025 (-10 % /2024 et -20 % /2023).



Ainsi, dans le sillage du rebond du **cheptel laitier** au dernier trimestre 2024, le nombre de vaches laitières a continué de progresser sur un an pour atteindre 9,425 millions de têtes (+1% /2024), point le plus haut depuis mars 2023, où le pays dénombrait 9,433 millions de vaches.



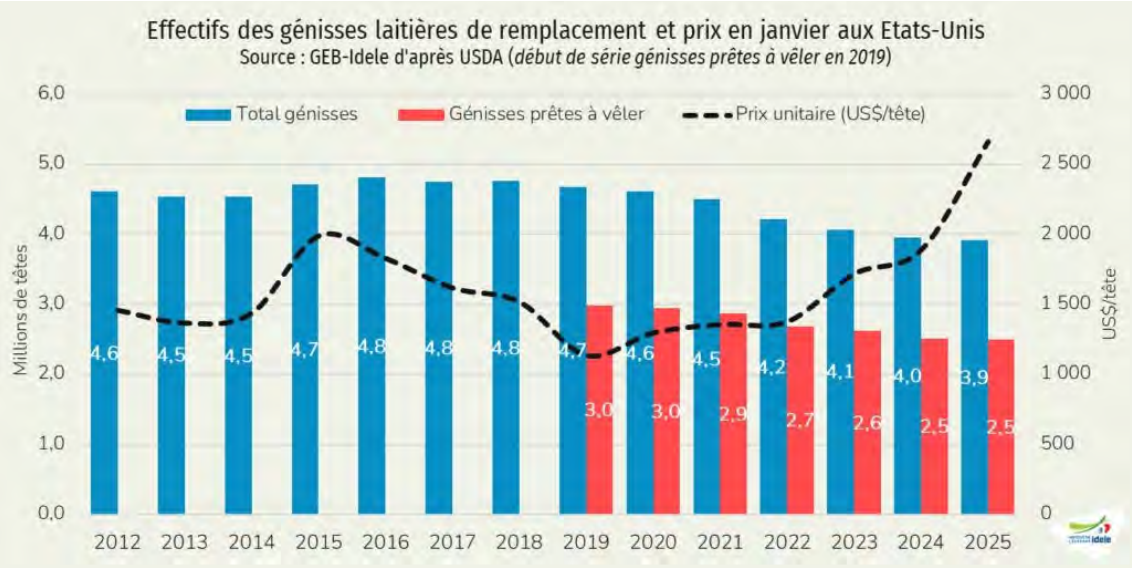
Grâce au rebond du cheptel laitier lié à un moindre taux de réforme, la production laitière s'est redressée mois après mois depuis le début de l'année 2025. **En cumul sur 4 mois, elle a ainsi atteint 34,54 millions de tonnes de lait (+1,0% /2024)**, très proche du niveau historique de 2021 sur la même période (-0,1%).



Des réserves de production limitées, des cours soutenus, des menaces

Le rebond de la production laitière aux États-Unis soulève de nombreuses questions, notamment concernant sa pérennité alors que les prix du lait et les marges ont légèrement reflué début 2025. Une chose est sûre, la réserve de production laitière aux États-Unis reste limitée. La croissance actuelle repose principalement sur la rétention de vaches dans les exploitations, car **les possibilités de renouvellement du cheptel sont de plus en plus restreintes**.

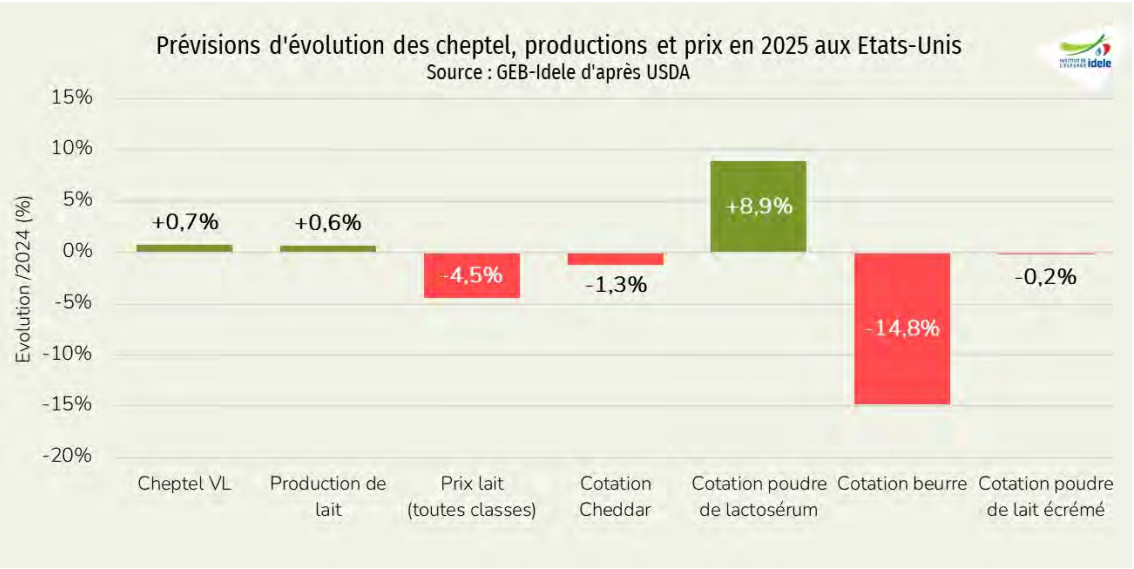
En janvier 2025, le pays ne comptait plus que 3,91 millions de génisses laitières de remplacement dont 2,50 millions prêtes à vêler (respectivement -0,9% et -0,4% /janvier 2024, soit -37 000 et -9 000 têtes). La baisse est même plus conséquente sur cinq ans : entre janvier 2019 et janvier 2025, le nombre de génisses de renouvellement a diminué de 760 000 têtes et celui de génisses prêtes à vêler de 490 000 têtes (-16% pour les deux). Il s'agit du plus bas niveau depuis 1978. D'après un article du magazine en ligne *Dairy Herd*, les **prix records pour la viande bovine** aux États-Unis soutenus par une diminution du troupeau allaitant **poussent les producteurs laitiers à adopter une stratégie de croisement « lait x viande »**, limitant d'autant plus les disponibilités pour le renouvellement.



Signe de leur raréfaction, le **prix unitaire moyen des femelles de remplacement** pour le cheptel laitier atteignait en janvier 2025 près de 2 660 US$/tête, un bond de 770 US$ en un an (+41% /2024). Entre janvier 2019 et janvier 2025, le prix moyen de la femelle de remplacement a ainsi été multiplié par 2,3. Et la tendance à la hausse reste de mise depuis le début de l'année : le prix unitaire atteignait 2 870 US$/tête en avril 2025 (+8% ou +210 US$ /janvier 2025).

Dans ses **prévisions** de mai dernier, l'USDA estimait logiquement que le cheptel laitier comme la production de lait devraient progresser, dans une ampleur limitée (respectivement +0,7% et +0,6% /2024). La croissance du cheptel constatée depuis début 2025 devrait ainsi se stabiliser.

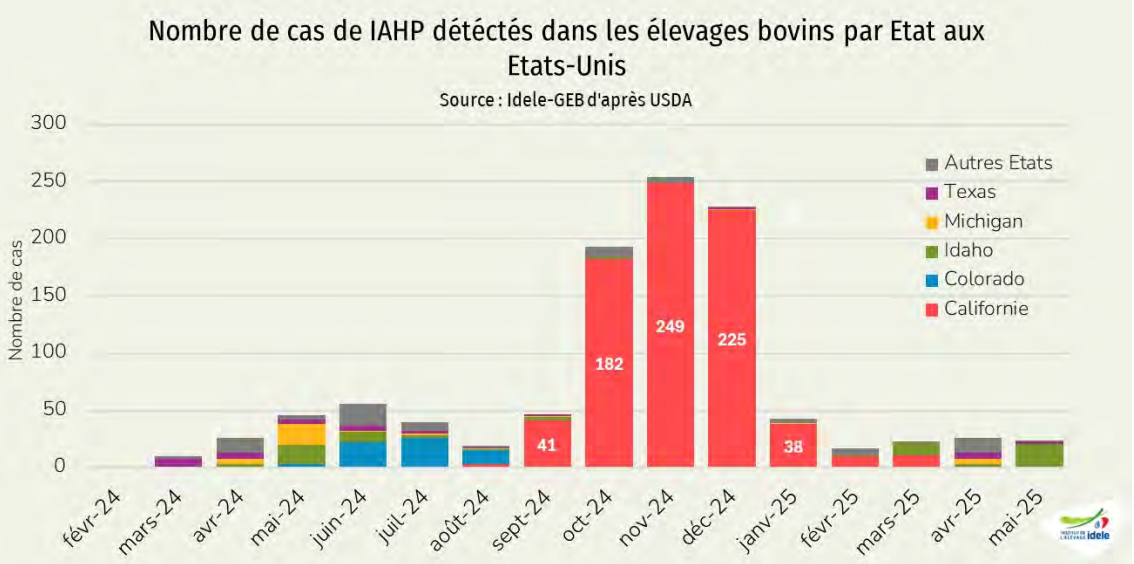
Pour le prix du lait (toutes classes) payé aux éleveurs comme pour la cotation du beurre, l'USDA prévoit certes un recul, mais à la vue des réajustements déjà effectués depuis le début de l'année 2025, les prix devraient se stabiliser, voire progresser à nouveau, notamment pour le prix du lait payé aux éleveurs.



Mais les incertitudes et les risques restent importants. En premier lieu, **la guerre commerciale** imposée par Donal Trump soulève de nombreuses incertitudes sur les marchés internationaux dont les marchés laitiers.

En second lieu, la **possibilité d'un rebond épizootique de l'influenza aviaire hautement pathogène (IAHP)** reste toujours d'actualité. Fin 2024, l'explosion des cas en Californie, 1er État producteur de lait des États-Unis, avait entraîné le repli de la production du pays.

Depuis le début de 2025, des nouveaux foyers de la maladie sont apparus dans de nouveaux États, notamment le Nouveau Mexique et le Michigan. En mai 2025, le nombre de cas répertoriés avait également sensiblement progressé dans l'Idaho. La possibilité d'un rebond épizootique au 2nd semestre 2025, avec de potentiels nouveaux variants, reste importante.



Envois dynamiques pour la plupart des gros exportateurs début 2025

Dernière révision le 20 juin 2025

Viande ovine » France »

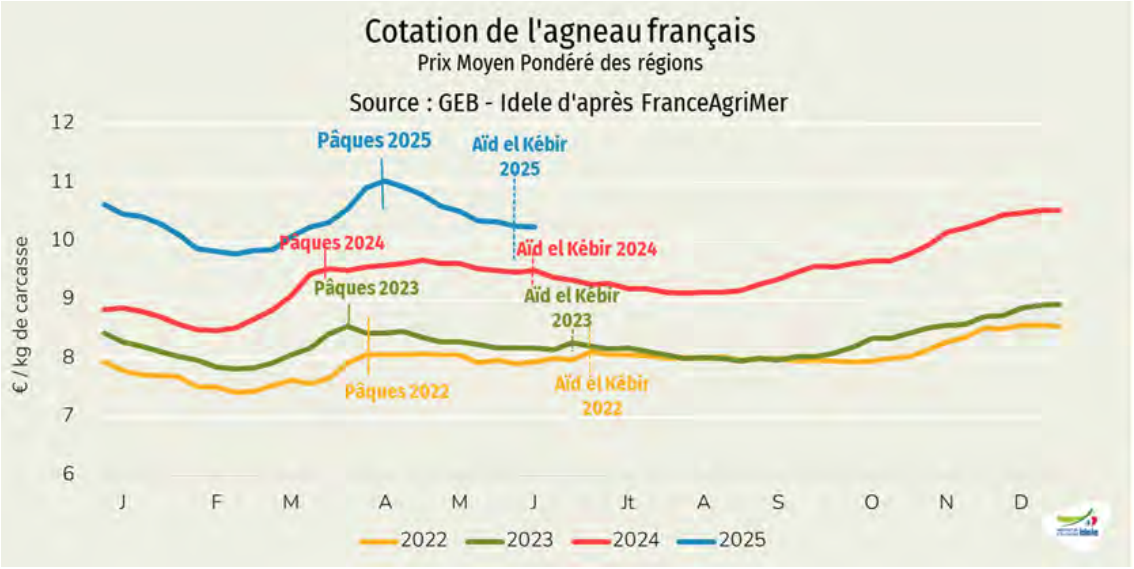
La demande en agneaux de l'Aïd a baissé cette année

Dernière révision le 23 juin 2025

Alors que les abattages d'agneaux étaient dynamiques pour la semaine l'Aïd, les consommateurs musulmans ont célébré autrement cette année. Les achats d'agneaux vivants sacrifiés le jour de la fête de l'Aïd ont été moindres que les années passées mais les achats de viande ovine halal ont par ailleurs augmenté sur la semaine correspondante.

Le cours français se replie légèrement pour l'Aïd cette année

En semaine 24 de 2025 (se terminant le 15 juin), **la cotation française de l'agneau lourd atteignait 10,25 €/kg**, en baisse de 0,01 €/kg d'une semaine sur l'autre mais en hausse de 0,77 €/kg comparée à la même semaine en 2024. Pour l'Aïd, en semaine 23, la cotation a reculé au lieu de connaître un léger rebond, comme traditionnellement, du fait d'une demande à l'échelle nationale moindre que les années précédentes.

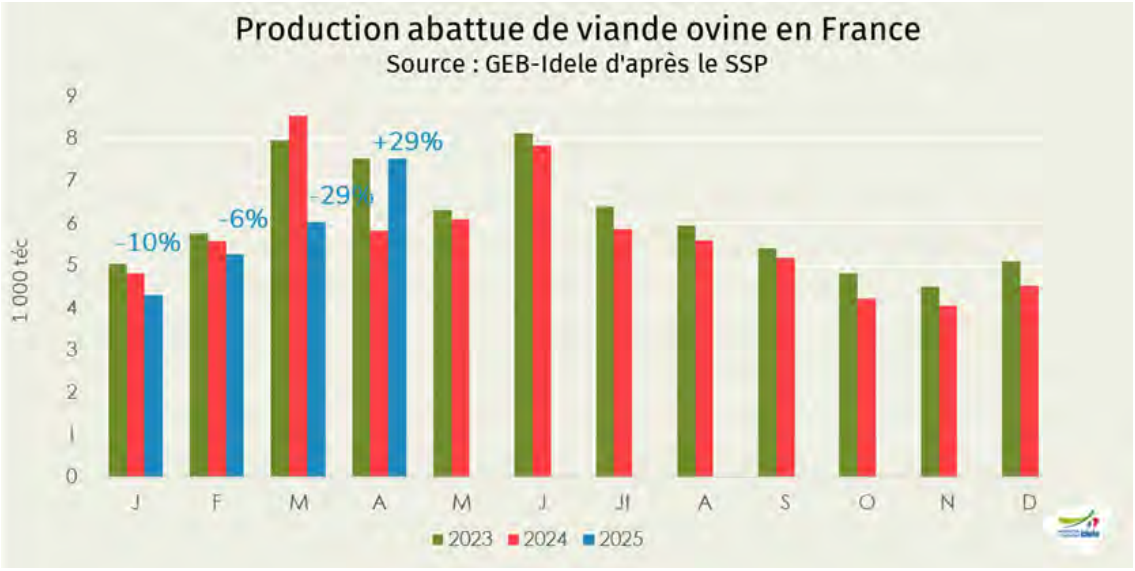


L'**IPAMPA ovin viande** poursuit très progressivement sa baisse amorcée fin 2022 mais **semble doucement repartir à la hausse fin 2024 puis régresser ensuite** : il recule de 1% d'un mois sur l'autre en avril 2025 et de 2% /2024. Si on regarde dans le détail :

- L'indice **énergie et lubrifiants** a baissé de 6% d'un mois sur l'autre et de 20% /2024 ;
- L'indice **engrais** a été stable d'un mois sur l'autre et en hausse de 5% d'une année sur l'autre ;
- L'indice **aliments achetés** s'est replié de 1% d'un mois sur l'autre et de 2% /2024.

La production française recule sur les quatre premiers mois de 2025

Selon *Agreste*, **la production abattue de viande ovine était en recul de 7% d'une année sur l'autre sur les quatre premiers mois de 2025**, à 23 150 téc, et de 15% comparée à la moyenne des cinq dernières années (2020-2024).
Sur un cumul mars-avril, qui correspond grossièrement aux abattages pour la période de **Pâques** en évitant l'effet décalage des dates, la production ovine française a **baissé de 6% entre 2024 et 2025.**



Sur **quatre mois en 2025**, **les abattages d'agneaux ont diminué de 9% en effectif** et de 7% en volume, à 1,07 M de têtes et 19 700 téc, avec un poids de carcasse à 18,5 kgéc (+0,51 kgéc /2024). Les **réformes** ont vu leurs carcasses s'alourdir plus nettement, passant en moyenne de 26,4 kgéc à 27,4 kgéc d'une année sur l'autre. Leur nombre **a diminué de 8%** /2024 (à 125 000 têtes), et en volume la baisse de production est donc moins prononcée (-5%, à 3 400 téc). **Ces replis sont au moins en partie imputables à l'épidémie de FCO.**

Le pic des abattages pour la semaine de l'Aïd el-Kébir serait légèrement plus élevé que celui de l'an passé, de près de 2% selon les données d'Ovinfos (*Interbev*). Il est toutefois à noter que les abattoirs de l'échantillon ne représentent pas la totalité des abattages pour l'Aïd. De plus, **bon nombre de consommateurs musulmans ont remplacé l'achat d'un agneau sacrifié le jour même de l'Aïd par de la viande ovine halal achetée au cours de la semaine.**

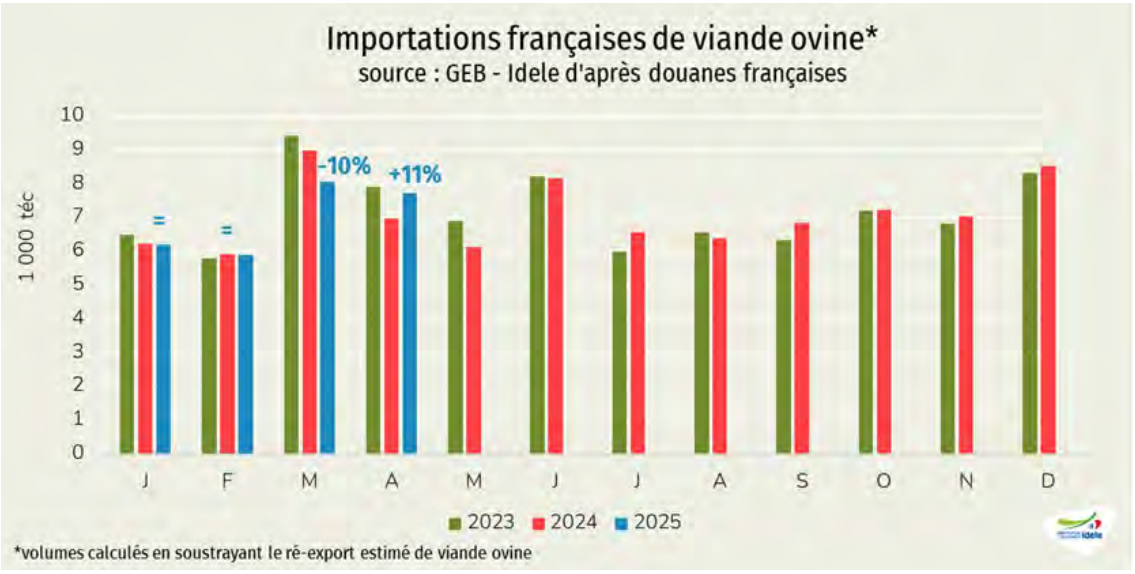
Les achats d'agneaux de l'Aïd ont baissé car le prix des animaux a encore augmenté cette année face à un pouvoir d'achat des consommateurs qui reste par ailleurs limité. Par ailleurs, beaucoup de fidèles ont suivi l'annonce du roi du Maroc les appelant à ne pas sacrifier d'agneau cette année, faute de disponible dans ce pays du Maghreb marqué par plusieurs années de sécheresse.

Les **importations françaises d'agneaux vivants**, tous en provenance d'Espagne, ont **diminué** sur les quatre premiers mois de 2024, de 30% /2024, totalisant 31 000 têtes. Les imports de **réformes**, elles aussi 100% espagnoles, ont aussi **baissé** de 36% /2024, à 4 700 têtes. Ces reculs participent à la baisse des abattages en France.

Les exports d'agneaux vivants ont reculé de 23% sur la période, totalisant 129 000 têtes. Les envois vers l'Allemagne ont plus que triplé (+14 000 têtes) et n'ont pas suffi à contrebalancer les baisses vers l'Espagne (-26 000 têtes), l'Italie (-16 000 têtes) et la Grèce (-8 400 têtes). Les exports de **réformes** ont en revanche **progressé**, de 7%, à 13 000 têtes.

Les importations de viande ovine reculent légèrement sur quatre mois en 2025

Après un léger recul sur l'année 2024, **les importations françaises de viande ovine** destinées au marché français (en soustrayant le réexport estimé de viande ovine britannique) **poursuivent leur baisse sur les quatre premiers mois de 2025** (-1% /2024), totalisant 28 000 téc.



Sur cette période, on observe un regain des volumes en provenance du Royaume-Uni (+4%) et d'Espagne (+1%), mais des baisses marquées de Nouvelle-Zélande (-11%) et d'Irlande (-14%).
Sur un cumul mars-avril, les importations reculent de 1% d'une année sur l'autre.

Le disponible français en viande ovine recule en 2025

Sur les quatre premiers mois de 2025, les abattages français sont toujours en repli d'une année sur l'autre tandis que les importations de viande ovine reculent très légèrement.



Le disponible français en viande ovine recule ainsi de 4% /2024 et de 13% comparé à la moyenne 2015-2019.

La demande d'agneaux de l'Aïd a été chamboulée par divers facteurs cités plus haut cette année mais la fête a tout de même provoqué une hausse des achats de viande ovine halal qui a permis à de nombreuses familles de célébrer autrement cette fête.

Viande ovine » UE et monde »

La cotation de l'agneau britannique repart à la hausse

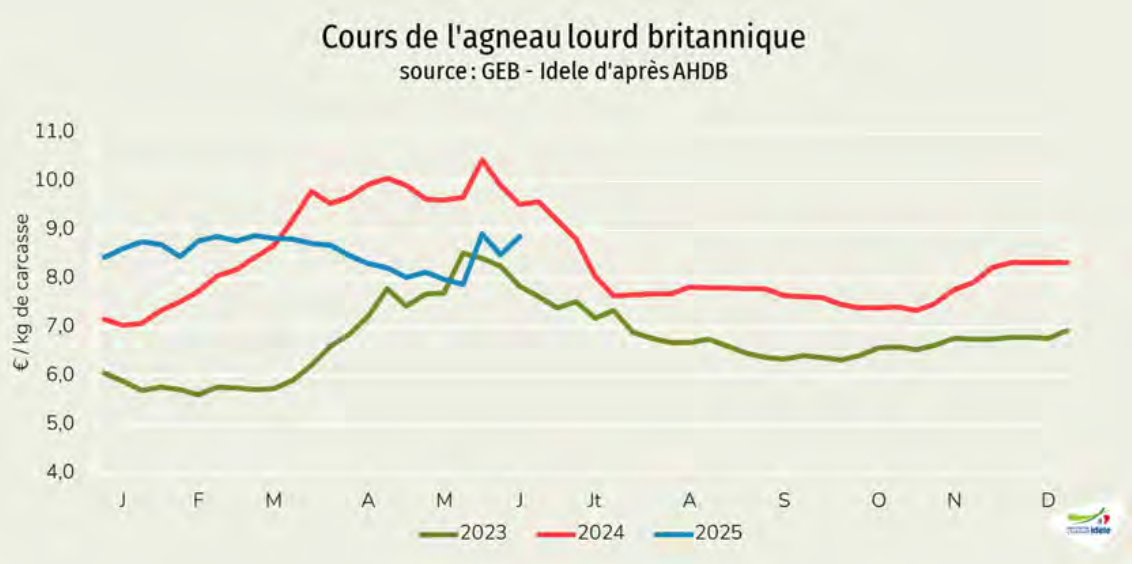
Dernière révision le 23 juin 2025

Au Royaume-Uni, alors que les achats des ménages restent en retrait a minima jusqu'à la mi-mai selon les dernières données Kantar publiées, les exportations se redynamisent permettant un allègement du marché. La cotation est donc repartie à la hausse, alors qu'elle avait jusque-là baissé, malgré Pâques et le ramadan, habituellement synonymes de pic de demande.

Royaume-Uni : la production et les exports se redynamisent

Le prix de l'agneau a chuté au cours du mois d'avril, malgré la fin du Ramadan et Pâques. Cela s'explique notamment par l'allongement de la période des fêtes qui a réduit l'intensité des achats des consommateurs. Un report plus important d'agneaux, qui les a donc alourdis, aurait aussi pesé sur les prix moyens entrée abattoir.

La cotation de l'agneau britannique est toutefois remontée à partir de mi-mai pour atteindre 8,87 €/kg en semaine 23 de 2025, soit +0,37 €/kg d'une semaine sur l'autre et -0,67 €/kg comparée à 2024. La progression des exports, depuis mars, a pu participer à alléger le marché et redresser les cours, face à une demande intérieure qui est restée en recul.



Les dernières données du *Defra* (Département de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales) indiquent que **la production britannique de viande ovine a atteint 112 000 t sur les cinq premiers mois de 2025, soit une hausse de 2,5% /2024.**

Les abattages **d'agneaux** ont totalisé 4,7 M de têtes sur la période, soit **+3%** /2024, avec une légère hausse des poids moyens de carcasse, passant de 20,6 à 20,8 kgéc, et ceux des **réformes** ont à l'inverse reculé, de 7%, à 429 000 têtes, avec un allègement des carcasses, de 28,2 à 27,4 kgéc en moyenne. Le recul des abattages de réformes est probablement en lien avec le fait que le cheptel ovin britannique ait atteint son plus bas niveau historique en 2024 : **les éleveurs cherchent probablement à recapitaliser**.

Après un bond en 2024, **les importations britanniques de viande ovine poursuivent leur croissance début 2025, augmentant de 11% /2024 sur les 4 premiers mois de 2025**, à 26 000 téc, avec +5% en provenance de Nouvelle-Zélande et +34% d'Australie mais -46% d'Irlande.

Les exportations britanniques de viande ovine étaient en hausse de 10% sur la période, à 28 700 téc. Elles dépassaient ainsi de 6% leur niveau d'avant *Brexit* et pandémie de Covid-19 (moyenne 2015-2019). On observe de nettes hausses vers la France (+2 200 téc /2024) et les Pays-Bas (+690 téc), mais des baisses vers l'Italie (-154 téc) et l'Irlande (- 171 téc %).

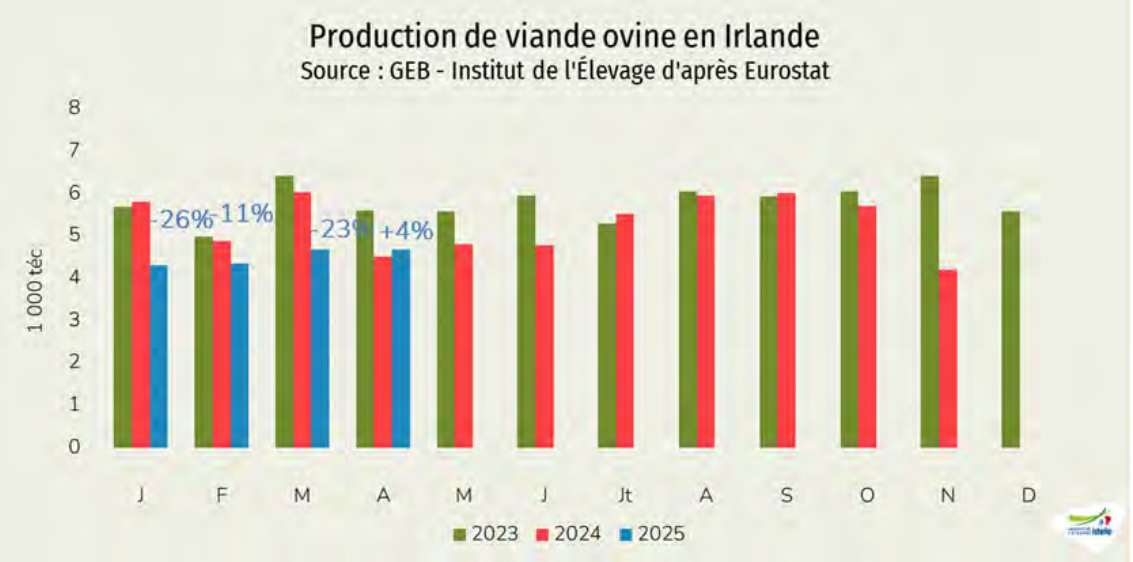
Les ventes d'agneau au détail poursuivent leur baisse : -9% d'une année sur l'autre en volume au cours des 12 semaines se terminant le 18 mai 2025. Les dépenses ont diminué de seulement 4% au cours de cette période, grâce à une hausse de 5% des prix moyens payés (*Kantar Worldpanel*).

Irlande : une demande décevante pour l'Aïd

En semaine 23 de 2025, selon la commission européenne, la cotation de l'agneau irlandais atteignait 8,14 €/kg, en recul de 0,07 €/kgéc d'une semaine sur l'autre et de 0,16 €/kgéc comparée à la même semaine en 2024.

Pour la fête musulmane de l'**Aïd el-Kébir** le 6 juin, de nombreux éleveurs s'attendaient à une hausse de prix qui ne s'est pas matérialisée, faute de demande suffisante.

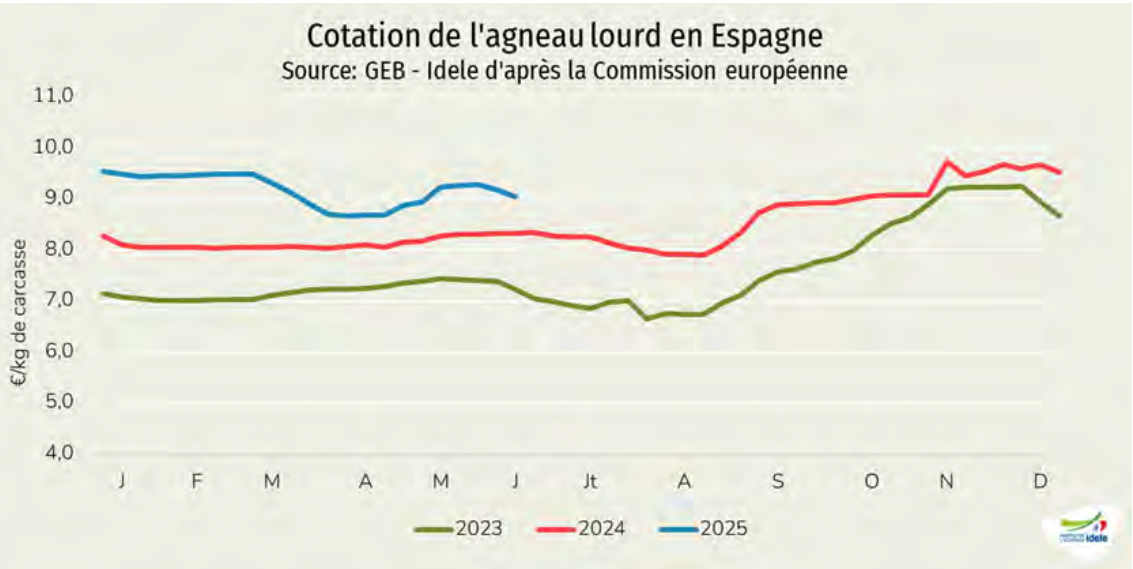
Après avoir déjà baissé de 10% entre 2023 et 2024, **la production irlandaise de viande ovine a chuté de 15% /2024 sur les quatre premiers mois de 2025**, totalisant 18 100 tonnes : c'est 13% de moins que sur la moyenne des cinq dernières années. Les effectifs d'agneaux abattus ont chuté de 17% /2024 et de 14% en volume, illustrant une hausse de leur poids moyen de carcasse, de 22,0 à 22,7 kg. Ceux des réformes ont aussi reculé, de 38% /2024, et de 37% en volume, leur poids moyen de carcasse passant de 25,5 kgéc à 26,0 kgéc.



Sur les 4 premiers mois de 2025, les exportations de viande ovine irlandaise ont baissé de 4% d'une année sur l'autre, à 16 500 téc, avec une hausse de 11% vers la France (données non-concordantes avec celles des douanes françaises) et une chute de 44% vers le Royaume-Uni. Elles reculent de 10% sur la période, comparées à la dernière moyenne quinquennale.

Espagne : regain des envois de viande et repli des envois de vifs sur 4 mois en 2025

Après s'être redressé en mai, **le cours de l'agneau espagnol entrée abattoir est reparti à la baisse.** En semaine 23, il était enregistré à **9,05€/kg**, soit -0,13 €/kg d'une semaine sur l'autre et +0,73 €/kg /2024.



Selon *Agreste*, **la production de viande ovine espagnole a augmenté de 1% d'une année sur l'autre sur trois mois en 2025**, totalisant 23 300 téc.

On constate un **alourdissement très marqué des carcasses d'agneaux** de +1,2 kgéc sur la période considérée, à 12,2 kgéc. 1,6 M d'agneaux ont été abattus, soit -9%/ 2025, mais les volumes abattus étaient stables. Près de 163 000 réformes ont été abattues, soit +5% /2024 et la hausse est sensiblement la même en volume : l'alourdissement est bien plus modeste, de +0,2 kgéc, à 24,9 kgéc en moyenne en 2025. Cet alourdissement des carcasses d'agneaux est possiblement en lien avec **l'annulation de l'envoi au Maroc de dizaines de milliers d'ovins, qui ont finalement été abattus en Espagne puis exportés sous forme de viande**.

Les **envois d'agneaux espagnols** vers le Maroc ont de nouveau baissé d'une année sur l'autre en avril et ceux vers la Jordanie n'ont pas repris. **Sur quatre mois, ils ont alors diminué de 24% /2024**, totalisant près de 347 400 têtes, avec une hausse vers le Maroc (+27 000 têtes), le Portugal (+ 28 000 têtes) et des reculs vers la Jordanie (-112 300 têtes), la France (-22 000 têtes), la Libye (-33 000 têtes) et l'Italie (-24 000 têtes).

Les **envois de réformes** ont chuté (-58%) en avril, et **sur quatre mois ils ont reculé de 18% /2024**, via des envois stables à destination du marché marocain, qui n'ont pu contrebalancer les baisses vers l'Italie (-5 400 têtes), la France (- 3 200) et le Liban (-3 600).

pr s un creu en 202 et 202 , les e portations de viande ovine espagnole sont en nette hausse d une année sur l autre sur les quatre premiers mois de 2025, de 202 , 000 téc. est 0 de plus que sur les cinq dernières années. On observe notamment une forte hausse des envois vers **l'Algérie** (de 675 à 7 300 téc), qui a timidement ouvert son marché à l'Espagne l'an passé et qui, depuis le début d'année, importe massivement.

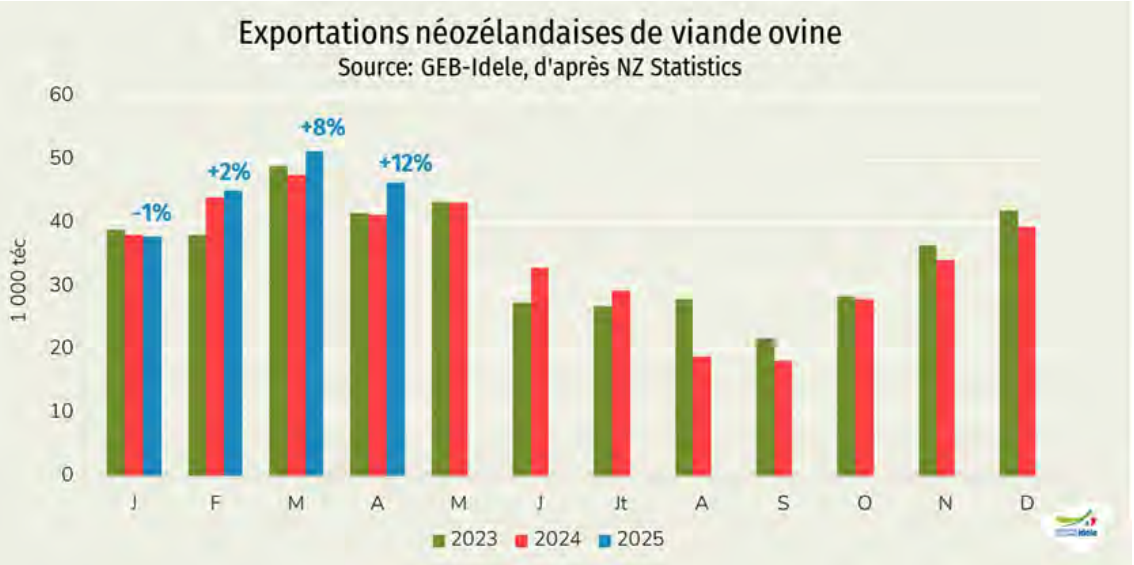
Nouvelle-Zélande : la hausse de prix des agneaux n'entrave pas l'export

La **production ovine abattue en Nouvelle-Zélande** s'est maintenue d'une année sur l'autre en janvier puis a augmenté de 2% en février et de 5% en mars 2025. En avril, elle a chuté de 21% /2024, les agneaux ayant bien poussé fin 2024/début 2025, ils sont sortis plus tôt que prévu, expliquant ce décalage.

Sur les quatre premiers mois de 2025, la production **a reculé de 3% /2024**, totalisant 187 000 téc. Le nombre d'agneaux abattus a diminué de 8% /2024, à 7,0 M de têtes, tandis que celui des réformes a augmenté de 17%, à 1,5 M de têtes. C'est avant tout la baisse des naissances au second semestre 2024 – due au recul du cheptel reproducteur et à une baisse des taux d'agnelages causée par la sécheresse – estimée à 8% /2024 par *Beef and Lamb New Zealand*, qui explique ce recul de la production néozélandaise.

Cette baisse de l'approvisionnement a provoqué une poursuite de la hausse des prix dès début 2024, qui n'a visiblement pas limité la capacité commerciale de la Nouvelle-Zélande.

En effet, les **exportations** de viande ovine ont parallèlement été stables d'une année sur l'autre en janvier puis ont augmenté en février et en mars, puis ont poursuivi leur hausse en avril, totalisant 181 000 téc sur quatre mois, **en hausse de 6% /2024**.



Sur le premier quadrimestre, les exportations ont été en hausse d'une année sur l'autre vers la Chine (+7%) et l'UE-27 (+22%) mais se sont repliées vers les États-Unis (-19%) et le Royaume-Uni (-2%).

Second départ pour la production laitière

Dernière révision le 22 juin 2025

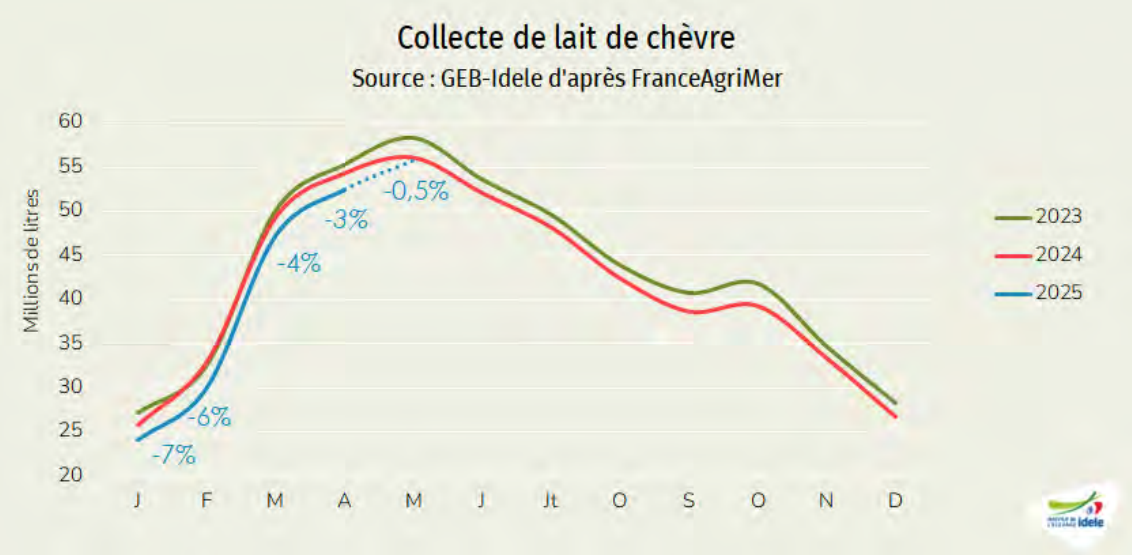
Frémissement de la collecte

Dernière révision le 23 juin 2025

En avril, la collecte de lait de chèvre s'est rapprochée de son niveau de l'année précédente. La récolte de fourrages de meilleure qualité et une météo plus favorable peuvent expliquer ce regain de la production laitière. Les fabrications de fromages sont stables et celles d'ultra-frais toujours en hausse.

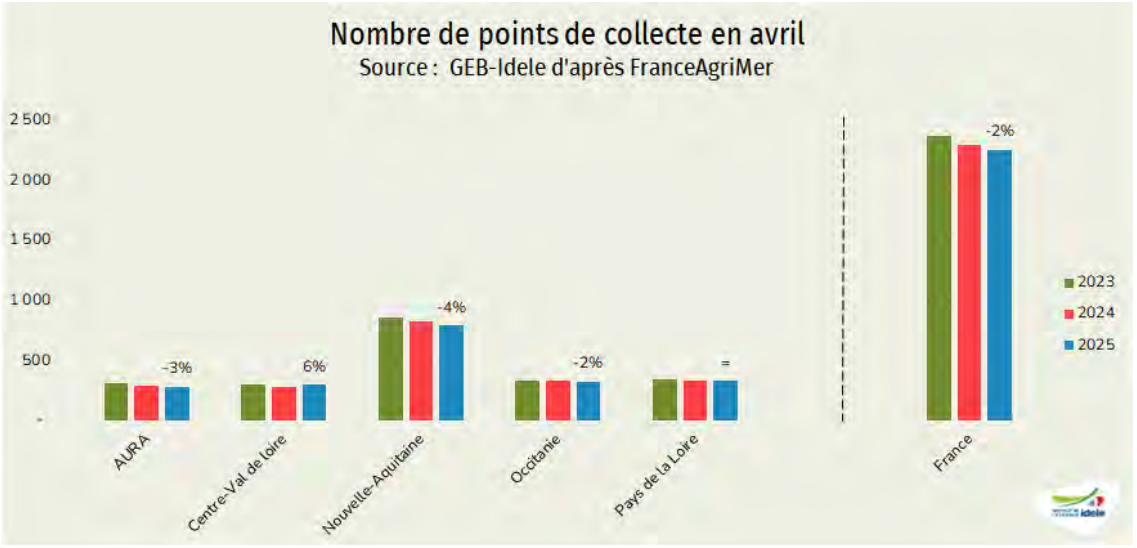
La collecte reprend des couleurs

52,5 millions de litres : c'est le niveau auquel la collecte de lait de chèvre s'est élevée en avril, un recul de 3% /2024. Toutefois, la collecte aurait été plus dynamique à partir de mai.



En cumul sur le premier quadrimestre, 154 millions de litres ont été livrés, soit -5% /2024 (avec correction de l'effet année bissextile en 2024). D'après les données de l'enquête hebdomadaire de FranceAgriMer, **les volumes ont décollé en mai et début juin,** avec des livraisons qui se rapprochent, voire dépassent légèrement leur niveau de 2025 (-0,5% /2024).

Les données de l'enquête mensuelle laitière de FranceAgriMer indiquent un **nombre de points de collecte en recul de 2% en avril au niveau national.** La situation est contrastée selon les régions comme le montre le graphique ci-dessous.

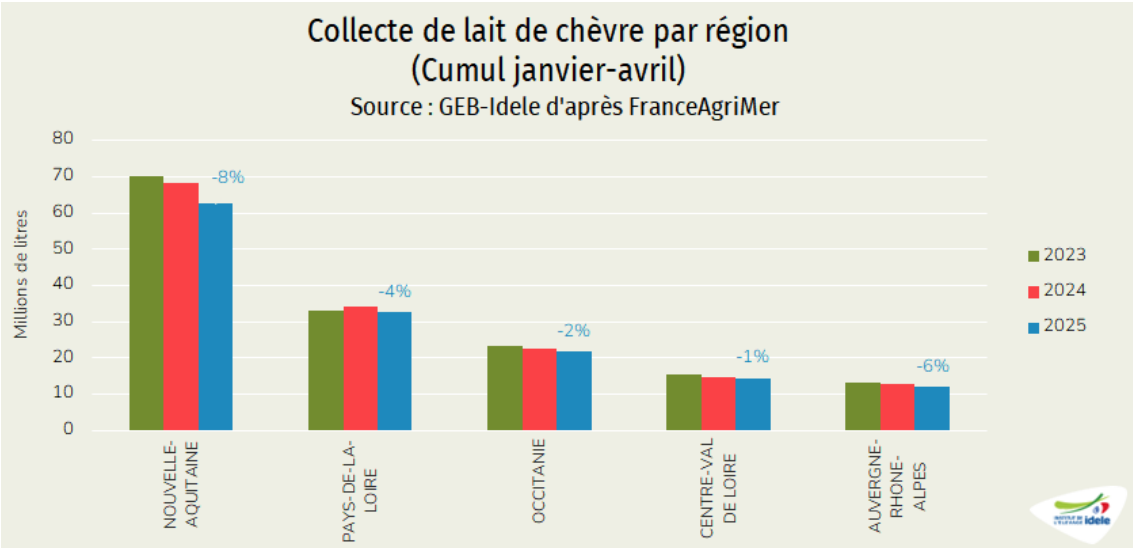


Côté production fourragère et conditions météorologique, la note agro-climatique d'Idele publiée mi-juin fait état de températures douces au milieu de deux épisodes de chaleur avec des précipitations déficitaires à l'échelle nationale. « Les chantiers de foin se sont déroulés dans des conditions globalement satisfaisantes, à l'exception de l'Ouest où l'instabilité météo a perturbé les récoltes sans pour autant apporter suffisamment de précipitations. Dans le Sud, la chaleur est revenue début juin, mais l'humidité des sols reste globalement correcte. En revanche, les récoltes de foin ont été plus complexes dans le Sud-Est, en raison de plusieurs épisodes pluvieux. Lorsque les coupes ont pu être réalisées à temps, la qualité est au rendez-vous, mais les volumes restent décevants. »

La production décolle dans les régions

En cumul sur les 4 premiers mois de 2025, la collecte a évolué comme suit d'une année sur l'autre :

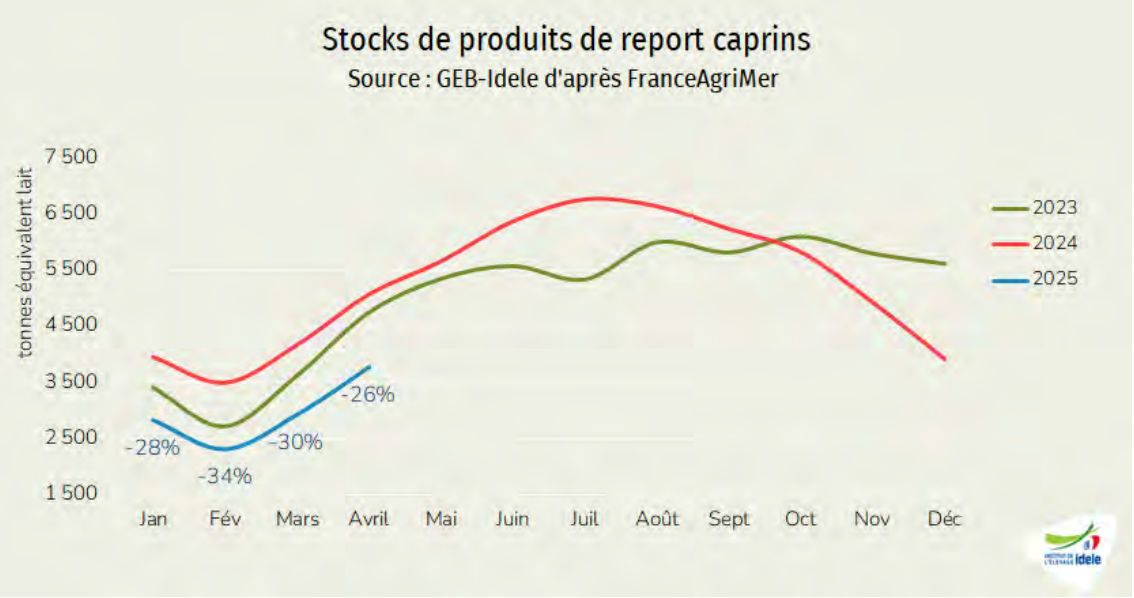
- -1% en Centre-Val de Loire,
- -2% en Occitanie
- -4% en Pays de la Loire,
- -6% en AURA,
- -8% en Nouvelle-Aquitaine.



Avec l'arrivée des fourrages 2025 de meilleure qualité, la collecte semble, non pas repartir, mais simplement partir dans l'ensemble des régions, avec des situations variées. **En avril, les livraisons sont ainsi en hausse de 1% en Centre-Val de Loire d'une année sur l'autre, et en retrait de seulement 1% en Pays de la Loire. Le recul persiste, mais est bien moins important que les mois précédents en Occitanie (-3%), en AURA (-4%) et en Nouvelle-Aquitaine (-6%).**

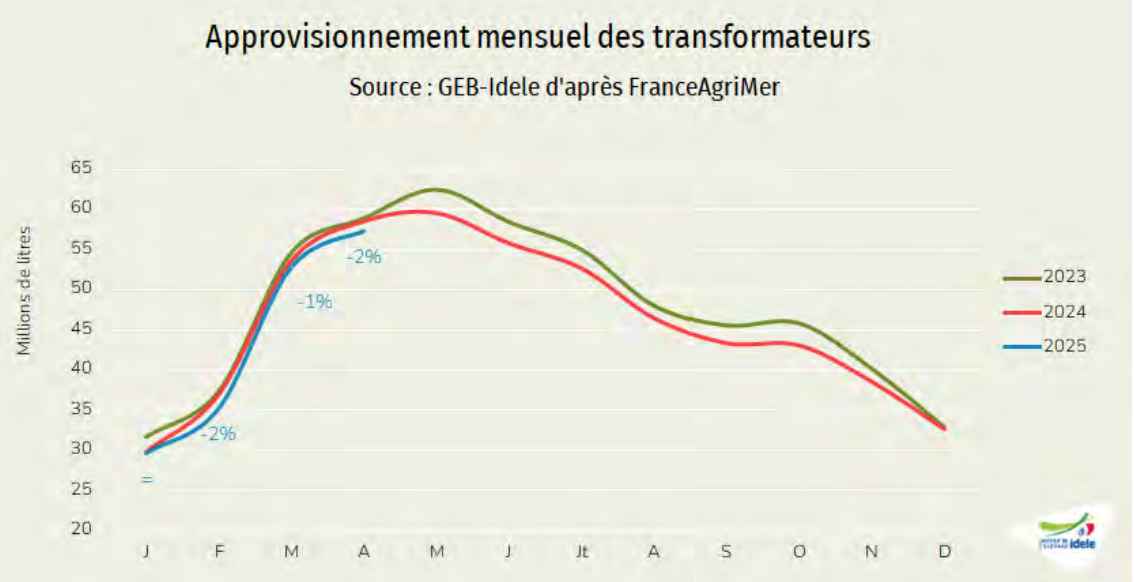
Les stocks des entreprises restent bas

Les stocks de produits de report caprin ont débuté leur hausse saisonnière en mars, à l'approche du pic de collecte. Ils restent bien inférieurs à leurs niveaux des années précédentes et s'élèveraient à un peu plus de 3 700 tonnes équivalent lait en avril (-26% /2024 et +29% /mars 2025).



En complément, **les industriels français ont importé 4,8 millions de litres équivalent lait en avril (+14% /2024)**. Les volumes importés restent sous les niveaux de 2022 et des années antérieures.

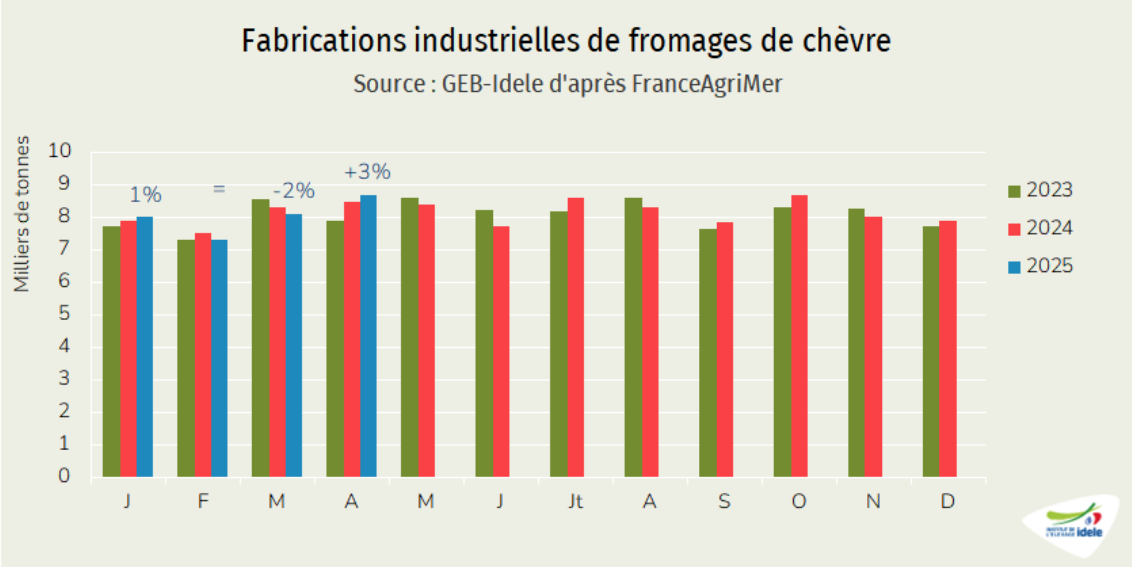
Ainsi, **les approvisionnements des transformateurs sont en baisse par rapport à avril 2024 (-2%), à 57,3 millions de litres.**



En cumul sur 4 mois, les transformateurs ont pu mettre en œuvre 175 millions de litres de lait de chèvre (collecte et importations), soit -2% /2024 (avec correction de l'effet année bissextile).

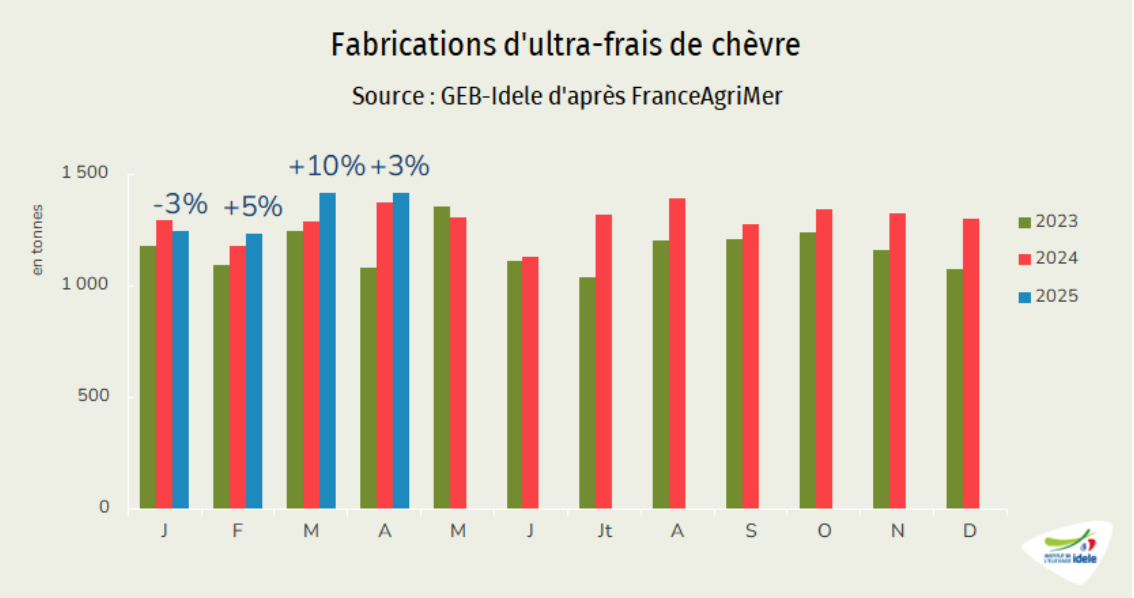
Fabrications de fromages de chèvre stables sur 4 mois

8 700 tonnes de fromages ont été produites en avril, soit une hausse de 3% /2024. En cumul, 32 000 tonnes de fromages de chèvre ont été fabriquées au premier quadrimestre 2025 (= /2024).



Si les ventes de fromages de chèvre en GMS se maintiennent, les difficultés économiques de la restauration hors domicile pénalisent leurs ventes, ces derniers étant plus chers que leurs homologues au lait de vache.

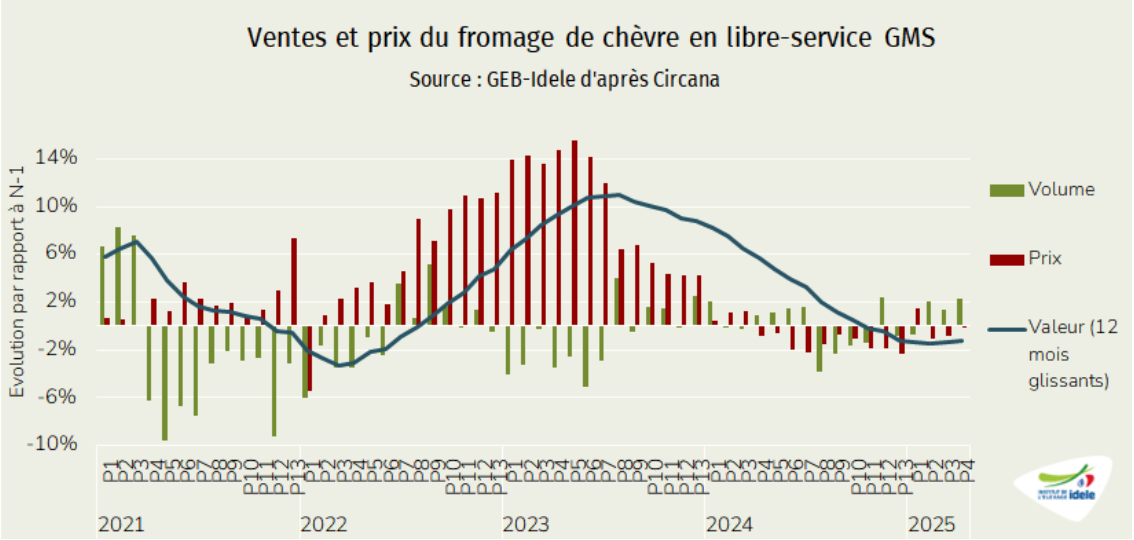
L'ultra-frais est toujours en progression, avec 1 415 tonnes fabriquées en avril (+3% /2024).



En cumul sur 3 mois, les fabrications d'ultra-frais sont en hausse de 3% /2024. Le segment des yaourts, fromages blancs et skyrs est très dynamique et bien valorisé.

Consommation en libre-service dans les GMS toujours dynamique

Sur les 4 premières périodes de l'année (jusqu'au 24 mai), d'après le panel Circana, la consommation de fromages de chèvre par les ménages (achats au rayon libre-service des GMS) est en hausse en volume : +2% en cumul courant et +0,3% en cumul annule mobile (CAM). En valeur, en cumul courant, les achats sont en hausse, principalement du fait de la première période qui comprend les 30 et 31 décembre. En CAM, les ventes en GMS sont en retrait de 0,8%.



Cette hausse globale en volume pour les fromages de chèvre cache des disparités selon les catégories de fromages et les marques. **Les marques nationales reculent toujours, -1,7% en CAM en avril, et les MDD progressent, +2,5% en CAM.** Les achats de fromages de chèvre bio ont, eux, reculé de 9,5% en volume en CAM et les fromages AOP de 1,9%. **Les bûchettes, 67% des achats au rayon libre-service, maintiennent leurs volumes.**

Lait de chèvre et viande » Viande caprine »

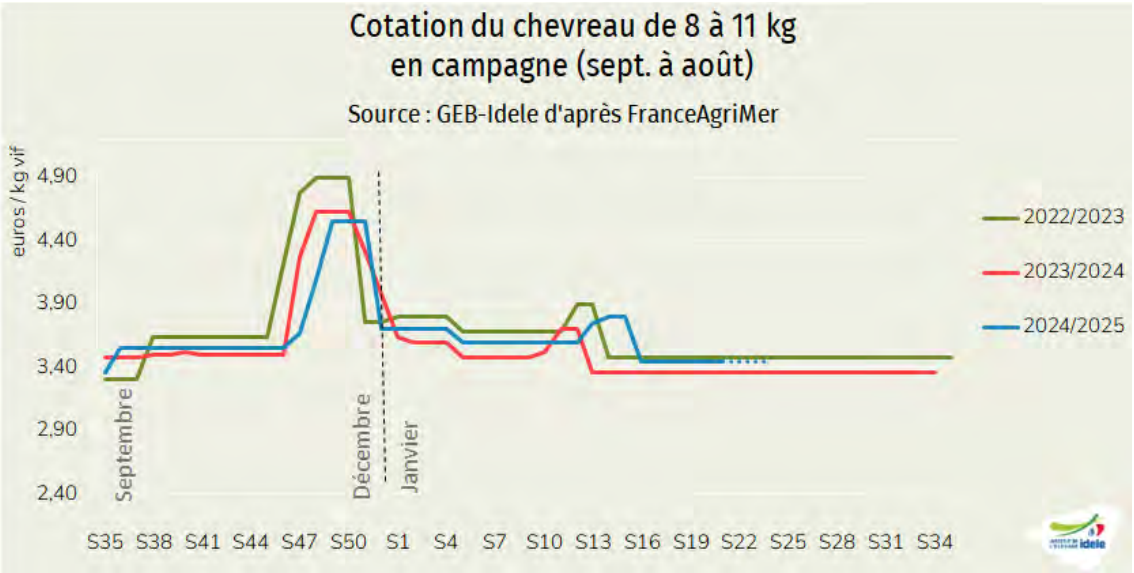
Léger recul du nombre de chevreaux abattus au printemps

Dernière révision le 23 juin 2025

Le nombre de chevreaux abattus en mars et avril est en léger recul en tête, mais en hausse en volume, du fait d'un léger alourdissement des carcasses. La cotation du chevreau pour le pic d'offre et de demande de Pâques a été légèrement au-dessus de son niveau de 2024.

Pic de cotation de Pâques légèrement supérieur à celui de 2024

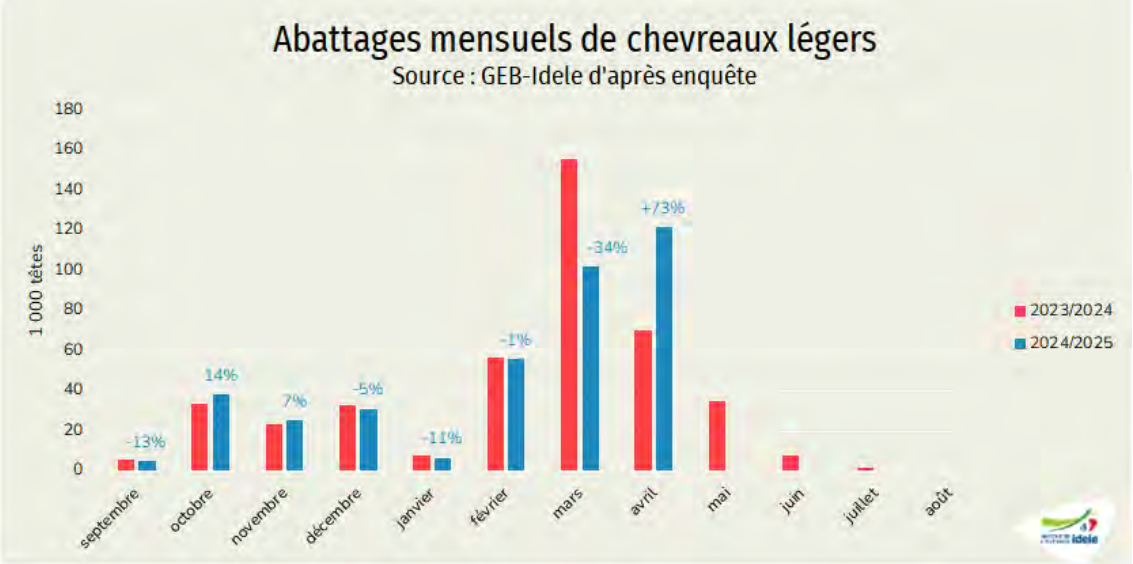
Après le pic de cotation lié aux fêtes de fin d'année, le prix du chevreau vif de 8 à 11 kg était descendu à 3,60 €/kg, un niveau légèrement supérieur à celui de 2024, jusqu'en semaine 13 se terminant le 24 mars (+3% /2024 et +12 cents). **Le pic de Pâques à 3,80 €/kg s'est étendu sur deux semaines (+2% /2024), puis la cotation est redescendue à 3,45 €/kg (+3% /2024).**



Les cotations sont interrompues depuis la semaine 23, comme chaque année à cette période. La reprise est estimée à mi-septembre.

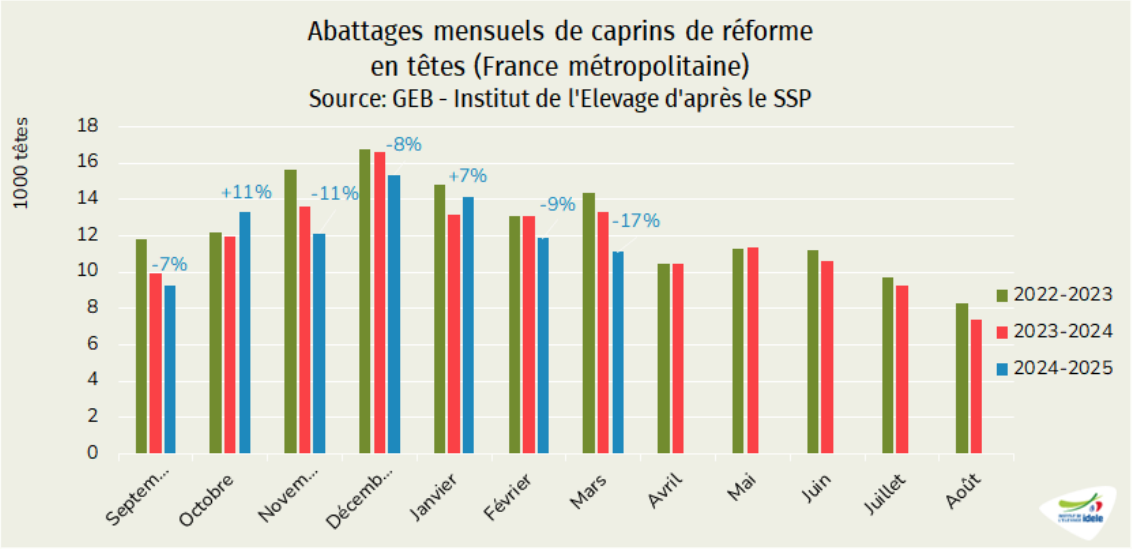
Abattages stables sur 8 mois

Au cours des huit premiers mois de la campagne 2024/2025, les abattages de chevreaux seraient stables en têtes et en légère hausse en volume (+1%) par rapport à la campagne précédente, d'après les données de l'enquête Idele auprès des abatteurs, à respectivement 386 200 chevreaux et 2 120 téc.



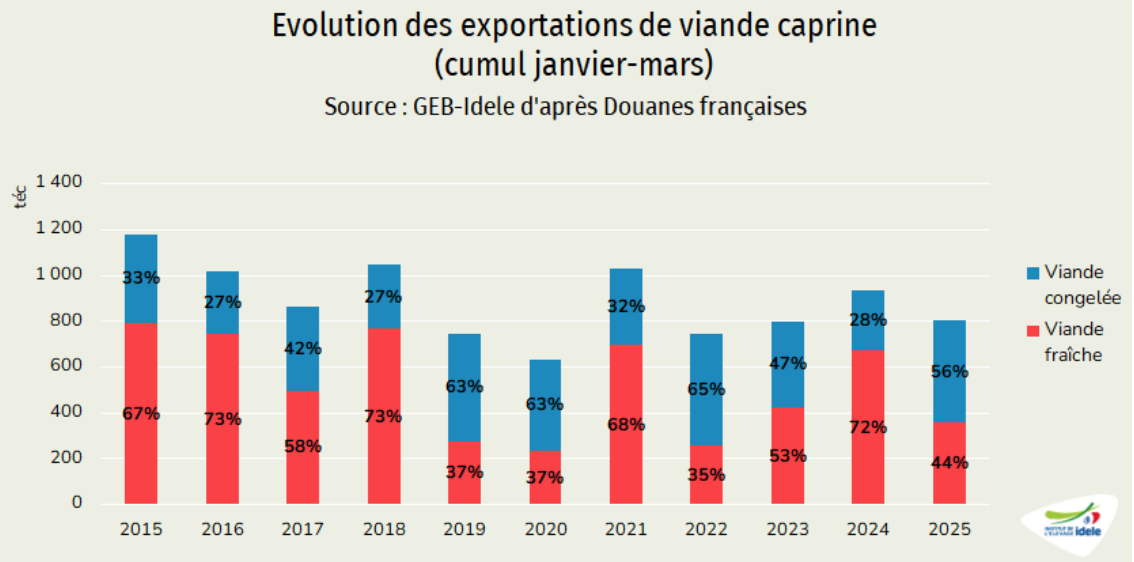
Sur les seuls mois de mars et avril, correspondant au pic d'offre et de demande, le nombre de chevreaux abattus s'est élevé à 224 000 têtes (-1% /2024) et 1 212 téc (+1% /2024). Pâques ayant été un peu plus tardif en 2025, les chevreaux étaient légèrement plus lourds (5,4 kgéc contre 5,3 en 2024).

Les abattages de réformes seraient en recul de 5% en cumul de septembre à mars : cela représente 87 000 caprins de réforme abattus (-5% /2023-2024) et 2 000 téc (-5% /2023-2024).

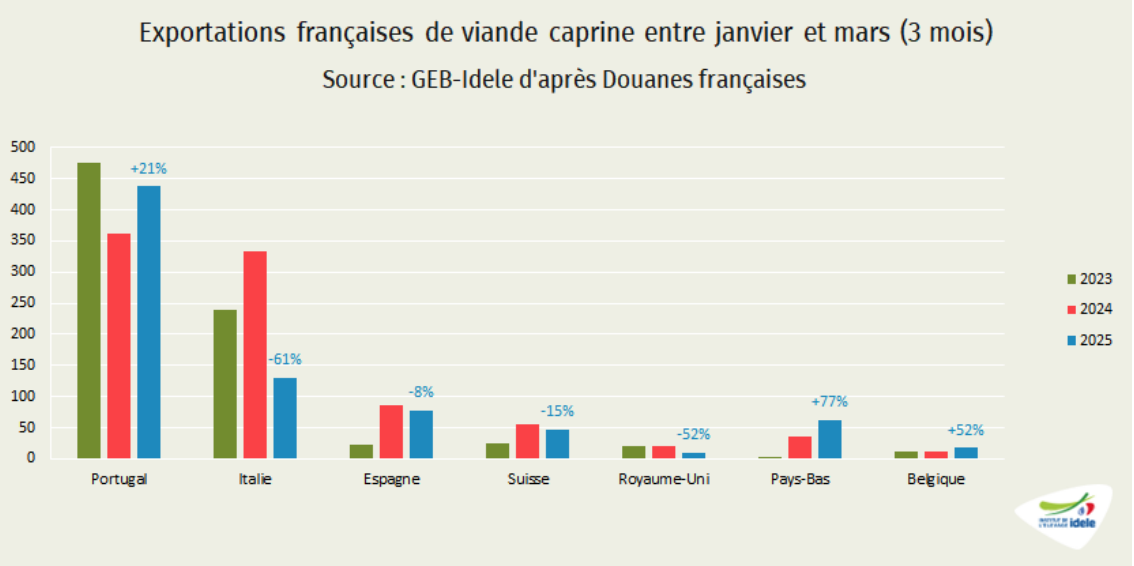


Recul des exportations au premier trimestre

Sur les trois premiers mois de l'année, les exportations françaises de viande caprine réfrigérée sont en baisse en volume (-47% /2024), à 360 téc. Les exportations de viande congelée sont en hausse de 74% /2024, à 450 téc.



Au total, les exportations sont en recul de 14% /2024, à 804 téc, mais elles sont à leur niveau de 2023 et supérieures de 8% à 2022.



En cumul sur 3 mois, les exportations françaises de viande caprine sont en hausse vers le Portugal (+21% /2024) mais en recul vers l'Espagne (-8%) et l'Italie (-61%).

Marchés mondiaux de la viande bovine et des produits laitiers

Dernière révision le 20 juin 2025

Marché mondiaux des produits laitiers : le marché du beurre sous tension



En 2024, le rythme de progression de la production mondiale de lait est resté limité. Les échanges de produits laitiers ont reculé alors que la Chine, premier importateur sur le marché mondial, restait empêtrée dans la crise. Fait notable, le marché du beurre s'est de nouveau tendu entraînant une nouvelle envolée des cours mondiaux.

En 2025, les fondamentaux devraient peu évoluer : croissance de la production en Asie et disponibilités limitées dans les grands basins exportateurs

Marché mondial de la viande bovine : le géant brésilien conforte sa position



En 2024, le marché mondial de la viande bovine s'est détendu. Davantage de viandes sud-américaines et australiennes étaient disponibles. Par ailleurs, la hausse de la demande marquait le pas dans certains pays d'Asie et notamment en Chine. Cette détente a permis aux pays du pourtour méditerranéen et du Moyen Orient de revenir aux achats. En 2025, le marché se tend de nouveau : la production mondiale plafonne alors que la demande des pays émergents reste forte.